

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau du financement
des transferts de compétences

Circulaire du 29 décembre 2008 relative à la compensation financière des transferts de compétences prévue, pour 2009, par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

NOR : INTB0800186C

Pièces jointes : 8 (3 fiches et 5 annexes).

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales à Madame et Messieurs les préfets de régions ; Mesdames et messieurs les préfets de département (métropole et DOM).

La présente circulaire qu'il vous appartient de transmettre pour information aux exécutifs régionaux et départementaux présente :

- le bilan des travaux de la commission consultative sur l'évaluation des charges en 2008 (fiche 1) ;
- les montants retenus par la LFI pour 2009 pour chacun des départements, chacune des régions et chacune des régions d'outre-mer concernés s'agissant de la compensation financière des transferts de compétences, prévus par la loi du 13 août 2004, pour les compétences entrées en vigueur en 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009 (fiche 2 et ses 3 annexes) ;
- les modalités de compensation des charges issues de l'extension de compétence résultant de la généralisation du revenu de solidarité active (RSA) ainsi que les montants provisionnels alloués à chaque département à compter du 1^{er} juillet 2009 (fiche 3).

Dès l'adoption de la loi de finances pour 2009, cette circulaire a pour objet de vous transmettre toutes les informations utiles relatives au financement des transferts de compétences afin que vous puissiez les communiquer aux collectivités territoriales concernées.

Après une présentation du bilan des travaux de la CCEC en 2008 et des arrêtés de compensation qu'elle a examinés (fiche 1), vous trouverez les montants de compensation financière que recevront à compter de 2009 les départements, les régions, certaines communes et groupements de collectivités territoriales au titre de chaque compétence transférée entre 2005 et 2009 sur le fondement de la loi du 13 août 2004 (fiche 2 et ses annexes).

Enfin, l'année 2009 sera marquée par la généralisation du RSA, à compter du 1^{er} juin, en application de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008. Les modalités de compensation des charges issues de l'extension de compétences pour les départements résultant de la généralisation du RSA ainsi que les montants provisionnels dont bénéficieront chaque département à compter du 1^{er} juillet 2009 vous seront présentés dans la fiche 3.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre, dès que possible, les éléments de la présente circulaire aux présidents de (mél : DGCL SDFLAE FL 5 Secrétariat, tél. : 01-49-27-43-97) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires qui vous paraîtraient utiles.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

E. JOSSA

Pour la ministre et par délégation :

*L'adjoint au directeur général
des collectivités locales,*

B. DELSOL

LISTE DES PIÈCES JOINTES

Fiche 1 : le bilan des travaux de la CCEC en 2008.

Annexe V : liste des arrêtés soumis à la CCEC depuis 2005 ;

Fiche 2 : les montants de la compensation financière de chacun des transferts opérés en 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009.

Annexe I : tableaux portant droit à compensation pour les régions.

Annexe II : tableaux portant droit à compensation pour les régions d'outre-mer.

Annexe III : tableaux portant droit à compensation pour les départements.

Annexe IV : tableau récapitulatif des décrets de transfert de services.

Fiche 3 : la compensation du RSA.

Fiche 1

Le bilan des travaux de la CCEC en 2008

I. – RÉÉLECTION DES MEMBRES DE LA CCEC

A la suite de la modification, par l'article 118 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et le décret n° 2004-1416 du 23 décembre 2004, de la composition, du rôle et des modalités de fonctionnement de la CCEC, désormais directement issue du CFL et organisée de manière paritaire (11 représentants des élus, 11 représentants de l'Etat), les membres de la commission renouvelée ont été élus lors du CFL du 5 février 2005.

La composition de la commission est alors restée stable jusqu'en 2007, année marquée par les départs de M. Jean-Pierre FOURCADE, président de la CCEC, et de M. Michel SAPIN, président de la section des régions, à la suite de leur démission de leur mandat respectif de maire de Boulogne-Billancourt et de président du conseil régional du Centre. Ils ont respectivement été remplacés par M. AUBERGER, maire de Joigny et par M. Jean-Yves LE DRIAN, président du conseil régional de Bretagne, élus lors de la séance du CFL du 13 novembre 2007.

L'ensemble des membres du CFL ayant été renouvelé le 24 juin 2008, il a été nécessaire de procéder à l'élection des membres de la CCEC, lors du CFL du 1^{er} juillet 2008.

Les nouveaux membres élus désignés lors de cette séance sont :

- collège des présidents de conseil régional : MM. Jean-Paul HUCHON (Ile-de-France) et Jean-Yves LE DRIAN (Bretagne) ;
- collège des présidents de conseil général : MM. Philippe ADNOT (Aube), Augustin BONREPAUX (Ariège), Thierry CARCENAC (Tarn) et Alain LAMBERT (Orne) ;
- collège des maires et présidents d'EPCI : MM. Michel CHARASSE (Puy-Guillaume, Puy-de-Dôme), Ambroise DUPONT (Victot-Pontfol, Calvados), André LAIGNEL (CC du pays d'Issoudun, Indre), Philippe LAURENT (Sceaux, Hauts-de-Seine) et François de MAZIERES (CC de Versailles-Grand Parc, Yvelines).

M. Thierry CARCENAC a été élu président de la CCEC. Il préside ainsi la CCEC lorsqu'elle se réunit en formation plénière et la section des départements.

MM. Philippe LAURENT et Jean-Yves LE DRIAN ont été respectivement élus vice-président pour le collège des maires et présidents d'EPCI et vice-président pour le collège des présidents de conseil régional et assurent respectivement la présidence de la section des communes et de la section des régions.

II. – LES SÉANCES DE LA CCEC EN 2008

La CCEC s'est réunie à deux reprises en 2008, le 13 novembre 2008 dans le cadre d'une séance de sa formation plénière suivie d'une séance de la section des départements, et le 27 novembre 2008 en section des régions.

1. Formation plénière du 13 novembre 2008

La CCEC a émis un avis favorable aux 18 arrêtés de compensation suivants :

- transfert des personnels du ministère de l'écologie de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ;
- deux projets d'arrêtés constatant le montant du droit à compensation attribué aux collectivités territoriales au titre du transfert de la prise en charge des comptes épargne-temps des personnels du ministère de l'écologie, de l'énergie,

du développement durable et de l'aménagement du territoire affectés dans les services ou parties de services transférés en application des décrets n° 2007-1614 et n° 2007-1616 respectivement dans les domaines des routes départementales de Seine-Saint-Denis et de certaines routes nationales transférées et des ports d'intérêt national transférés ;

- quatre projets d'arrêtés constatant le montant du droit à compensation attribué aux collectivités territoriales au titre du transfert de la prise en charge des indemnités de service fait consécutive aux transferts des services ou parties de services du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire aux collectivités territoriales, prévus par les décrets n° 2007-1614, 2007-1616, 2007-1617, 2007-1618 respectivement dans les domaines des routes départementales de Seine-Saint-Denis et de certaines routes nationales transférées, des ports d'intérêt national et des voies d'eau en application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et des ports départementaux au titre de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 ;
- cinq projets d'arrêtés constatant le montant du droit à compensation attribué aux collectivités territoriales au titre du transfert de la prise en charge des frais de fonctionnement hors personnels, ainsi que des vacances, consécutive aux transferts des services ou parties de services du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire aux collectivités territoriales, prévus par les décrets n° 2007-1614, 2007-1615, 2007-1616, 2007-1617 et 2007-1618, respectivement dans les domaines des routes départementales de Seine-Saint-Denis et de certaines routes nationales transférées, des aéroports, des ports d'intérêt national, des ports départementaux, et dans le domaine des voies d'eau ;
- trois projets d'arrêtés constatant le montant des droits à compensation résultant pour les collectivités territoriales ou leurs groupements du transfert des agents non titulaires de droit public des services du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, qui participent à l'exercice des compétences transférées dans le domaine des routes départementales, des routes nationales d'intérêt local et des ports départementaux ;
- projet d'arrêté constatant le montant du droit à compensation résultant pour les régions du transfert des agents non titulaires de droit public des services du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, qui participent à l'exercice des compétences transférées dans le domaine des lycées professionnels maritimes.

Transfert du forfait d'externat

- deux projets d'arrêtés modifiant les arrêtés des 11 mai et 3 juillet 2007 et constatant le montant du droit à compensation résultant, respectivement pour la région Franche-Comté et le département de la Haute-Saône, du transfert de la part des personnels techniciens, ouvriers et de service du forfait d'externat versée aux établissements d'enseignement privés sous contrat d'association en application de l'article L. 442-9 du code de l'éducation, modifié par l'article 82, paragraphe XI de la loi du 13 août 2004 modifiée relative aux responsabilités et libertés locales.

Transfert des routes nationales d'intérêt local de Guyane et de la Réunion et de portions résiduelles concernant 15 départements

- projet d'arrêté constatant le montant du droit à compensation de la région Réunion et des départements de l'Allier, des Alpes-Maritimes, de la Charente-Maritime, du Cher, de la Corrèze, de la Côte-d'Or, du Doubs, du Gard, de la Haute-Loire, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, du Puy-de-Dôme, de la Haute-Saône, du Vaucluse, de la Vienne et de la Guyane, résultant du transfert de la voirie nationale au 1^{er} janvier 2008, en application du chapitre 1^{er} du titre 2 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Au-delà de ces projets d'arrêtés, cette séance portait également sur l'examen, dans le cadre de débats généraux, des modalités de transfert des enseignements artistiques (second débat général) et des personnels des affaires sociales. Enfin, les conditions de mise en œuvre de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) en 2008 et les modalités de calcul, à compter de 2009, de la part TOS du forfait d'externat, ont par ailleurs fait l'objet de communications de la part de la direction générale de l'administration et de la fonction publique et du ministère de l'éducation nationale.

2. Section des départements du 13 novembre 2008,

La CCEC a été saisie, dans le cadre d'un débat général, sur les modalités de compensation des personnels des services de l'aménagement foncier du ministère de l'agriculture et de la pêche, transférés en application de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, dont l'article 95. Il renvoie explicitement aux dispositions du titre V de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales consacrées aux modalités pratiques des transferts de services.

Afin d'assurer le transfert des services d'aménagement foncier aux conseils généraux dans des délais compatibles avec la fin des opérations antérieures au 1^{er} janvier 2006, qui restent du ressort de l'Etat, un dispositif de transfert en trois vagues a été acté. La première série de services transférés procède du décret de partage de services du 26 décembre 2007, paru au JO le 1^{er} janvier 2008, et concerne 48 départements.

A l'issue du débat général, la CCEC a émis un avis favorable aux trois projets d'arrêtés de compensation soumis.

Transfert de l'aménagement foncier

- projet d'arrêté constatant le montant du droit à compensation résultant pour les départements du transfert des agents non titulaires de droit public des services ou parties de services du ministère de l'agriculture et de la pêche en application des articles 95 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et 110 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- projet d'arrêté constatant le montant du droit à compensation résultant pour les départements du transfert de la prise en charge des comptes épargne-temps des personnels des services ou parties de services du ministère de l'agriculture et de la pêche transférés en application des articles 95 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et 110 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- projet d'arrêté constatant le montant du droit à compensation attribué aux départements au titre de la prise en charge des frais de fonctionnement des personnels des services ou parties de services du ministère de l'agriculture et de la pêche transférés en application de l'article 95 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et 110 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

3. Section des régions du 27 novembre 2008

La CCEC a émis un avis favorable aux 8 arrêtés de compensation suivants.

Transfert des personnels TOS du ministère de l'agriculture et de la pêche

- projet d'arrêté abrogeant l'arrêté du 26 mai 2008 et constatant le montant du droit à compensation résultant pour les régions du transfert des agents non titulaires de droit public des établissements publics d'enseignement et de formation agricoles du ministère de l'agriculture et de la pêche, en application des articles 82 et 110 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- projet d'arrêté abrogeant l'arrêté du 26 mai 2008 et constatant le montant du droit à compensation attribué aux régions au titre du transfert de la prise en charge des cotisations d'assurance chômage des agents non titulaires de droit public des établissements publics d'enseignement et de formation agricoles du ministère de l'agriculture et de la pêche, en application des articles 82 et 110 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Ces arrêtés font suite aux observations formulées par la parité « élus » lors de la séance de la section des régions du 18 décembre 2007 au cours de laquelle ils avaient été examinés. La parité « élus » s'était étonnée des chiffres mentionnés pour certaines régions. Néanmoins, afin de ne pas retarder le mouvement de transfert engagé, la CCEC s'était accordée sur une approbation des quatre arrêtés de compensation présentés (ANT et cotisations chômage, frais de recrutement et frais de fonctionnement), sous réserve d'un engagement de l'Etat de procéder à un réajustement éventuel des droits à compensation au vu de l'inventaire auquel le ministère de l'agriculture s'était alors engagé à procéder, en confrontant ses résultats aux estimations des services des régions concernées. Les nouveaux arrêtés, établis à la suite de ce travail contradictoire, abrogent ainsi les deux arrêtés de compensation initiaux du 26 mai 2008 relatifs à la prise en charge des agents non titulaires et des cotisations d'assurance chômage et fixent le nouveau montant du droit à compensation.

Transfert de l'organisation et du financement des actions de formation mises en œuvre par l'AFPA

- projet d'arrêté constatant le montant du droit à compensation résultant pour les régions Champagne-Ardenne et Franche-Comté du transfert anticipé au 1^{er} janvier 2008 de l'organisation et du financement des actions de formation professionnelle mises en œuvre par l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), en application de l'article 13 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales.

Rectification des montants des droits à compensation au titre du transfert de la validation des acquis de l'expérience (VAE)

- projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 10 mai 2007 et constatant le montant définitif du droit à compensation résultant pour les régions Franche-Comté et Champagne-Ardenne du transfert de l'organisation du réseau des centres et points d'information et de conseil sur la validation des acquis de l'expérience, en application de l'article 8 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales.

Compensation pour la région Alsace du transfert des personnels chargés de la formation professionnelle des jeunes de moins de 26 ans

- projet d'arrêté interministériel constatant le montant du droit à compensation résultant pour la région Alsace des charges afférentes aux personnels chargés de la formation professionnelle continue des jeunes de moins de 26 ans, en application de l'article 82 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée par la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

Cet arrêté fait directement suite au jugement de la cour administrative d'appel de Nancy du 17 janvier 2008 aux termes duquel l'Etat a été condamné à prendre, en application de l'article L. 1614-3 du CGCT, un arrêté interministériel fixant le montant de la compensation financière résultant du transfert à la région Alsace de la formation professionnelle des jeunes de moins de 26 ans, opéré par la loi quinquennale du 20 décembre 1993.

Afin de mettre fin aux astreintes auxquelles l'Etat a été condamné, il a été décidé de prendre dans un premier temps un arrêté spécifique à cette région et de diligenter une mission d'inspection générale commune IGF/IGAS/IGA, actuellement en cours, chargée de proposer une méthode d'évaluation de la compensation financière susceptible d'être versée aux autres régions au titre du transfert des personnels en charge de cette compétence.

Transfert des formations sanitaires et des bourses sanitaires et sociales

- deux projets d'arrêtés abrogeant les arrêtés du 6 avril 2006 et constatant le montant du droit à compensation résultant pour les régions et la collectivité territoriale de Corse du transfert des aides, d'une part, aux étudiants des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes en application des articles L. 4151-8 et L. 4383-4 du code de la santé publique, d'autre part, aux étudiants des formations des travailleurs sociaux en application de l'article L. 451-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- projet d'arrêté abrogeant l'arrêté du 17 août 2006 et constatant le montant du droit à compensation résultant pour les régions du transfert du fonctionnement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes en application des articles L. 4151-9, L. 4244-1 et L. 4383-5 du code de la santé publique.

Le projet d'arrêté relatif à la compensation du financement des formations sanitaires n'a pas recueilli l'avis favorable de la parité « élus » en raison de la contestation par quelques régions des montants retenus. La CCEC s'étant toutefois prononcée, cet arrêté a été mis à la signature des ministres concernés.

L'ajustement du droit à compensation dû aux régions au titre de ces transferts procède directement des conclusions, remises en janvier 2008, de la mission d'inspection générale conjointe IGF/IGAS/IGA diligentée en juin 2007 (cf. infra).

*
* *

Au final, en 2008, la CCEC a examiné 29 arrêtés de compensation, dont 28 ont été approuvés à l'unanimité.

Ainsi, depuis 2005, la CCEC s'est réunie à 26 reprises et a examiné 91 arrêtés de compensation dont 87 ont fait l'objet d'un avis favorable unanime. Vous trouverez en annexe 5 les références et les montants de l'ensemble de ces arrêtés, répartis par collectivités et par compétences.

Fiche 2

**Les montants de la compensation financière de chacun des transferts
opérés en 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009**

Les transferts de compétences liés à la mise en œuvre de la loi « libertés et responsabilités locales » (LRL) du 13 août 2004 étaient estimés, lors de son adoption par le Parlement, à 8,2 Mds€, les principaux coûts portant sur la voirie (1,1 Md€), l'enseignement (2 Mds€) avec notamment le transfert des personnels TOS (1,75 Md€).

Les charges transférées en quatre ans, au titre de 2005, 2006, 2007 et 2008 se sont élevées à 5,35 Mds€ (contre 3,6 Mds au titre des années 2005, 2006 et 2007), soit 2,9 Mds€ pour les régions et 2,4 Mds€ pour les départements (hors RMI dont le transfert a entraîné une compensation de 4,9 Mds€).

Les compétences transférées en 2009 s'élèvent dans la LFI pour 2009 à plus de 520 M€, dont plus de 216 M€ pour les régions et 304 M€ pour les départements.

Au total, et hors régions d'outre-mer, la LFI pour 2009 prévoit le transfert de 5, 874 Mds€ dont 3,175 Mds€ sous forme de TIPP aux régions et 2,699 Mds€ sous forme de TSCA et de TIPP aux départements.

COMPENSATION LRL (TIPP/TSCA)			
Tranche	Départements	Régions	Total
2005	136 686 719	453 090 589	589 779 313
2006	126 395 562	583 961 422	710 358 990
2007	1 047 214 288	1 319 499 496	2 366 715 791
2008	1 083 608 896	603 098 637	1 686 709 541
2009	304 801 454	215 918 008	520 721 471
TOTAL	2 698 706 919	3 175 568 152	6 874 278 071

I. – COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES PAR ANNÉE

Cette compensation s'effectue au moyen de trois vecteurs différents :

- la fiscalité d'État : la TIPP pour les transferts de compétences aux régions et, à compter de 2008, la TSCA et la TIPP pour les transferts de compétences aux départements ;
- la DGD : pour compenser les transferts aux régions d'outre-mer et des transferts spécifiques en particulier à des groupements de collectivités territoriales ;
- les crédits budgétaires des ministères.

Les modalités de la compensation aux départements

Depuis la mise en œuvre de la loi LRL, les transferts aux départements sont principalement compensés par un transfert de fiscalité et notamment une fraction de taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) afférente aux véhicules terrestres à moteur (au taux de 18 %). Pour calculer la fraction de TSCA revenant à chaque département, l'assiette 2004 de la TSCA est retenue.

Toutefois, cette taxe n'est plus suffisante pour financer la totalité des compétences transférées depuis 2005, chiffrées à 2,7 Mds€, et le financement par la fiscalité des SDIS. La LF 2008 attribue aux départements, à compter de 2008, la TSCA incendie et la TSCA sur la navigation dont le rendement a été respectivement en 2004 de 517,4 M€ et de 21,3 M€. Il attribue également pour le complément une part de la TIPP.

Les modalités de la compensation aux régions

Il est attribué aux régions une fraction de tarif de la TIPP afin de financer les transferts de compétences prévus par la loi LRL (montant pour 2009 : 3,17 Mds€). Depuis 2006, les régions perçoivent une recette calculée non plus en fonction des consommations nationales de carburant enregistrées sur l'ensemble du territoire, mais sur la base des consommations de carburant effectuées sur chaque territoire régional. Depuis 2007, les régions peuvent moduler, sous certaines limites et conditions, les fractions régionales de tarif de TIPP.

La régionalisation en 2006 de l'assiette de TIPP, préalable à la modulation de cette taxe par les régions en 2007, ne permettant plus d'attribuer une part de TIPP aux régions d'outre-mer puisque celles-ci ne reçoivent pas de TIPP sur leur territoire, les transferts effectués au profit des régions d'outre-mer sont, depuis 2006, compensés par de la DGD et non plus de la TIPP.

Dans ce contexte, vous trouverez ci-joint des tableaux récapitulant par tranche et par collectivités les montants transférés.

Chaque tranche correspond en principe à l'année d'entrée en vigueur des transferts entraînant le transfert des ressources. Toutefois, lorsque des transferts ont été financés en gestion la première année n du transfert, ils figurent dans les tableaux au titre de l'année $n+1$, première année au cours de laquelle ils ont été financés par un transfert de TIPP ou de TSCA. Tel est le cas par exemple du transfert des routes dont le transfert, à l'exception de la Seine-Saint-Denis, est intervenu à compter du 1^{er} janvier 2006, mais qui figure dans les tableaux au titre de la tranche 2007, année au cours de laquelle le financement via la TSCA est intervenu. Tel est le cas également pour le transfert de l'organisation et du financement des actions de formation mises en œuvre par l'AFPA à la région Midi-Pyrénées : la compétence a été transférée à compter du 1^{er} janvier 2007, financée en gestion en 2007. Elle est inscrite dans l'annexe 1 au titre de la tranche 2008, première année où elle est financée par un transfert de TIPP.

Le montant définitif de la compensation due en 2009 à chaque collectivité correspond à l'addition des tranches 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009.

L'annexe 1 concerne la compensation des transferts aux régions, hors région d'outre-mer. L'annexe 2 concerne la compensation des transferts aux régions d'outre-mer. L'annexe 3 concerne la compensation des transferts aux départements.

II. – LES PRINCIPALES MESURES DE LA TRANCHE 2009

1. Compensation du transfert aux régions du financement des formations sanitaires

Comme je vous l'indiquais dans ma circulaire du 26 décembre 2007 relative à la compensation financière des transferts de compétences, la compensation du financement des formations sanitaires a été inscrite dans les tranches 2005, 2006 et 2007.

En effet, ce transfert, entré en vigueur au 1^{er} juillet 2005, n'a été compensé en tranche 2005 qu'à hauteur d'une demi-année, la compensation de l'autre demi-année figurant dans la tranche 2006, pour un montant respectif de 220,57 M€, soit 441,15 M€ en année pleine. Cette somme a été perçue sous forme de TIPP (DGD pour les régions d'outre-mer).

En 2005 et 2006, une subvention d'équilibre a été versée directement aux instituts de formations sur support hospitalier pour compenser le décalage entre le droit à compensation provisoire accordé aux régions et le montant définitif de la compensation, fixé par arrêté du 17 août 2006 à 535,875 M€. Ce n'est qu'à compter de 2007 que le montant de cette subvention, de 94,7 M€, a été versé sous forme de TIPP (et de DGD pour les ROM). Il figure ainsi dans la tranche 2007.

Des écarts ayant toutefois été relevés entre les données des budgets annexes 2005, ayant servi de base au calcul du droit à compensation, et le montant des charges effectivement supportées par les régions, une mission d'inspection a été diligentée par le Premier ministre en juin 2007 afin de disposer d'une méthode d'évaluation incontestable et d'évaluer avec précision le montant des réajustements nécessaires.

En janvier 2008, la mission a remis ses conclusions, que le Premier ministre a décidé de suivre : s'agissant des écoles sur support hospitalier, la mission a proposé que le droit à compensation soit établi, non plus sur la base des budgets annexes 2005, mais sur celle des comptes 2006, qui constituent la source disponible la moins contestable. La mission a évalué le montant de la compensation due aux régions pour le transfert des écoles relevant d'établissement hospitalier à 514,218 M€, soit un réajustement de 7,132 M€ par rapport à la compensation initiale.

La mission a en outre recommandé que soit versée aux régions une compensation complémentaire estimée à 11,83 M€, correspondant aux effets apparus en 2007 des mesures anciennes et nouvelles décidées par l'Etat, comme la création de 24 postes de formateurs dans les écoles de sages-femmes, la création de 8 nouveaux centres de préparateurs en pharmacie ou encore le financement des stages et frais de transport des élèves en masso-kinésithérapie et en ergothérapie.

S'agissant des écoles autonomes (ex. : Croix-Rouge), la mission a enfin recommandé que soient pris en compte dans le calcul du droit à compensation, non seulement les crédits versés par l'Etat en 2004, mais également ceux versés en 2005 par le Fonds de modernisation des établissements de santé (FMESPP) afin d'équilibrer les budgets des écoles. Le droit à compensation issu de cette base de référence s'établit à 30,652 M€, soit un réajustement de 1,863 M€.

Sur la base des recommandations de la mission et comme suite à l'arbitrage du Premier ministre, le droit à compensation des régions au titre des formations sanitaires est ainsi ajusté, à compter de 2009, de 20,824 M€, soit un droit à compensation total de 556 699 934 €.

Compensation du transfert aux régions des formations sanitaires

	ARRÊTÉ du 17 août 2006	RAPPORT d'inspection	AJUSTEMENT LFI 2009
ÉCOLES			
Ecoles sur support hospitalier	507,09	514,22	7,13
Ecoles autonomes	28,78	30,64	1,86
Sous-total écoles.....	535,87	544,86	8,99
MESURES NOUVELLES			
Création de 24 postes de sages-femmes.....		1,6	1,6
Création de 8 centres de préparateurs en pharmacie hospitalière		1	1
Stage kiné		5,6	5,6
Stage ergo		0,49	0,49
Décisions antérieures (augmentation des quotas d'élèves et investissement)		3,14	3,14
Sous-total mesures nouvelles		11,83	11,83
TOTAL.....	535,87	556,69	20,82

Cet ajustement ne s'impute que sur la tranche 2009 puisque aucun rattrapage ne s'impose dans la mesure où des subventions exceptionnelles ont été versées aux établissements de formation en 2006, 2007 et le seront en 2008 pour combler le déficit de ces établissements.

Le tableau ci-dessous récapitule les tranches au titre desquelles les différents ajustements du droit à compensation des régions sont intervenus.

**Compensation du transfert aux régions du financement
des instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes**

TRANCHE	RÉGIONS métropolitaines (TIPP)	ROM (DGD)	TOTAL	OBSERVATIONS
2005	215 682 857	4 891 643	220 574 500	Compensation en demi-année
2006	215 682 857	4 891 643	220 574 500	Complément en année pleine
2007	92 550 925	2 175 235	94 726 160	Inscription en base des crédits versés sous forme de subvention d'équilibre
2009	21 797 191	- 972 417	20 824 774	Ajustement au regard des conclusions de la mission d'inspection
TOTAL	545 713 830	10 986 104	556 699 934	Montant définitif

2. Compensation du transfert aux régions du financement des bourses sanitaires et sociales

Compte tenu de l'évolution des dépenses des régions au titre des bourses sanitaires par rapport à celles supportées par l'Etat en 2004, la mission devait également évaluer les dépenses 2005 et 2006 des régions en matière de bourses sanitaires, en distinguant les dépenses résultant de chacune des composantes suivantes : la revalorisation du montant des bourses et les nouveaux critères d'éligibilité, introduits par le décret n° 2005-418 du 3 mai 2008, soit après le transfert, d'une part, et les décisions propres aux collectivités, d'autre part. Elle devait également porter ses investigations sur les bourses servies dans le secteur social, qui présentent des problématiques comparables à celles du secteur sanitaire, en termes de compensation.

La mission devait enfin mesurer l'impact financier d'une éventuelle modification des décrets des 3 mai 2005 (bourses sanitaires) et 4 mai 2005 (bourses sociales) tendant à revenir aux critères d'éligibilité initiaux (indépendance financière), afin d'aligner les critères d'éligibilité des bourses sanitaires sur ceux des bourses de l'enseignement supérieur.

Sans attendre la remise des conclusions de la mission d'inspection, une provision complétant le montant de la compensation pour les années 2005, 2006 et 2007, au titre des aides aux étudiants des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes, avait d'ailleurs été inscrite en LFR pour 2007, d'un montant de 30 M€ (cf. ma circulaire du 22 janvier 2008 relative aux compensations financières des transferts inscrites en LFR pour 2007).

La mission a préconisé un alignement des critères d'éligibilité aux bourses sur ceux de l'enseignement supérieur (indépendance financière au lieu de l'indépendance fiscale) et a proposé de modifier en conséquence le montant du droit à compensation à compter de 2009 et de calculer le rattrapage de la compensation due aux régions au titre de la période 2005-2008 en distinguant selon qu'elles ont appliqué le critère de l'indépendance financière ou celui de l'indépendance fiscale.

Compensation du transfert aux régions du financement des bourses sanitaires et sociales

	ARRÊTÉ du 6 août 2006	AJUSTEMENTS PRÉCONISÉS PAR LA MISSION		
		A compter de 2009	Droit à compensation	Pour la période 2005-2008
Bourses sanitaires	63,09	19,31	82,4	109,68 ⁽¹⁾
Bourses sociales	20,86	5,16	26,02	28,64
TOTAL	83,85	24,47	108,42	138,32 ⁽¹⁾

(1) Montants desquels il faut déduire les 30 M€ versés en LFR 2007.

Les propositions de la mission ont été suivies par le Premier ministre et ont donné lieu, d'une part, à la modification des décrets des 3 et 4 mai 2005 par le décret n° 2008-854 du 27 août 2008 relatif aux règles minimales de taux et de barème des bourses d'études accordées aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales initiales et dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé et, d'autre part, à l'inscription en base, à compter de 2009, de 24,47 M€, soit 19,31 M€ au titre des bourses sanitaires et 5,16 M€ au titre des bourses sociales (établissant ainsi le droit à compensation des régions à respectivement 82,4 M€ et 26,02 M€).

Ces montants ajustés de compensation figurent en tranche 2005, année du transfert du financement des bourses sanitaires et sociales, dès lors qu'ils sont théoriquement dus aux régions depuis cette date. Cependant, les régions n'ayant pas toutes appliqué les mêmes critères d'éligibilité aux bourses, le rattrapage de la compensation sur la période 2005-2008, qui procède des dépenses reconstituées par la mission, s'établit à 138,32 M€ (109,68 M€ au titre des bourses sanitaires et 28,64 M€

au titre des bourses sociales), desquels il convient de déduire les 30 M€ versés par anticipation en LFR pour 2007. Les 108,32 M€ restant seront versés aux régions sur trois ans, à hauteur de 36,107 M€ par an, en LFR 2008, LFR 2009 et LFR 2010. La circulaire qui vous sera adressée en janvier prochain pour vous présenter les dispositions de la LFR pour 2008 précisera la répartition de ces 36,107 M€.

3. La compensation financière résultant pour les départements de la formation des assistants maternels

En application de l'article L. 421-14 du code de l'action sociale et des familles, les départements doivent organiser au profit des assistants maternels une formation initiale obligatoire et une formation d'initiation aux gestes de secourisme.

S'agissant de la formation initiale obligatoire, le décret n° 2006-464 du 20 avril 2006 relatif à la formation des assistants maternels a renforcé les obligations des départements en doublant la durée de celle-ci qui est ainsi passée de 60 à 120 heures. Ce renforcement de la durée de formation vise les assistants maternels agréés depuis le 1^{er} janvier 2007. Une formation d'initiation aux gestes de secourisme complète cette formation initiale.

Précédemment, les départements devaient organiser au profit des assistants maternels une formation initiale obligatoire, qui devait intervenir dans un délai de cinq ans suivant leur agrément, d'une durée minimale de 60 heures (décret n° 92-1245 du 27 novembre 1992 relatif à la rémunération et à la formation des assistants maternels et des assistantes maternelles).

Les charges, pour les départements, issues de la mise en œuvre du décret précité du 20 avril 2006 doivent être compensées en application de l'article L. 1614-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), selon lequel « toute charge nouvelle incombant aux collectivités territoriales du fait de la modification par l'Etat, par voie réglementaire, des règles relatives à l'exercice des compétences transférées est compensée ».

Le montant de la compensation financière définitive inscrite à l'article 49 de la loi de finances initiale pour 2009 s'élève ainsi à 21,037 ME. La répartition de ce montant entre les départements figure en tranche 2007 de l'annexe n° 3 relative à la compensation financière des transferts de compétences aux départements.

Il convient en effet de rappeler que la loi de finances rectificative pour 2007 avait déjà prévu une compensation provisionnelle s'élevant à 17,123 M€ au titre de l'année 2007. Par conséquent, la loi de finances rectificative pour 2008 régularise le montant de la compensation allouée aux départements au titre de 2007 par l'attribution d'un montant complémentaire s'élevant à 3,9 M€ et prévoit le versement d'une compensation en année pleine au titre de l'année 2008 d'un montant de 21,037 M€.

Les modalités de calcul de la compensation financière résultant des deux volets de la formation des assistants maternels seront précisées par un décret qui sera publié prochainement.

4. Les transferts de services tranche 2009

Depuis 2007, les compensations inscrites chaque année au titre des nouvelles tranches concernent presque exclusivement des transferts de personnels.

En 2009, à l'exception de la compensation provisionnelle à la collectivité territoriale de Corse et à la région Lorraine de l'AFPA (à hauteur de 40,2 M€) et de l'inscription en base de la compensation des routes transférées en 2008 aux régions Guadeloupe et Martinique (4,1 M€), à 15 départements (2,9 M€) et à la Guyane (0,5 M€), payée en gestion en 2008, les nouvelles compensations inscrites en tranche 2009 au profit des régions et des départements en application de la loi LRL portent sur les transferts de personnels en provenance de six ministères décentralisateurs au titre de l'exercice de 20 compétences transférées, pour un montant total de 498 M€.

Compensation des transferts de services – tranche 2009 (en M€)

MINISTÈRES décentralisateurs	COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES	RÉGIONS	ROM	DÉPARTEMENTS	TOTAL
Education nationale	TOS et GTOS	138,4	37,9	191,5	367,8
Culture	Services de l'inventaire	1,58	0,02		1,6
Agriculture	TOS agricoles et aménagement foncier	12,5	0,4	0,27	13,17
Equipement	RD, RNIL, FSL voies d'eau ⁽¹⁾		4,1	92,6	96,7
Affaires sociales	RMI, LRL (FSL, FAJ, CODERPA, LAV, bourses et formations sanitaires et sociales)	1,43	0,4	16.	17,83

MINISTÈRES décentralisateurs	COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES	RÉGIONS	ROM	DÉPARTEMENTS	TOTAL
Intérieur	RMI, FSL			0,92	0,92
TOTAL		153,91	42,82	301,29	498,02

(1) Les services transférés des ports et des aérodromes sont compensés en DGD.

Compte tenu des transferts de services en cours (seul le transfert des TOS et GTOS de l'éducation nationale est réputé achevé) et des transferts à venir, la compensation des services transférés en application de la loi LRL se poursuivra jusqu'en 2012.

A ce titre, vous trouverez en annexe 4 un tableau récapitulatif de tous les décrets de transfert de service parus et à paraître.

4.1. Les transferts communs aux départements et aux régions

4.1.1. L'achèvement du transfert des personnels TOS du ministère de l'éducation nationale

La LFI pour 2009 compense la troisième et dernière campagne d'exercice du droit d'option (correspondant aux personnels ayant opté entre le 1^{er} septembre et le 26 décembre 2007) et le transfert des personnels détachés d'office, pour un montant provisionnel s'établissant pour les régions à 169,941 M€ et pour les départements à 188,473 M€.

Sont également compensés les emplois disparus (application de la clause de sauvegarde) pour un montant provisionnel égal à 6,4 M€ pour les régions et à 3 M€ pour les départements.

4.1.2. La poursuite du transfert des personnels du ministère de l'équipement

La LFI 2009 compense le transfert des personnels de l'équipement qui ont exercé leur droit d'option avant le 31 août 2008, soit au titre de la deuxième vague (pour les transferts de services intervenus au 1^{er} janvier 2007), soit au titre de la première vague (pour les transferts de service intervenus au 1^{er} janvier 2008). La compensation financière des agents non titulaires des services transférés au 1^{er} janvier 2008, versée en gestion en 2008 en application de l'article 147 de la LFI 2006, est inscrite en base à compter de 2009.

Le montant total de la compensation inscrit au PLF 2009, qui concerne principalement les départements, s'élève à 96,78 M€ (92,656 M€ pour les départements et 4,123 M€ pour les régions Guadeloupe et Martinique).

4.1.3. Le transfert des personnels chargés des affaires sociales

A la suite de la séance de la Commission nationale de conciliation (CNC) du 5 juillet 2006 à l'occasion de laquelle les élus ont refusé d'examiner les projets d'arrêtés interministériels de mise à disposition, considérant que l'évaluation des moyens ne correspondait pas à la réalité des moyens consacrés par l'Etat à l'exercice des missions transférées, une mission conjointe IGA-IGF-IGAS a été diligentée afin d'évaluer, dans les départements et régions, les mises à disposition de services ou parties de services qu'impliquent les transferts de compétences dans le domaine des affaires sociales.

La mission d'inspection a rendu son rapport en septembre 2007. Après arbitrage du Premier ministre et nouvelle réunion de la CNC le 22 février 2008, le décret n° 2008-791 du 20 août 2008 relatif aux modalités de transfert définitif aux départements et aux régions des services ou parties de services du ministre chargé des affaires sociales a été publié au *Journal officiel* le 21 août 2008. Cette publication permet :

- d'ouvrir la période d'exercice du droit d'option des agents ;
- de compenser aux départements les postes devenus vacants depuis le transfert de la compétence.

Pour les départements, la LFI 2009 prévoit la compensation financière du transfert des personnels des affaires sociales exerçant les compétences décentralisées au titre du RMI et de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (FSL, FAJ, CLIC, CODERPA).

La compensation correspondant aux personnels transférés en provenance du ministère des affaires sociales, qui s'élève à 16 M€, porte plus précisément sur le transfert :

- des agents non titulaires et des cotisations d'assurance chômage pour un montant s'élevant à 1,967 M€ ;
- des personnels titulaires ayant exercé leur droit d'option au 31 août 2008, des fractions d'emploi, des vacants intermédiaires, des frais de fonctionnement et de l'action sociale pour un montant global s'élevant à 14,035 M€.

Une compensation s'élevant à 0,923 M€ est également inscrite en LFI 2009 au titre du transfert des personnels des préfectures participant aux compétences décentralisées dans le domaine du RMI et du FSL et ayant exercé leur droit d'option au 31 août 2008.

Pour les régions, il est inscrit en LFI 2009 la somme de 1,437 M€ au titre du transfert des personnels participant à l'exercice des compétences en matière de définition et de mise en œuvre de la politique de formation des travailleurs sociaux, de versement des aides aux étudiants des formations sociales, d'autorisation et de financement des formations paramédicales et d'attribution des bourses aux étudiants des formations paramédicales et aux élèves sages-femmes. Il s'agit des personnes ayant opté au 31 août 2008.

4.2. *Les transferts de personnels concernant un seul niveau de collectivité territoriale*

4.2.1. Les transferts de personnels aux régions

Transfert des TOS agricoles

La LFI 2009 prévoit la compensation du transfert des personnels TOS des lycées agricoles ayant exercé leur droit d'option au titre de la deuxième vague pour un montant provisionnel s'élevant à 12,90 M€.

Transfert des personnels des services de l'inventaire général du patrimoine culturel

La LFI 2009 prévoit la compensation du transfert des personnels des services de l'inventaire général du patrimoine culturel ayant exercé leur droit d'option au titre de la deuxième vague pour un montant provisionnel s'élevant à 1,6 M€.

4.2.2. Les transferts de personnels aux départements

La compensation du transfert des personnels du ministère de l'agriculture pour l'exercice des compétences décentralisées dans le domaine de l'aménagement foncier

Comme précisé précédemment, en application de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, qui a confié au département la responsabilité de la conduite de la procédure d'aménagement foncier, agricole et forestier, le transfert des services correspondants s'effectuera en trois vagues afin de permettre à l'Etat d'achever les opérations d'aménagement foncier en cours au moment du transfert de compétences.

Une première vague de transfert de services est intervenue au 1^{er} janvier 2008 par le décret n° 2006-1946 du 26 décembre 2007 qui concerne 48 départements. A ce titre, la LFI pour 2009 prévoit une compensation financière pour les personnels ayant opté, au 31 août 2008, pour un montant égal à 0,145 M€ et pour le remboursement d'une mise à disposition d'un personnel par le CNASEA pour un montant égal à 0,045 M€. Il est également prévu une compensation pour le transfert d'un agent non titulaire de droit public pour un montant égal à 0,078 M€.

III. – LES COMPENSATIONS VERSÉES SOUS FORME DE DGD

1. **Reconduction, en 2009, des montants de 2008 des dotations de fonctionnement et d'investissement**

L'article 43 de la loi de finances pour 2009 reconduit en 2009 les montants de 2008 des principales dotations de fonctionnement, dont la dotation générale de décentralisation mentionnée à l'article L. 1614-4 du CGCT et la dotation générale de décentralisation « formation professionnelle » mentionnée à l'article L. 4332-1 du même code.

Je vous informe également que l'article 44 de la loi de finances pour 2009 reconduit en 2009 les montants de 2008 des principales dotations d'investissement, dont la dotation départementale d'équipement des collèges et la dotation régionale d'équipement scolaire, respectivement mentionnées aux articles L. 3334-16 et L. 4332-3 du CGCT.

2. **DGD des régions : reprise du montant de la TVA compensée au sein de la part « contribution pour l'exploitation des services transférés » au titre de la compétence SRV**

Depuis 2002, les régions de métropole (hors Ile-de-France et Corse) perçoivent une compensation en application de l'article 125 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU), codifié à l'article L. 1614-8-1 du CGCT. Versée aux régions en contrepartie de l'exercice des compétences transférées en matière d'organisation et de financement des services régionaux de voyageurs (SRV), cette compensation est composée de trois parts :

- la première destinée à compenser les charges d'exploitation des services transférés ;
- la deuxième visant à permettre le financement du renouvellement du matériel roulant ;
- la troisième destinée à compenser la mise en œuvre par l'Etat de tarifs sociaux.

Initialement intégrée dans la dotation générale de décentralisation (DGD) des régions, cette compensation n'est cependant plus exclusivement versée sous cette forme puisque l'article 49 de la loi de finances initiale pour 2004 a fait basculer dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) 95 % de cette DGD.

L'article 168 de la loi de finances pour 2009 minore la DGD des régions d'un montant de 82 774 323 €. Cette disposition tire les conséquences de l'évolution de la jurisprudence communautaire sur les règles d'assujettissement à la TVA au regard de laquelle les subventions d'exploitation, versées par les régions à la SNCF et compensées par la première part de la compensation, doivent être considérées comme des subventions d'équilibre non assujetties à la TVA.

Cette minoration impacte la part « contribution pour l'exploitation des services transférés » mentionnée à l'article L. 1614-8-1 du CGCT et correspond au montant actualisé en valeur 2009 du montant de TVA compensée. Elle se répartit entre les régions comme suit :

Alsace	4 692 476 €
Aquitaine	4 153 490 €
Auvergne	3 421 871 €
Bourgogne	4 427 845 €
Bretagne	2 901 149 €
Centre	4 102 100 €
Champagne-Ardenne	3 588 083 €
Franche-Comté	2 669 582 €
Languedoc-Roussillon	3 780 246 €
Limousin	2 628 576 €
Lorraine	5 037 791 €
Midi-Pyrénées	3 839 478 €
Nord - Pas-de-Calais	5 104 133 €
Basse-Normandie	1 516 138 €
Haute-Normandie	1 783 914 €
Pays de la Loire	3 240 459 €
Picardie	5 186 659 €
Poitou-Charentes	1 659 176 €
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	6 239 258 €
Rhône-Alpes	12 801 898 €
TOTAL	82 774 323 €

Par ailleurs, la LFR pour 2008 tire également les conséquences de cette évolution jurisprudentielle pour la période 2002-2008, en procédant à la récupération de la compensation trop perçue par les régions au titre de la TVA. Cette récupération ne s'opère cependant pas sur la DGD mais sur la DGF des régions. En outre, la neutralité du dispositif est assurée par le remboursement préalable par la SNCF aux régions de la TVA collectée à tort au cours de cette même période. La circulaire relative aux dispositions de la LFR pour 2008 que je vous adresserai en janvier précisera le montant de cette reprise sur la DGF et sa répartition entre les régions.

3. Le STIF

Le STIF en tant qu'établissement public reçoit, dans le cadre de sa compétence en matière d'organisation des transports scolaires, une allocation de DGD fixé à 117,2 M€. En 2009, compte tenu de la non-indexation, le STIF recevra un montant identique à celui versé en 2008, soit 126 591 710 €.

4. Le transfert des lycées et collèges à sections binationales et internationales et de Font-Romeu

Ce transfert est financé, conformément à la loi du 13 août 2004, par un transfert de DGD.

Le montant de la compensation définitivement arrêté, en valeur 2004, a été fixé à 4 526 969 € pour les régions concernées, soit un montant de DGD inscrit au PLF 2009 de 5 026 151 €, ventilé entre les régions concernées de la façon suivante :

RÉGION	DROIT à compensation en valeur 2004	MONTANT versé en 2009
Alsace	246 841 €	274 060 €
Ile-de-France	2 366 115 €	2 627 023 €

RÉGION	DROIT à compensation en valeur 2004	MONTANT versé en 2009
Languedoc-Roussillon	345 459 €	383 552 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 158 535 €	1 286 285 €
Rhône-alpes	410 019 €	455 231 €
TOTAL	4 526 969 €	5 026 151 €

Le montant de la compensation définitivement arrêté, en valeur 2004, a été fixé à 3 174 582 € en valeur 2004 pour les départements concernés, soit un montant de DGD inscrit au PLF 2009 de 3 524 638 €, ventilé entre les départements de la façon suivante :

DÉPARTEMENT	DROIT à compensation en valeur 2004	MONTANT versé en 2009
Ain	250 918 €	278 587 €
Alpes-Maritimes	532 149 €	590 829 €
Pyrénées-Orientales	289 510 €	321 434 €
Bas-Rhin	685 397 €	760 974 €
Yvelines	1 031 462 €	1 145 199 €
Hauts-de-Seine	385 146 €	427 615 €
TOTAL	3 174 582 €	3 524 638 €

5. L'entretien de la voirie à Paris

Une part de DGD a également été attribuée à la ville de Paris pour l'entretien de la voirie nationale, tel que prévu à l'article 25 de la loi du 13 août 2004, pour un montant de 14,3 M€ en valeur 2004. Le PLF pour 2009 transfère un montant de DGD de 15 389 432 €.

6. Le concours « ports »

L'article 153 de la LFR pour 2006 a réformé le concours ports qui finance depuis 2007 tant les ports transférés dans le cadre de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 que ceux transférés, à compter du 1^{er} janvier 2007, dans le cadre de la loi du 13 août 2004. Les grandes lignes de cette réforme vous ont déjà été présentées dans ma circulaire du 23 novembre 2006.

Le nouveau dispositif, entré en vigueur à compter de 2007, a prévu de financer le transfert de ports de la manière suivante :

- pour les nouveaux ports, le montant initial de la compensation est calculé, conformément aux dispositions du I de l'article 119 de la loi du 13 août 2004 précitée ;
- pour les ports déjà décentralisés, le montant actualisé du concours est réparti entre les départements concernés en attribuant à chaque département une part tenant compte de la répartition du concours entre les départements au cours des 10 dernières années. La part de chaque département est obtenue en rapportant la moyenne actualisée des crédits reçus par chacun d'eux au cours des 10 dernières années à la moyenne actualisée des crédits versés à l'ensemble des départements dans le cadre du concours au cours de la même période. En prenant comme période de référence les 10 dernières années (1996-2005), ces modalités de calcul permettent de prendre en compte le cycle des investissements portuaires et donc la totalité des besoins d'investissement de l'ensemble des départements.

L'article 30 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a prévu le transfert, au 1^{er} janvier 2007 au plus tard, des ports maritimes non autonomes relevant de l'Etat aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités qui en font la demande. Dix-huit ports étaient concernés : 1 port, celui de Bayonne, a été transféré en 2006, les 17 autres ayant été transférés au 1^{er} janvier 2007.

Ce transfert des dépenses de fonctionnement et d'investissement est financé par un transfert de DGD. Le montant de la compensation définitivement arrêté a été fixé à 1 959 855 € pour le port transféré en 2006 et 14 874 338 € pour les ports transférés en 2007 (arrêté du 2 mai 2007).

Le PLF 2009 prévoit, au titre de l'ensemble des ports transférés, un montant de DGD de 41 972 516 €, qui inclut également la compensation du transfert des personnels.

Il est utile d'ajouter que grâce à une modification de l'article L. 1614-1 du CGCT par la LFI pour 2008, la compensation sera directement versée aux groupements de collectivités bénéficiaires du transfert d'un port. Les crédits sont inscrits sur le programme 122 de la mission relations avec les collectivités territoriales.

7. Le transfert des aéroports

La compensation du transfert des aéroports (investissement comme fonctionnement) s'effectue depuis 2008 par un transfert de DGD.

Le montant de la compensation définitivement arrêté a été fixé à 578 009 € pour les aérodromes transférés en 2006 et 1 735 931 € pour les aérodromes transférés en 2007 (arrêté du 2 mai 2007).

Le PLF 2009 prévoit, au titre de l'ensemble des aérodromes transférés, un montant de DGD de 3 621 591 €, qui inclut également la compensation du transfert des personnels. Ces crédits sont inscrits sur le programme 122 de la mission relations avec les collectivités territoriales.

IV. – L'AJUSTEMENT DE LA DGF AU TITRE DE LA RECENTRALISATION SANITAIRE

La mise en œuvre de la recentralisation sanitaire prévue à l'article 71 de la loi du 13 août 2004, complétée par l'article 100 de la LFR pour 2004, dispose que les départements qui renonceront à l'exercice de cette compétence verront leur dotation de compensation de leur dotation globale de fonctionnement réduite d'un montant égal au droit à compensation établi sur la base de l'exploitation des comptes administratifs des départements de 1983, actualisé en valeur 2005. Compte tenu des choix opérés par les départements, le montant de la réfaction a été de 42,8 M€ en 2006. Il sera de 46,92 M€ en 2009 (taux d'indexation de la DGF de 2 %).

En outre, la loi prévoit que « la dénonciation de ces conventions entraîne à partir de l'année suivante une réduction de la DGF d'un montant égal à la DGD attribuée lors du transfert initial de compétence en direction des départements actualisée du taux d'évolution cumulé de la DGD jusqu'à l'année suivant celle de la dénonciation ».

En 2007, 6 départements avaient souhaité renoncer à l'exercice de certaines compétences en matière de recentralisation sanitaire, soit une réfaction supplémentaire sur la DGF de 9 250 893 €, qui s'établira en 2009 à 9 632 428 € après indexation sur les taux DGF 2008 et 2009.

Cinq nouveaux départements (Haute-Corse, Nord, Pas-de-Calais, Hauts-de-Seine et La Réunion) ayant dénoncé en 2008 les conventions passées avec le ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative au titre de toutes ou parties de leurs compétences en matière de prévention sanitaire, la loi de finances pour 2009 prévoit ainsi une réfaction supplémentaire de la DGF, pour un montant de 5 774 384 €, actualisé du taux d'évolution de la DGD en 2006 (1,0272747 %), en 2007 (1,025019 %), en 2008 (1,02082658 %) et en 2009 (0 %), soit un montant de 6 217 757 €, réparti comme suit :

DÉPARTEMENTS	TUBERCULOSE chapitre 953-52.	MST chapitre 953-53	CANCER chapitre 953-67.	AUTRE (dont lèpre) chapitre 953-9	VACCINATIONS chapitre 052- 50 et 51	TOTAL	RECENTRALISATION - Réfaction PLF 09
2B Haute-Corse		19 959 €				19 959 €	21 454 €
59 Nord			0 €			0 €	0 €
62 Pas-de-Calais			10 082 €			10 082 €	10 837 €
92 Hauts-de-Seine	1 935 580 €					1 935 580 €	2 080 567 €
974 La Réunion	1 216 105 €	789 852 €	20 393 €	76 612 €	1 735 843 €	3 838 804 €	4 126 353 €
TOTAL	3 151 685 €	789 852 €	20 393 €	76 612 €	1 735 843 €	5 774 384 €	6 217 757 €

Par conséquent, le PLF 2009 prévoit une réfaction sur la DGF des départements concernés d'un montant total de 62,77 M€.

Fiche 3

La compensation du revenu de solidarité active

La loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion conforte la place des départements dans les politiques sociales, en particulier dans le domaine de l'insertion professionnelle. En effet, le président du conseil général est au cœur du dispositif puisqu'il prend les décisions d'attribution du RSA.

Le RSA entend à la fois garantir un revenu minimum aux personnes privées d'emploi et apporter un complément de revenus aux personnes en situation d'emploi précaire ou disposant de revenus trop faibles pour assumer leurs charges de famille. Il a ainsi vocation à remplacer le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de parent isolé (API), mais vise également à soutenir les « travailleurs pauvres ».

Le partage du financement du RSA entre l'Etat et les départements est posé à l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles (CASF) issu de la loi du 1^{er} décembre 2008 :

- les départements supporteront la charge du montant forfaitaire mentionné au 2^o de l'article L. 262-2 du CASF pour les personnes sans ressources, qui correspond au RMI actuel, et le montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du CASF, correspondant à l'API actuellement à la charge de l'Etat ;
- l'Etat financera quant à lui la part cumulable avec les revenus d'activité, ce qui est la nouveauté du RSA. Cette part comprend notamment les dépenses d'intéressement versées actuellement par les départements aux bénéficiaires actuels du RMI reprenant un emploi ; cette reprise en charge par l'Etat entraîne une compensation « négative ».

Sur un coût total estimé à 8,5 Md€, les départements financeront la part « solidarité », qui correspond aux crédits du RMI (4,9 Md€ + 500 M€ au titre du FMDI), déjà gérés par les départements, et à ceux qu'ils supporteront au titre de l'API qui leur sont transférés.

La généralisation du RSA : une extension de compétences

Au regard de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, le RSA constitue une extension de compétence des départements.

Ainsi, la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le RSA, qui abroge juridiquement le RMI et l'API pour les fusionner dans une allocation unique se traduisant par un surcroît de dépenses pour les départements, procède, d'une part, au maintien de la compétence RMI et, d'autre part, à une extension de la compétence des départements dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté.

La compensation de l'extension de compétences

En application de l'article 72-2 de la Constitution, « toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi ».

Le Gouvernement a procédé à une appréciation globale de la charge supplémentaire résultant pour les départements de la loi, en procédant à la contraction entre les charges nouvelles induites par l'extension du public couvert et les économies générées par la prise en charge par l'Etat des mécanismes d'intéressement à la reprise d'activité.

Cette nouvelle charge sera intégralement compensée, sous le contrôle de la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC).

Les modalités de compensation de la charge globale liée au RSA sont inscrites à l'article 7 de la loi du 1^{er} décembre 2008. Le I de cet article prévoit, d'une part, le maintien du droit à compensation accordé aux départements au titre du transfert du RMI et de la création du RMA par la loi du 18 décembre 2003, tandis que le II précise, d'autre part, que les charges issues pour les départements de l'extension de compétences résultant de la loi sont intégralement compensées par l'Etat dans les conditions fixées par la loi de finances, tout en indiquant les bases de calcul du droit à compensation.

L'article 51 de la LFI pour 2009 complète donc ce dispositif de compensation des charges.

Ainsi, au-delà du montant versé aux départements depuis 2004 au titre du transfert du RMI et de la création du RMA en application de l'article 59 de la loi de finances pour 2004 (montants figurant dans l'arrêté interministériel du 17 août 2006), les départements métropolitains percevront à compter du mois de juillet 2009 une nouvelle fraction du produit de la TIPP.

Le complément de compensation qui sera versé aux départements métropolitains en 2009 correspond :

- à la moitié des prévisions de dépenses exposées par l'Etat en 2008 dans les départements métropolitains au titre de l'API ;
- diminuées de la moitié des prévisions de dépenses exposées en 2008 dans ces mêmes départements, au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire, applicables à l'API, relevant de l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008, charges qui relèveront du fonds national des solidarités actives (FNSA) ;
- diminuées également de la moitié des prévisions de dépenses incombant en 2008 aux départements métropolitains dans le cadre du RMI, au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire relevant de l'article L. 262-11 du CASF dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008. Cette charge sera en effet transférée au FNSA à la date d'entrée en vigueur du RSA.

Le droit à compensation résultant de l'extension de compétence au titre du RSA est estimé provisoirement à 322 M€ en 2009 et serait de 644 M€ en année pleine.

La somme de 322 M€ a été répartie entre chaque département métropolitain au prorata des dépenses API constatées en 2007 par la CNAF. Cette ventilation entre les départements métropolitains du droit à compensation figure dans le tableau ci-dessous :

CODE	Départements	% de la fraction de TIPP figurant à l'article 18 de l'article du PLF pour 2009	Montant provisionnel du droit à compensation de chaque département pour 2009 au titre de l'extension du RSA
1	AIN	0,400905%	1 290 913 €
2	AISNE	1,310129%	4 218 616 €
3	ALLIER	0,569681%	1 834 373 €
4	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	0,217130%	699 157 €
5	HAUTES-ALPES	0,129415%	416 716 €
6	ALPES-MARITIMES	1,864504%	6 003 704 €
7	ARDECHE	0,405969%	1 307 219 €
8	ARDENNES	0,641088%	2 064 303 €
9	ARIEGE	0,255566%	822 921 €
10	AUBE	0,581135%	1 871 256 €
11	AUDE	0,786057%	2 531 103 €
12	AVEYRON	0,197704%	636 608 €
13	BOUCHES-DU-RHONE	5,333152%	17 172 748 €
14	CALVADOS	1,082458%	3 485 514 €
15	CANTAL	0,089718%	288 893 €
16	CHARENTE	0,570641%	1 837 464 €
17	CHARENTE-MARITIME	0,913081%	2 940 119 €
18	CHER	0,525714%	1 692 799 €
19	CORREZE	0,236528%	761 620 €
2A	CORSE-DU-SUD	0,160895%	518 083 €
2B	HAUTE-CORSE	0,282556%	909 832 €
21	COTE-D'OR	0,514447%	1 656 521 €
22	COTES-D'ARMOR	0,596687%	1 921 331 €
23	CREUSE	0,134076%	431 725 €
24	DORDOGNE	0,559192%	1 800 599 €
25	DOUBS	0,759670%	2 446 139 €
26	DROME	0,769731%	2 478 535 €
27	EURE	0,868911%	2 797 893 €
28	EURE-ET-LOIR	0,526103%	1 694 052 €
29	FINISTERE	0,841257%	2 708 849 €
30	GARD	1,799023%	5 792 853 €
31	HAUTE-GARONNE	1,820687%	5 862 613 €
32	GERS	0,165004%	531 313 €
33	GIRONDE	2,123114%	6 836 426 €
34	HERAULT	2,479026%	7 982 465 €
35	ILLE-ET-VILAINE	0,896634%	2 887 163 €
36	INDRE	0,293644%	945 535 €
37	INDRE-ET-LOIRE	0,724164%	2 331 808 €
38	ISERE	1,294827%	4 169 342 €
39	JURA	0,257200%	828 182 €
40	LANDES	0,431550%	1 389 592 €
41	LOIR-ET-CHER	0,368594%	1 186 874 €
42	LOIRE	0,882581%	2 841 910 €
43	HAUTE-LOIRE	0,187251%	602 947 €
44	LOIRE-ATLANTIQUE	1,538328%	4 953 415 €
45	LOIRET	0,838449%	2 699 805 €
46	LOT	0,184555%	594 267 €
47	LOT-ET-GARONNE	0,509766%	1 641 448 €

CODE	Départements	% de la fraction de TIPP figurant à l'article 18 de l'article du PLF pour 2009	Montant provisionnel du droit à compensation de chaque département pour 2009 au titre de l'extension du RSA
48	LOZERE	0,042011%	135 275 €
49	MAINE-ET-LOIRE	0,932447%	3 002 479 €
50	MANCHE	0,520074%	1 674 639 €
51	MARNE	0,891063%	2 869 223 €
52	HAUTE-MARNE	0,307193%	989 160 €
53	MAYENNE	0,220681%	710 594 €
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	1,322160%	4 257 355 €
55	MEUSE	0,351138%	1 130 664 €
56	MORBIHAN	0,614626%	1 979 097 €
57	MOSELLE	1,586610%	5 108 885 €
58	NIEVRE	0,353640%	1 138 720 €
59	NORD	7,865475%	25 326 829 €
60	OISE	1,456553%	4 690 100 €
61	ORNE	0,401078%	1 291 470 €
62	PAS-DE-CALAIS	4,538342%	14 613 461 €
63	PUY-DE-DOME	0,781006%	2 514 841 €
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	0,754978%	2 431 028 €
65	HAUTES-PYRENEES	0,307782%	991 059 €
66	PYRENEES-ORIENTALES	1,354043%	4 360 019 €
67	BAS-RHIN	1,622231%	5 223 582 €
68	HAUT-RHIN	0,965425%	3 108 669 €
69	RHONE	2,037125%	6 559 542 €
70	HAUTE-SAONE	0,376559%	1 212 521 €
71	SAONE-ET-LOIRE	0,595548%	1 917 666 €
72	SARTHE	0,810260%	2 609 037 €
73	SAVOIE	0,341930%	1 101 014 €
74	HAUTE-SAVOIE	0,463012%	1 490 898 €
75	PARIS	2,776065%	8 938 931 €
76	SEINE-MARITIME	2,769766%	8 918 645 €
77	SEINE-ET-MARNE	1,963777%	6 323 363 €
78	YVELINES	1,252954%	4 034 512 €
79	DEUX-SEVRES	0,366040%	1 178 650 €
80	SOMME	1,168358%	3 762 114 €
81	TARN	0,518440%	1 669 378 €
82	TARN-ET-GARONNE	0,365506%	1 176 929 €
83	VAR	1,720344%	5 539 509 €
84	VAUCLUSE	1,219786%	3 927 711 €
85	VENDEE	0,501503%	1 614 840 €
86	VIENNE	0,740399%	2 384 084 €
87	HAUTE-VIENNE	0,507520%	1 634 213 €
88	VOSGES	0,618145%	1 990 426 €
89	YONNE	0,488170%	1 571 907 €
90	TERRITOIRE DE BELFORT	0,281604%	906 766 €
91	ESSONNE	1,849070%	5 954 006 €
92	HAUTS-DE-SEINE	1,832813%	5 901 657 €
93	SEINE-ST-DENIS	4,463559%	14 372 659 €
94	VAL-DE-MARNE	1,924160%	6 195 796 €
95	VAL-D'OISE	1,940532%	6 248 514 €
	TOTAL METROPOLE	100,000000%	322 000 000 €

En réponse à l'inquiétude exprimée par les départements sur le dynamisme de la dépense au titre du RSA, le Gouvernement a tenu à ce qu'une clause de réexamen soit prévue chaque année, fin 2009, fin 2010 et fin 2011. Ainsi, jusqu'en 2011, la CCEC sera consultée chaque année pour s'assurer de l'adéquation entre les charges transférées et la compensation :

- en 2009, pour vérifier l'exactitude des calculs relatifs aux dépenses engagées par l'Etat au titre de l'API en 2008 et au coût en 2008 des intéressements proportionnels et forfaitaires relevant des articles L. 262-11 du CASF (RMI) et L. 524-5 du code de la sécurité sociale (API) dans leur rédaction antérieure à la loi RSA ;

- en 2010, pour vérifier l'exactitude de la compensation provisionnelle aux dépenses exposées par les départements en 2009 en faveur des bénéficiaires du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du CASF ;

- en 2011, sur l'adéquation de la compensation définitive au montant des dépenses engagées par les conseils généraux en 2010.

Ces ajustements interviendront respectivement dans les lois de finances suivant l'établissement de ces comptes, soit en LFR 2009, LFR 2010 et LFR 2011, étant entendu que le montant définitif du droit à compensation correspondant aux charges résultant de l'extension de compétence sera inscrit en LFI 2012.

Enfin, conformément aux principes constitutionnels, la loi de finances pour 2009 assure la garantie que si les recettes provenant des fractions de tarif de TIPP attribuées aux départements représentent un montant inférieur au droit à compensation, cette perte est compensée par l'Etat.

Cette loi entre en vigueur au 1^{er} juin 2009 dans les départements métropolitains. Par dérogation, elle entrera en vigueur dans les départements d'outre-mer et les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon au plus tard le 1^{er} janvier 2011. Jusqu'à cette date, les dispositions régissant le RMI et l'API dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} décembre 2008 continuent de s'appliquer dans ces départements et collectivités.

Annexe n° 1

La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	TRANCHÉ 2005						Total tranche 2005
	Formation initiale des travailleurs sociaux	Aides aux étudiants des instituts de formation des travailleurs sociaux	Instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes	Aides aux étudiants des instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes	Inventaire général du patrimoine culturel		
ALSACE	3 553 898 €	481 126 €	8 601 377 €	1 634 973 €	105 480 €	14 536 853 €	
AQUITAINE	7 841 115 €	1 266 351 €	11 384 479 €	2 409 704 €	79 778 €	24 065 747 €	
AUVERGNE	3 344 486 €	560 873 €	3 964 572 €	1 515 362 €	65 787 €	9 572 100 €	
BOURGOGNE	3 085 756 €	363 702 €	6 594 530 €	1 334 106 €	66 608 €	11 048 902 €	
BRETAGNE	7 340 542 €	1 652 044 €	9 770 297 €	3 386 118 €	53 759 €	22 322 750 €	
CENTRE	5 378 825 €	1 050 860 €	7 609 907 €	3 402 472 €	219 543 €	17 654 607 €	
CHAMPAGNE-ARDENNES	2 372 407 €	348 073 €	4 929 748 €	1 740 564 €	87 052 €	9 515 814 €	
CORSE	88 245 €	19 438 €	757 274 €	345 380 €		1 207 338 €	
FRANCHE-COMTE	1 992 317 €	349 024 €	4 674 833 €	1 340 588 €	94 587 €	8 519 899 €	
ILE-DE-FRANCE	28 071 072 €	3 824 331 €	46 349 418 €	15 287 792 €	124 745 €	91 677 266 €	
LANGUEDOC-ROUSSILLON	5 411 068 €	1 045 783 €	8 275 028 €	2 259 789 €	67 559 €	17 291 172 €	
LIMOUSIN	1 973 028 €	408 271 €	3 267 275 €	1 391 183 €	50 330 €	7 000 007 €	
LORRAINE	5 417 031 €	884 340 €	10 504 382 €	3 191 079 €	74 786 €	20 607 449 €	
MILITAIRES	6 373 729 €	1 410 042 €	8 014 674 €	3 174 497 €	108 197 €	17 825 189 €	
NORD-PAS DE CALAIS	11 800 898 €	2 209 017 €	11 154 024 €	6 313 572 €	86 242 €	33 569 154 €	
BASSE-NORMANDIE	2 885 845 €	731 134 €	6 313 572 €	2 119 223 €	33 674 €	12 258 759 €	
HAUTE-NORMANDIE	4 225 201 €	1 058 351 €	10 078 102 €	2 315 420 €	38 951 €	18 308 306 €	
PAYS DE LOIRE	5 362 724 €	979 944 €	9 887 838 €	2 898 841 €	45 282 €	19 308 306 €	
PIEMONTE	3 013 284 €	631 792 €	10 086 444 €	2 872 384 €	128 105 €	17 041 535 €	
POitou-CHARENTES	2 321 010 €	443 978 €	5 356 810 €	1 655 880 €	211 778 €	9 809 452 €	
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	9 210 830 €	2 470 442 €	9 838 490 €	7 838 880 €	87 341 €	29 544 586 €	
ROMANIE	11 113 007 €	2 840 748 €	18 180 385 €	8 248 514 €	197 407 €	40 538 461 €	
ROME-ALPES	130 243 902 €	24 859 729 €	215 652 857 €	80 228 982 €	2 078 119 €	463 090 989 €	
TOTAL	130 243 902 €	24 859 729 €	215 652 857 €	80 228 982 €	2 078 119 €	463 090 989 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fides par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 1

La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	Organisation de Niveau des centres d'Information sur la VAE	AFPJA	STIF	SRU	Intrus de formation des professions paramédicales et de sages-femmes	FARPI	Non titulaires de droit public Education nationale	Credits de suppléance Education nationale	Emplois aidés Education nationale	Total tranche 2006
ALSACE	294 684 €				8 051 377 €	-3 209 323	1 348 504 €	655 282	191 242 €	7 843 443 €
AQUITAINE	306 859 €				11 168 476 €	-3 271 133	2 189 864 €	1 297 402	970 871 €	7 811 772 €
AUVERGNE	237 168 €				3 945 572 €	-3 310 143	597 715 €	582 176	133 330 €	2 205 817 €
BRETAGNE	192 154 €				6 596 836 €	-3 184 089	998 311 €	723 148	251 638 €	4 591 977 €
CHARENTAISE	269 815 €				9 770 297 €	-3 877 890	1 842 290 €	1 022 345	92 018 €	7 019 345 €
CHAMPAGNE-ARDENNES	350 052 €	24 143 912 €			4 192 748 €	-3 934 447	1 924 278 €	937 285	485 825 €	28 436 816 €
CORSE	188 765 €				4 128 748 €	-3 170 713	1 400 494 €	615 360	478 883 €	5 802 503 €
FRANCHE COMTE	27 893 €				157 774 €	-3 480 848	481 807 €	219 459	45 088 €	650 738 €
ILE DE FRANCE	146 455 €				4 578 812 €	-3 480 848	722 833 €	623 000	31 924 €	2 082 446 €
LANGUES-ROUSSILLON	732 184 €		188 307 400 €	203 000 000 €	46 188 418 €	-18 421 309	8 598 890 €	3 838 975	2 146 432 €	434 641 806 €
LIMOUSIN	38 891 €				8 278 078 €	-3 183 397	882 090 €	763 631	771 815 €	6 961 939 €
LORRAINE	48 813 €				3 167 275 €	-3 143 397	975 726 €	446 071	118 428 €	2 710 575 €
MIDPYENNES	155 706 €				10 504 362 €	-3 714 849	1 383 305 €	1 186 638	405 628 €	6 578 593 €
NORD-PAS DE CALAIS	431 024 €				8 018 674 €	-3 714 849	2 033 917 €	836 279	674 163 €	4 176 230 €
BASSE-NORMANDIE	211 514 €				11 184 074 €	-3 104 414	2 731 357 €	1 828 136	2 373 857 €	11 261 884 €
HAUTE-NORMANDIE	239 440 €				6 515 672 €	-3 194 004	1 660 890 €	611 273	347 419 €	5 182 758 €
PAYS DE LOIRE	350 144 €				10 078 102 €	-3 192 855	1 839 541 €	747 328	314 648 €	8 488 104 €
PICARDIE	64 249 €				9 887 838 €	-3 137 485	1 855 000 €	1 038 561	328 631 €	5 913 027 €
POITOU-CHARENTES	195 871 €				5 358 810 €	-3 164 593	1 855 000 €	781 001	847 673 €	8 028 054 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	386 822 €				9 536 480 €	-2 238 174	3 238 738 €	1 394 527	253 516 €	7 382 333 €
RHONE-ALPES	493 224 €				18 180 385 €	-17 137 263	38 882 807 €	2 153 764	779 328 €	12 589 202 €
Total métropole	5 537 898 €	24 143 912 €	188 307 400 €	203 000 000 €	215 882 857 €	-127 483 230	38 882 807 €	22 707 922 €	12 902 083 €	583 961 422 €
TOTAL	5 537 898 €	24 143 912 €	188 307 400 €	203 000 000 €	215 882 857 €	-127 483 230 €	38 882 807 €	22 707 922 €	12 902 083 €	583 961 422 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêté soumis à la CCEC

Annexe n° 1

La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	Instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes	APPA	Forfaits d'exonimat	TOS ayant opéré au 31 août 2006	GTOS ayant opéré au 31 août 2006	Action sociale ART et trinquantes ayant opéré	Personnels TOS			Emplois vacants TOS 2006	Emplois vacants GTOS 2006	Emplois vacants TOS 2007
							1 % formation (TOS et GTOS)	Emplois vacants TOS 2006	Emplois vacants TOS 2007			
ALSACE	3 051 368 €	17 554 701 €	1 808 228 €	25 859 730 €	70 698 €	101 873 €	168 548 €	1 409 856 €	228 738 €	188 750 €		
AUVERGNE	9 108 392 €	23 019 203 €	4 552 858 €	20 310 972 €	149 540 €	83 520 €	149 853 €	1 074 854 €	96 348 €	622 022 €		
BOURGOGNE	3 860 961 €	17 235 214 €	2 411 138 €	9 959 779 €	135 574 €	38 435 €	149 853 €	602 047 €	63 877 €	197 279 €		
BRETAGNE	2 844 711 €	17 453 092 €	2 437 441 €	21 602 871 €	203 780 €	85 365 €	162 357 €	1 301 342 €	109 356 €	299 425 €		
CENTRE	4 224 086 €	31 810 829 €	11 231 286 €	43 969 136 €	428 138 €	164 490 €	273 330 €	2 438 568 €	186 272 €	392 908 €		
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 249 024 €	0 €	3 239 847 €	2 278 330 €	84 882 €	14 843 €	14 862 €	2 438 117 €	0 €	681 045 €		
CORSE	1 349 024 €	0 €	2 106 284 €	11 850 545 €	103 237 €	48 158 €	14 462 €	947 685 €	37 629 €	315 855 €		
FRANCHE-COMTE	1 314 054 €	0 €	302 601 €	5 541 684 €	99 813 €	20 345 €	13 178 €	1 323 969 €	6 712 €	180 813 €		
ILE-DE-FRANCE	15 338 848 €	55 018 978 €	17 443 357 €	13 211 235 €	243 448 €	135 675 €	115 112 €	1 142 758 €	0 €	465 433 €		
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 846 108 €	29 308 054 €	3 768 768 €	28 770 277 €	168 333 €	106 873 €	177 292 €	1 810 348 €	108 578 €	282 335 €		
LIMOUSIN	1 448 317 €	21 903 883 €	507 568 €	3 214 859 €	51 327 €	18 128 €	20 824 €	1 205 786 €	45 545 €	411 958 €		
LORRAINE	1 226 317 €	0 €	3 006 256 €	12 583 534 €	409 101 €	89 021 €	144 703 €	1 638 618 €	0 €	783 957 €		
MIDI-PYRENEES	3 436 181 €	0 €	4 367 471 €	22 801 120 €	239 922 €	89 021 €	144 703 €	1 638 618 €	0 €	1 210 828 €		
NORD-PAS DE CALAIS	9 845 242 €	47 511 468 €	11 564 268 €	71 779 494 €	595 848 €	266 224 €	447 036 €	4 869 791 €	48 611 €	569 847 €		
BASSE-NORMANDIE	2 094 031 €	19 431 596 €	2 898 804 €	6 360 235 €	169 844 €	30 704 €	41 538 €	4 869 791 €	32 036 €	391 233 €		
HAUTE-NORMANDIE	2 170 848 €	17 224 374 €	3 150 163 €	16 136 043 €	35 174 €	64 334 €	98 037 €	1 822 814 €	67 212 €	544 114 €		
PAYS DE LOIRE	1 225 381 €	39 035 526 €	11 502 825 €	43 719 873 €	458 868 €	182 578 €	279 770 €	2 314 351 €	16 499 €	474 959 €		
PICARDE	2 813 483 €	16 265 972 €	2 725 853 €	14 470 328 €	195 318 €	59 234 €	110 032 €	1 339 409 €	0 €	404 844 €		
POTOU-CHARENTES	2 353 301 €	19 242 113 €	1 850 984 €	25 064 904 €	175 286 €	84 898 €	151 127 €	1 339 409 €	26 354 €	360 355 €		
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	5 207 888 €	43 055 509 €	7 990 875 €	51 739 286 €	165 407 €	133 642 €	325 271 €	2 704 949 €	413 312 €	303 303 €		
RHONE-ALPES	15 485 450 €	43 111 140 €	13 006 385 €	85 937 249 €	622 528 €	334 694 €	549 520 €	3 869 331 €	169 273 €	671 010 €		
Total métropole	92 560 324 €	454 017 722 €	113 892 285 €	572 304 718 €	5 351 201 €	2 237 688 €	3 824 733 €	47 120 440 €	1 747 583 €	12 304 365 €		
TOTAL	92 560 324 €	454 017 722 €	113 892 285 €	572 304 718 €	5 351 201 €	2 237 688 €	3 824 733 €	47 120 440 €	1 747 583 €	12 304 365 €		

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 1
La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	Personnels TDS					Personnels agricoles					Personnels Inventaire	Total branche 2007
	Rencardement	Chômage (ANT et suppléance)	Dépenses de fonctionnement	Frais de fonctionnement	ANT	Cotisations chômage (AMT)	Frais de recrutement	Postes vacants	Dépenses de fonctionnement (emplois vacants)			
ALSACE	9 488 €	34 620 €	23 190 €	320 €	22 961,52 €	1 405,37 €	636,77 €	27 002 €	220 438 €	51 548 591 €		
AQUITAINE	19 151 €	165 260 €	61 018 €	1 600 €	107 219,19 €	5 185,26 €	3 178,80 €	139 434 €	3 178 800 €	55 572 346 €		
AUVERGNE	9 324 €	57 468 €	15 567 €	1 200 €	37 219,19 €	8 621,02 €	2 543,04 €	75 204 €	82 486 €	33 087 697 €		
BOURGOGNE	10 830 €	80 478 €	30 728 €	1 600 €	328 345,39 €	13 000,00 €	3 178,80 €	86 629 €	119 023 €	48 247 724 €		
BRETAGNE	17 907 €	141 668 €	66 903 €	1 600 €	143 240,86 €	9 805,83 €	3 178,80 €	215 375 €	236 060 €	96 239 485 €		
CENTRE	15 071 €	126 140 €	18 332 €	1 600 €	113 663,51 €	5 471,37 €	3 178,80 €	110 991 €	159 796 €	13 588 875 €		
CORSE	9 498 €	97 278 €	13 485 €	640 €	84 111,37 €	8 411,37 €	1 514,97 €	59 395 €	79 891 €	17 255 618 €		
FRANCHE-COMTE	8 963 €	33 881 €	25 365 €	320 €	153 174,81 €	773,76 €	1 514,97 €	1 243 €	0 €	6 904 151 €		
ILE-DE-FRANCE	84 389 €	643 897 €	19 897 €	980 €	78 093,16 €	3 758,27 €	1 907,28 €	1 243 €	71 108 €	18 634 681 €		
LANGUEDOC-ROUSSILLON	13 839 €	605 897 €	171 354 €	640 €	190 390,60 €	9 174,80 €	1 271,52 €	3 272 €	388 748 €	19 158 394 €		
LORRAINE	5 864 €	28 998 €	7 838 €	1 600 €	22 961,52 €	1 105,37 €	3 178,80 €	146 669 €	1 524 992 €	64 941 627 €		
MID-PYRENEES	18 212 €	122 892 €	41 688 €	980 €	228 467,10 €	10 868,47 €	3 178,80 €	58 000 €	1 524 992 €	29 378 854 €		
NORD-PAS DE CALAIS	26 535 €	109 148 €	50 376 €	1 600 €	213 542,13 €	10 275,88 €	1 907,28 €	104 800 €	1 524 992 €	55 417 345 €		
BASSE-NORMANDIE	9 459 €	109 833 €	36 238 €	640 €	272 093,38 €	13 098,09 €	3 178,80 €	131 522 €	266 068 €	33 038 011 €		
HAUTE-NORMANDIE	11 985 €	128 018 €	29 805 €	640 €	81 194,10 €	2 864,61 €	1 271,52 €	57 767 €	65 558 €	147 467 345 €		
PAYS DE LOIRE	15 583 €	72 990 €	43 047 €	1 600 €	111 385,38 €	4 129,35 €	1 907,28 €	132 270 €	97 109 €	37 189 387 €		
PICARDIE	12 714 €	128 261 €	29 789 €	800 €	233 035,40 €	11 385,38 €	1 271,52 €	156 721 €	159 841 €	100 132 544 €		
PUI-DE-FRANCE	11 738 €	64 068 €	28 326 €	1 600 €	39 581,43 €	9 229,37 €	1 907,28 €	253 804 €	85 249 €	38 361 959 €		
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	37 788 €	151 874 €	59 755 €	1 600 €	131 721,12 €	8 229,37 €	3 178,80 €	105 620 €	157 469 €	50 128 339 €		
ROHRE-ALPES	358 405 €	2 981 437 €	73 147 €	1 600 €	228 170,35 €	7 958,14 €	3 178,80 €	345 522 €	231 255 €	18 448 610 €		
Total métropole	358 405 €	2 981 437 €	891 031 €	25 020 €	1 652 322,33 €	7 958,14 €	3 178,80 €	1 627 753 €	3 510 985 €	1 186 564 586 €		
TOTAL	358 405 €	2 981 437 €	891 031 €	25 020 €	1 652 322,33 €	1 627 753 €	51 437 €	2 637 753 €	3 510 985 €	1 319 493 436 €		

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 1

Le compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	Kerennnab TOS maritimes				Parrennab TOS Education nationale				Frais de fonctionnement			
	TOS maritimes au 31 août 2007	ANT	Vacants 2007	TOS ayant opté au 31 août 2007	GTOS ayant opté au 31 août 2007	Action sociale filiales ayant opté	1 % formation (GTOS et TOS)	Emplois vacants TOS		Emplois vacants GTOS	Frais de rattachement de résidence	Comptes bonifiés
ALSACE	0 €	0 €	0 €	3 034 524 €	0 €	10 061 €	78 611 €	188 497 €	49 430 €	1 133 €	24 170 €	3 537 €
AQUITAINE	146 676 €	35 689 €	0 €	33 175 354 €	252 736 €	113 657 €	209 674 €	1 537 178 €	0 €	20 375 €	19 041 €	0 €
AUVERGNE	0 €	0 €	0 €	17 858 243 €	0 €	59 706 €	106 394 €	263 390 €	64 210 €	6 943 €	6 619 €	4 726 €
BOURGOGNE	0 €	0 €	0 €	10 468 260 €	0 €	35 376 €	64 702 €	568 263 €	57 418 €	3 048 €	3 073 €	2 726 €
BRETAGNE	437 091 €	166 244 €	25 240 €	8 048 510 €	0 €	25 851 €	48 548 €	644 904 €	0 €	18 204 €	37 700 €	2 526 €
CENTRE	0 €	0 €	0 €	38 120 612 €	0 €	33 365 €	130 061 €	239 616 €	114 243 €	11 458 €	53 865 €	8 974 €
CHAMPAGNE-ARDENNES	17 173 352 €	31 778 €	0 €	15 034 041 €	0 €	52 011 €	83 722 €	396 541 €	128 286 €	4 206 €	6 833 €	9 840 €
CORSE	36 438 €	0 €	0 €	2 526 324 €	100 847 €	9 104 €	15 108 €	276 427 €	0 €	4 930 €	1 539 €	0 €
FRANCHE-COMTE	13 143 751 €	0 €	0 €	13 664 859 €	0 €	47 663 €	86 868 €	732 140 €	77 586 €	1 492 €	8 151 €	5 150 €
ILE-DE-FRANCE	159 532 €	0 €	0 €	121 023 273 €	54 442 €	396 678 €	728 128 €	4 837 714 €	648 548 €	67 841 €	1 195 117 €	116 880 €
LANGUEDOC-ROUSSILLON	0 €	0 €	0 €	2 214 037 €	0 €	31 748 €	43 947 €	496 120 €	140 758 €	9 312 €	0 €	11 327 €
LORRAINE	0 €	0 €	0 €	16 072 768 €	31 152 €	31 348 €	95 773 €	1 008 638 €	64 890 €	12 662 €	7 633 €	3 577 €
MIDI-PYRENEES	27 807 639 €	0 €	0 €	36 619 758 €	0 €	172 468 €	223 866 €	1 181 770 €	141 432 €	3 939 €	10 150 €	11 348 €
NORD-PAS DE CALAIS	134 196 €	0 €	0 €	27 080 873 €	56 332 €	28 402 €	170 858 €	1 863 179 €	268 800 €	9 157 €	24 044 €	18 713 €
BASSE-NORMANDIE	161 578 €	74 809 €	0 €	6 570 853 €	0 €	29 049 €	51 368 €	1 070 438 €	19 877 €	274 €	3 049 €	2 100 €
HAUTE-NORMANDIE	48 997 €	28 507 €	0 €	21 645 768 €	63 542 €	17 219 €	133 162 €	695 045 €	17 910 €	5 686 €	12 076 €	2 226 €
PAYS DE LOIRE	157 676 €	30 754 €	25 240 €	20 645 768 €	0 €	67 219 €	122 022 €	473 056 €	215 247 €	2 282 €	25 308 €	17 338 €
PICARDIE	0 €	0 €	0 €	5 383 973 €	48 889 €	19 358 €	33 528 €	779 244 €	17 218 €	3 358 €	28 843 €	1 254 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	227 567 €	114 248 €	0 €	19 788 048 €	63 489 €	67 362 €	124 818 €	965 711 €	115 136 €	5 063 €	8 907 €	10 892 €
RHONE-ALPES	0 €	0 €	0 €	13 715 396 €	144 970 €	41 206 €	67 571 €	352 770 €	17 038 €	8 481 €	9 852 €	1 387 €
TOTAL METROPOLITAINES	1 509 661 €	502 888 €	50 480 €	459 182 382 €	879 652 €	1 540 911 €	2 822 114 €	20 877 358 €	2 684 236 €	212 911 €	1 358 732 €	260 319 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixés par arrêtés soumis à la CCCEC

Annexe n° 1

La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	Personnels TOS agricoles				Personnels Inventaire			Personnels Equipement						Total branche 2008	
	Personnels TOS agricoles ayant opté au 31 août 2007	Personnels agricoles ayant opté au 31 août 2007	Postes vacants 2007	Postes vacants 2008	Personnels ayant opté au 31 août 2007	Postes vacants au 31 août 2007	Personnels des ODE ayant opté au 31 août 2007	ISF	Dépenses de formation	Action sociale	Charges de vacations	Personnels non titulaires	Vacants Intermédiaires (PSL, RD et RNIL)		Vacants (PSL, RD et RNIL)
ALSACE	478 718 €	3 775 €	25 356 €	0 €	325 750 €	20 040 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 181 756 €
AUVERGNE	2 442 991 €	18 874 €	0 €	0 €	378 803 €	12 213 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 361 237 €
BOURGOGNE	1 256 873 €	15 098 €	75 886 €	0 €	88 743 €	7 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 447 233 €
BRETAGNE	1 385 043 €	18 874 €	132 608 €	0 €	28 858 €	10 820 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 549 703 €
CELTES	2 150 391 €	18 874 €	28 668 €	0 €	517 908 €	21 460 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 312 007 €
CHAMPAGNE-ARDENNES	2 718 381 €	18 874 €	62 774 €	0 €	732 482 €	14 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 428 620 €
CORSE	587 050 €	7 549 €	0 €	0 €	214 071 €	7 263 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 745 220 €
FRANCO-COMTE	1 298 314 €	3 775 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 058 322 €	0 €	0 €	9 841 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 169 596 €
ILE-DE-FRANCE	1 841 486 €	7 549 €	236 €	0 €	342 744 €	6 464 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 345 312 €
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 333 877 €	18 874 €	12 799 €	0 €	639 844 €	39 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	130 854 986 €
LIMOUSIN	1 332 225 €	18 874 €	37 602 €	0 €	34 059 €	24 590 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 662 280 €
LOTTRE	3 216 382 €	11 324 €	527 €	0 €	159 981 €	13 988 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 780 310 €
MID-PYRENES	3 216 382 €	11 324 €	527 €	0 €	312 769 €	22 868 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	59 284 716 €
NORD-PAS DE CALAIS	3 216 382 €	11 324 €	527 €	0 €	160 821 €	418 509 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 945 168 €
HAUTE-NORMANDIE	1 713 745 €	7 549 €	742 €	0 €	260 073 €	24 188 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 219 833 €
HAUTE-NORMANDIE	1 332 225 €	11 324 €	527 €	0 €	109 850 €	8 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 315 542 €
PAYS DE LOIRE	1 332 225 €	11 324 €	527 €	0 €	328 507 €	26 165 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	23 649 254 €
PICARDIE	1 332 225 €	11 324 €	527 €	0 €	639 207 €	25 897 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 534 739 €
POITOU-CHARENTES	1 332 225 €	11 324 €	527 €	0 €	152 512 €	5 832 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 795 783 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	2 343 732 €	18 874 €	162 256 €	0 €	270 433 €	14 315 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 625 885 €
RHONE-ALPES	2 463 463 €	18 874 €	52 736 €	0 €	474 002 €	21 023 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	17 614 883 €
Total métropole	33 187 888 €	305 750 €	1 120 090 €	1 692 688 €	7 015 865 €	344 346 €	3 058 322 €	0 €	0 €	9 841 €	0 €	0 €	0 €	0 €	83 305 €
TOTAL	33 187 888 €	305 750 €	1 120 090 €	1 692 688 €	7 015 865 €	344 346 €	3 058 322 €	0 €	0 €	9 841 €	0 €	0 €	0 €	0 €	83 305 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 1

La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	Instituts de formation des professions paramédicales et de soins infirmiers	Personnels Education nationale											Classe de salvegarda "postes disparus"
		AFPA	TOS ayant opéré au 31 décembre 2007	GTOS ayant opéré au 31 décembre 2007	Action sociale titulaires ayant opéré	1 % formation (GTOS et TOS)	TOS détachés d'office	Action sociale/détachés d'office	1 % formation (détachés d'office)	Postes vacants 2008 (plants et détachés)	fraie de fonctionnement		
ALSACE	202 412 €	255 598 €	0 €	1 427 €	242 287 €	705 €	1 283 €	40 768 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
AQUITAINE	138 882 €	4 842 518 €	0 €	14 802 €	3 745 281 €	13 935 €	25 238 €	-7 204 €	172 874 €	0 €	0 €		
AUVERGNE	3 404 706 €	1 530 489 €	0 €	6 131 €	2 174 251 €	6 367 €	11 533 €	288 867 €	46 398 €	0 €	0 €		
BOURGOGNE	-1 330 313 €	1 098 481 €	0 €	3 543 €	441 854 €	3 563 €	2 870 €	533 221 €	0 €	0 €	0 €		
BRETAGNE	1 316 642 €	1 098 570 €	0 €	3 477 €	2 109 384 €	6 304 €	11 187 €	86 816 €	38 008 €	0 €	0 €		
CENTRE	1 474 486 €	2 063 386 €	0 €	8 910 €	4 579 284 €	13 478 €	24 331 €	373 978 €	203 183 €	0 €	0 €		
CHAMPAGNE-ARDENNES	241 958 €	1 572 327 €	0 €	9 853 €	1 846 819 €	4 731 €	6 628 €	162 852 €	99 501 €	0 €	0 €		
CORSE	-12 795 €	2 223 928 €	37 182 €	6 314 €	3 273 150 €	8 626 €	17 370 €	11 894 €	1 541 €	0 €	0 €		
FRANCHE-COMTE	863 742 €	911 282 €	0 €	3 159 €	1 08 543 €	10 442 €	110 403 €	2 728 384 €	485 008 €	0 €	0 €		
ILE-DE-FRANCE	2 065 178 €	18 869 907 €	0 €	80 407 €	21 687 265 €	51 442 €	110 403 €	11 894 €	1 541 €	0 €	0 €		
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 745 844 €	609 012 €	0 €	2 059 €	2 011 304 €	3 886 €	10 692 €	327 238 €	0 €	0 €	0 €		
LORRAINE	2 483 495 €	1 170 317 €	0 €	3 896 €	190 224 €	5 863 €	10 692 €	327 238 €	0 €	0 €	0 €		
MIDI-PYRENEES	4 785 878 €	7 116 149 €	0 €	23 356 €	5 057 444 €	14 985 €	28 752 €	560 165 €	153 327 €	0 €	0 €		
NORD-PAS DE CALAIS	4 092 627 €	515 356 €	0 €	1 839 €	484 424 €	4 335 €	7 932 €	388 900 €	0 €	0 €	0 €		
BASSE-NORMANDIE	350 897 €	498 894 €	0 €	2 861 €	880 020 €	2 608 €	4 771 €	380 760 €	87 409 €	0 €	0 €		
HAUTE-NORMANDIE	350 897 €	1 859 234 €	104 863 €	6 622 €	58 854 €	201 €	366 €	445 413 €	0 €	0 €	0 €		
PAYS DE LOIRE	3 228 185 €	61 420 €	0 €	1 853 €	482 144 €	1 437 €	2 558 €	459 768 €	121 395 €	0 €	0 €		
PIGARDIE	1 282 142 €	1 259 480 €	0 €	4 095 €	106 355 €	3 376 €	10 471 €	135 207 €	1 141 €	0 €	0 €		
POITOU-CHARENTES	1 282 142 €	1 666 308 €	0 €	5 490 €	3 680 928 €	10 870 €	19 482 €	378 851 €	-9 178 €	0 €	0 €		
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	4 314 380 €	509 605 €	0 €	1 847 €	2 264 428 €	3 761 €	6 738 €	171 890 €	-813 €	0 €	0 €		
RHONE-ALPES	1 211 615 €	1 500 519 €	0 €	4 810 €	6 810 €	3 062 €	17 303 €	460 559 €	0 €	0 €	0 €		
Total métropolis	21 737 181 €	64 817 046 €	141 868 €	177 428 €	84 648 935 €	187 857 €	337 787 €	9 857 128 €	1 368 713 €	0 €	0 €		
TOTAL	21 737 181 €	40 199 111 €	141 858 €	177 428 €	320 723 €	84 658 835 €	187 857 €	9 857 128 €	1 368 713 €	0 €	0 €		

131 965 293 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 1

La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation_TIPP)

REGIONS	TRANCHÉ 2009						Total tranche 2009	Total tranche 2009 à 2009
	Personnels inventaire	Personnels TOS agricoles	Personnels Affaires sociales (Loi LRL hors LAV)	Personnels ayant optés au 31 août 2008	Postes vacantes Provision 2009	Frais de fonctionnement		
ALSACE	46 705 €	52 705 €	28 954 €	62 728 €	3 008 €	26 922 €	78 955 855 €	
AUVERGNE	108 197 €	854 812 €	141 753 €	47 144 €	2 415 €	0 €	136 840 197 €	
BRETAGNE	187 837 €	512 081 €	26 371 €	59 106 €	2 655 €	38 789 €	74 439 760 €	
BURGOGNE	165 177 €	1 344 396 €	91 384 €	22 919 €	1 170 €	13 888 €	90 063 900 €	
CENTRE	413 650 €	488 274 €	113 353 €	51 148 €	2 603 €	0 €	145 108 197 €	
CHAMPAGNE-ARDENNES	0 €	604 524 €	108 909 €	41 617 €	2 175 €	0 €	113 348 720 €	
CORSE	0 €	1 231 035 €	80 224 €	25 062 €	1 350 €	0 €	5 259 855 €	
FRANCHE-COMTE	102 173 €	278 211 €	75 497 €	5 913 €	360 €	0 €	12 612 650 €	
ILE-DE-FRANCE	0 €	84 330 €	49 371 €	24 260 €	1 230 €	24 280 €	27 843 512 €	
LANGUEDOC-ROUSSILLON	115 475 €	587 772 €	49 371 €	208 773 €	10 230 €	0 €	42 438 818 €	
LIMOUSIN	49 850 €	706 022 €	63 984 €	39 236 €	2 100 €	14 675 €	1 599 864 €	
LORRAINE	128 197 €	1 249 807 €	25 183 €	23 444 €	1 456 €	0 €	3 775 347 €	
MID-PYRENEES	0 €	523 400 €	100 740 €	61 356 €	2 963 €	36 432 €	48 889 423 €	
NORD-PAS DE CALAIS	0 €	55 414 €	127 011 €	85 244 €	3 375 €	41 115 €	5 012 736 €	
BASSE-NORMANDIE	55 414 €	127 011 €	37 778 €	61 356 €	3 375 €	0 €	6 037 785 €	
HAUTE-NORMANDIE	0 €	31 433 €	0 €	23 230 €	1 500 €	0 €	5 081 578 €	
PAYS DE LOIRE	0 €	279 845 €	25 183 €	67 656 €	2 040 €	0 €	2 054 725 €	
PICARDIE	0 €	544 883 €	25 183 €	67 656 €	1 900 €	35 332 €	8 216 544 €	
PORTOUL-CHARBANTES	217 386 €	384 808 €	138 521 €	29 653 €	3 480 €	0 €	7 648 778 €	
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	0 €	530 614 €	9 057 €	19 235 €	950 €	0 €	3 465 652 €	
RHONE-ALPES	0 €	565 307 €	118 876 €	81 171 €	3 675 €	22 884 €	10 209 609 €	
Total métropole	1 567 377 €	11 169 886 €	1 310 307 €	1 130 006 €	56 910 €	250 312 €	218 818 008 €	
TOTAL	1 567 377 €	11 169 886 €	1 310 307 €	1 130 006 €	56 910 €	250 312 €	218 818 008 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	TRANCHE 2005										Total tranche 2005
	Formation initiale des travailleurs sociaux		Aides aux étudiants des instituts de formation des travailleurs sociaux		Instituts de formation des professions paramédicales et de soins infirmiers		Aides aux étudiants des instituts de formation des professions paramédicales et de soins infirmiers		Inventaire général du patrimoine culturel		
	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2005	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2005	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2005	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2005	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2005	
GUIANÉE	658 312 €	630 873 €	311 627 €	327 117 €	357 966 €	322 117 €	834 374 €	872 788 €	62 834 €	82 828 €	2 642 378 €
GUYANE	438 012 €	422 849 €	111 764 €	135 064 €	135 064 €	265 030 €	82 156 €	97 896 €	11 006 €	12 309 €	1 112 038 €
MARTINIQUE	1 301 819 €	1 448 478 €	661 844 €	674 918 €	674 918 €	837 258 €	674 600 €	497 654 €	28 762 €	32 067 €	3 822 944 €
REUNION	1 800 847 €	2 088 248 €	161 420 €	2 820 918 €	2 820 918 €	3 837 270 €	974 048 €	1 043 330 €	64 307 €	71 464 €	6 807 481 €
TOTAL	4 198 088 €	4 847 848 €	1 192 497 €	4 881 643 €	4 881 643 €	5 888 058 €	2 176 609 €	2 316 488 €	188 729 €	198 649 €	13 894 752 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixés par arrêté soumis à la CCSC

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	Instituts de formation des professionnels paramédicaux et de soins infirmiers		Organisation du réseau des centres d'information sur la VAE		FAIRP		Non rattachés de droit public Education nationale		Crèches de suppléance Education nationale		Emplois aidés Education nationale		Total Tranche 2009
	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant 2009	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2009	Abattement approuvé en CCSEC	Abattement en 2009	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2009	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2009	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2009	
GUADALOUPE	857 858 €	822 117 €	171 643 €	184 393 €	-530 843 €	-567 438 €	0 €	0 €	143 062 €	138 837 €	631 972 €	709 240 €	1 659 480 €
MARTINIQUE	453 854 €	468 039 €	115 902 €	124 664 €	-77 674 €	-86 134 €	205 876 €	311 873 €	44 281 €	45 184 €	294 874 €	314 284 €	1 022 894 €
REUNION	718 416 €	832 839 €	407 289 €	497 797 €	-507 188 €	-529 877 €	281 876 €	287 022 €	141 072 €	160 610 €	426 281 €	473 236 €	1 342 894 €
	2 029 614 €	3 037 270 €	162 993 €	178 209 €	-1 044 804 €	-1 270 507 €	0 €	0 €	308 180 €	330 798 €	468 528 €	528 647 €	2 187 017 €
TOTAL	4 041 644 €	5 208 086 €	467 733 €	521 962 €	-1 780 548 €	-2 054 450 €	0 €	0 €	541 562 €	712 309 €	1 360 610 €	2 007 821 €	7 428 630 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixés par arrêtés soumis à la CCSEC

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	FRANCHE 2007																
	Routes		Postes vacants 07 DDE services 07		Instituts de formation des professions paramédicales et de sage-femmes		Forfait d'examen		TOS au 31 août 2006		GTOS ayant opté		Action sociale ANT et titulaires ayant opté		1 % formation (TOS et OTOS)		
	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2009	Montant en 2009	Montant en 2009	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2009	Montant en 2009	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	
GUADELOUPE	5 571 812 €	1 789 962 €	1 40 865 €	1 928 046 €	639 840 €	649 007 €	369 821 €	377 621 €	0 €	0 €	0 €	815 €	924 €	1 885 €	1 924 €	1 924 €	
MAINTENON	3 331 978 €	71 714 €	64 959 €	76 979 €	188 337 €	174 128 €	343 917 €	351 050 €	0 €	0 €	0 €	2 075 €	2 118 €	1 564 €	1 597 €	1 597 €	
REUNION	8 893 091 €	32 619 €	186 830 €	39 828 €	509 942 €	674 129 €	1 022 306 €	1 043 597 €	0 €	0 €	0 €	3 028 €	3 783 €	5 183 €	5 201 €	5 201 €	
TOTAL																	
				2 339 174 €	1 868 942 €	1 985 494 €	2 120 782 €	2 164 871 €	0 €	0 €	0 €	10 824 €	19 744 €	8 432 €	8 512 €	8 512 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CDEC

Annexe n° 2

Le compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	FRANCHE 2007												Total Tranche 2007			
	Emplois vacants TOS 2006		Emplois vacants TOS 2007		Recrutement		Chômage (ANT et suppléance)		Dépenses de fonctionnement		ANT et emplois vacants TOS agricoles			Inventaire culturel (dépenses de fonctionnement/emplois vacants)		
	Montant provisoire	Montant en 2006	Montant provisoire	Montant en 2006	Montant provisoire	Montant en 2006	Montant provisoire	Montant en 2006	Montant provisoire	Montant en 2006	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté (pour les dépenses de fonctionnement)	Montant en 2006		Montant en 2009	Montant de la compensation définitive prévu par arrêté (pour les dépenses de fonctionnement)	Montant en 2009
GUIADELLOUPE	270 601 €	270 237 €	12 725 €	12 896 €	2 184 €	2 425 €	6 825 €	6 757 €	0 €	0 €	14 274 €	75 851 €	14 204 €	13 912 €	14 204 €	9 363 788 €
GUYANE	50 848 €	84 825 €	0 €	0 €	708 €	766 €	17 061 €	17 437 €	0 €	0 €	16 844 €	83 851 €	13 317 €	13 912 €	13 317 €	859 957 €
MARTINIQUE	178 428 €	182 142 €	0 €	0 €	2 391 €	2 682 €	20 043 €	20 043 €	7 128 €	7 128 €	123 864 €	128 567 €	12 742 €	12 742 €	12 742 €	9 082 360 €
REUNION	-897 879 €	-916 579 €	44 003 €	44 318 €	4 889 €	3 184 €	14 172 €	14 467 €	11 384 €	12 017 €	37 133 €	37 806 €	10 260 €	10 260 €	10 260 €	-84 389 €
TOTAL	-348 854 €	-363 274 €	67 728 €	67 394 €	8 363 €	11 048 €	67 828 €	69 131 €	17 792 €	18 743 €	298 277 €	302 447 €	74 881 €	74 881 €	74 881 €	16 780 614 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fléchés par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 2

Le compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	FRANCHE 2008													
	Personnels TOS ERZONION nationale											Montant en 2009		
	TOS avant opé au 31 août 2007		OTOS ayant opé au 31 août 2007		Action sociale stibulaires ayant opé		1% formation (GTOS et TOS)		Emplois vacants TOS		Emplois vacants GTOS		Frais de changement de résidence	
Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	
GUADÉLOUPE	3 224 650 €	3 224 650 €	0 €	0 €	0 277 €	0 277 €	15 178 €	15 178 €	120 869 €	120 869 €	42 238 €	42 238 €	26 134 €	26 134 €
GUYANE	1 793 658 €	1 793 658 €	0 €	0 €	4 520 €	4 520 €	8 291 €	8 291 €	31 275 €	31 275 €	43 847 €	43 847 €	10 527 €	10 527 €
MARTINIQUE	6 274 294 €	6 274 294 €	39 477 €	39 477 €	15 443 €	15 443 €	30 570 €	30 570 €	420 088 €	420 088 €	42 686 €	42 686 €	26 357 €	26 357 €
REUNION	1 521 867 €	1 521 867 €	0 €	0 €	5 216 €	5 216 €	9 674 €	9 674 €	358 070 €	358 070 €	130 192 €	130 192 €	18 401 €	18 401 €
TOTAL	12 814 843 €	12 814 843 €	39 477 €	39 477 €	34 628 €	34 628 €	62 913 €	62 913 €	1 128 341 €	1 128 341 €	285 764 €	285 764 €	81 430 €	81 430 €

Les montants figurant en gris correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation D.G.D.)

REGIONS	TRANCHE 2008										
	Personnels TOS agricoles					Personnels Invendus					
	Personnels TOS agricoles ayant opéré au 31 août 2007		Personnels OTOS agricoles après opéré au 31 août 2007		Postes vacants 2007		Postes vacants 2008		Personnels Invendus opéré au 31 août 2007		Postes vacants
Montant provision	Montant en 2008	Montant provision	Montant en 2009	Montant provision	Montant en 2009	Montant provision	Montant en 2009	Montant provision	Montant en 2009	Montant provision	Montant en 2009
GUIANE	305 053 €	305 053 €	3 715 €	3 715 €	50 627 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 208 €	1 208 €
MARTINIQUE	33 224 €	33 224 €	3 715 €	3 715 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 587 €	1 803 €	1 803 €
REUNION	0 €	0 €	3 715 €	3 715 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 305 €	5 305 €
TOTAL	428 122 €	428 122 €	11 325 €	11 325 €	50 627 €	0 €	0 €	0 €	97 687 €	9 806 €	9 806 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations définitivement fixées par arrêté soumis à la CCEC

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DCE)

REGIONS	TRANCHE 2008														Total Tranche 2008			
	Personnels des DCE																	
	Personnels des DCE ayant opéré au 31 août 2007		ISF		Dépenses de formation		Action sociale		Charges de vacances		Personnels non titulaires		Vacants immédiats (P.S.L., RD et RNIL)			Vacants de services (O/RD et RMI)		Dépenses de fonctionnement
Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2008	Montant provisoire	Montant en 2008	Montant provisoire	Montant en 2008	Montant provisoire	Montant en 2008	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	
GUAYANE	391 030 €	420 374 €	15 257 €	15 257 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 828 €	11 828 €	0 €	0 €	143 539 €	143 539 €	77 001 €	77 001 €	457 150 €	451 394 €
MARTINIQUE	1 735 343 €	1 735 343 €	21 355 €	21 355 €	4 780 €	4 780 €	4 780 €	14 079 €	14 079 €	0 €	0 €	240 178 €	240 178 €	186 823 €	186 823 €	95 755 €	95 755 €	
REUNION	764 391 €	843 030 €	35 814 €	35 814 €	4 780 €	4 780 €	4 780 €	28 908 €	28 908 €	0 €	0 €	383 704 €	383 704 €	243 824 €	243 824 €	843 300 €	843 321 €	
TOTAL	1 758 343 €	1 735 343 €	35 814 €	35 814 €	4 780 €	4 780 €	4 780 €	28 908 €	28 908 €	0 €	0 €	383 704 €	383 704 €	243 824 €	243 824 €	843 300 €	843 321 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêté soumis à la CCEC

Annexe n° 2

Le rattachement financier des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

RÉGIONS	TRANCHE 2009																			
	Personnels TOS																			
	Instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes		TOS exercés au 27 décembre 2007		OTOS exercés au 27 décembre 2007		Actions sociales titulaires ayant opté		1 % formation (OTOS et TOS)		TOS détachés d'office		Action sociale/détachés d'office		1 % formation (détachés d'office)		Postes vacants 2009 (optants et détachés)		Clause de sauvegarde "Postes disparus"	
Montant de la compensation définitive prévu par arrêté	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire	Montant en 2009	Montant provisoire
GUADALOUPE	-1 433 451 €	1 403 451 €	3 223 404 €	3 223 404 €	0 €	0 €	8 144 €	8 144 €	14 739 €	14 739 €	4 043 742 €	4 043 742 €	9 214 €	9 214 €	16 472 €	16 472 €	0 €	0 €	0 €	0 €
GUYANE	-35 637 €	35 637 €	423 164 €	423 164 €	0 €	0 €	1 067 €	1 067 €	1 820 €	1 820 €	513 909 €	513 909 €	1 144 €	1 144 €	2 082 €	2 082 €	0 €	0 €	0 €	0 €
MAINTENON	168 771 €	168 771 €	1 122 727 €	1 122 727 €	0 €	0 €	2 924 €	2 924 €	5 313 €	5 313 €	1 500 662 €	1 500 662 €	3 523 €	3 523 €	6 352 €	6 352 €	113 188 €	113 188 €	3 192 €	3 192 €
REUNION	297 800 €	297 800 €	2 515 146 €	2 515 146 €	43 926 €	43 926 €	5 873 €	5 873 €	10 265 €	10 265 €	23 394 853 €	23 394 853 €	60 490 €	60 490 €	82 107 €	82 107 €	232 207 €	232 207 €	0 €	0 €
TOTAL	-872 417 €	-872 417 €	7 264 441 €	7 264 441 €	43 926 €	43 926 €	17 983 €	17 983 €	32 268 €	32 268 €	30 083 171 €	30 083 171 €	84 371 €	84 371 €	117 244 €	117 244 €	356 098 €	356 098 €	0 €	0 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

FRANCHE 2005									
FAJ	CLIC	CODERPA	FSL	Fonds au- énergie	Convention de restauration	Conservation du patrimoine rural non protégé	Total franche 2005		
01	AIN	93 102 €	145 282 €	6 685 €	418 030 €	57 516 €	106 282 €	39 563 €	866 429 €
02	AISNE	246 500 €	307 742 €	9 201 €	556 751 €	245 885 €	120 270 €	29 767 €	1 516 216 €
03	ALLIER	72 078 €	128 848 €	8 089 €	332 490 €	87 637 €	37 728 €	37 728 €	686 669 €
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	28 607 €	97 963 €	11 709 €	328 308 €	43 967 €	48 331 €	94 263 €	653 078 €
05	ALPES ALPES	16 320 €	38 513 €	11 175 €	107 352 €	33 798 €	76 743 €	284 101 €	284 101 €
06	ALPES MARITIMES	224 109 €	281 682 €	15 450 €	1 712 778 €	90 190 €	29 324 176 €	29 324 176 €	2 324 176 €
07	ARDECHE	77 790 €	43 915 €	9 632 €	265 912 €	105 602 €	42 281 €	42 281 €	545 132 €
08	ARDENNES	50 999 €	49 074 €	3 121 €	376 993 €	120 409 €	27 539 €	94 263 €	724 398 €
09	ARIEGE	54 732 €	307 610 €	12 717 €	194 132 €	113 317 €	34 728 €	34 728 €	717 236 €
10	AUBE	93 296 €	150 928 €	10 305 €	334 514 €	109 003 €	52 066 €	52 066 €	750 210 €
11	AUDE	83 881 €	161 926 €	8 122 €	470 823 €	64 009 €	16 057 €	72 659 €	877 177 €
12	AVEYRON	60 769 €	0 €	9 632 €	363 943 €	34 361 €	38 872 €	72 761 €	580 128 €
13	BOUCHES DU RHONE	654 142 €	548 529 €	19 619 €	4 489 866 €	315 472 €	94 957 €	62 913 €	6 163 488 €
14	CATAL	104 024 €	81 018 €	8 573 €	963 071 €	83 136 €	318 392 €	48 160 €	1 646 374 €
15	CANTAL	80 856 €	111 485 €	10 501 €	182 981 €	47 941 €	34 728 €	34 728 €	468 476 €
16	CHARENTE	104 732 €	0 €	8 225 €	408 655 €	221 649 €	99 224 €	99 224 €	839 535 €
17	CHARENTE MARITIME	100 225 €	228 804 €	14 933 €	660 338 €	210 309 €	99 163 €	99 163 €	1 284 670 €
18	CHER	49 241 €	129 923 €	11 175 €	444 138 €	191 407 €	99 163 €	32 359 €	957 401 €
19	CORREZE	27 988 €	239 421 €	11 846 €	196 498 €	39 081 €	4 204 €	50 865 €	569 924 €
20	CORSE DU SUD	53 648 €	135 352 €	8 089 €	147 665 €	88 549 €	0 €	0 €	431 508 €
21	CORSE	51 059 €	142 150 €	4 233 €	221 253 €	44 495 €	0 €	0 €	463 790 €
22	COTE D'OR	72 398 €	295 864 €	9 017 €	684 871 €	146 359 €	99 224 €	99 224 €	1 314 833 €
23	COTES D'ARMOR	120 366 €	202 843 €	12 432 €	478 677 €	223 090 €	89 888 €	89 888 €	1 127 285 €
24	CREUSE	41 389 €	250 271 €	23 957 €	148 404 €	66 487 €	34 728 €	34 728 €	583 315 €
25	DORDOGNE	75 797 €	121 335 €	9 632 €	452 439 €	160 171 €	60 034 €	60 034 €	859 406 €
26	DROME	142 089 €	202 064 €	3 399 €	606 998 €	48 260 €	213 966 €	51 846 €	1 265 642 €
27	EURE	96 276 €	114 592 €	13 252 €	692 069 €	12 935 €	47 849 €	47 849 €	1 007 017 €
28	EURE ET LOIR	150 311 €	44 070 €	4 459 €	476 595 €	56 683 €	99 224 €	99 224 €	859 937 €
29	FINISTERE	240 272 €	139 479 €	4 298 €	1 037 643 €	220 766 €	30 685 €	76 019 €	1 749 063 €
30	GARD	185 992 €	365 100 €	9 019 €	1 182 045 €	83 910 €	19 404 €	47 916 €	1 873 387 €
31	GARONNE	302 750 €	122 685 €	7 043 €	1 506 702 €	210 306 €	38 976 €	81 525 €	2 269 987 €
32	GERES	22 516 €	139 925 €	9 275 €	129 059 €	139 895 €	105 235 €	47 513 €	487 185 €
33	GERONDE	356 835 €	364 755 €	12 272 €	1 787 874 €	467 254 €	182 739 €	29 767 €	3 123 952 €
34	HERAULT	280 320 €	422 836 €	23 031 €	1 628 900 €	69 378 €	182 739 €	96 833 €	2 703 037 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2005										
FAJ	CLIC	CODERPA	FSL	Fonds eau-énergie	Convention de restauration	Conservation du patrimoine rural non protégé	Total tranche 2005			
35	ILLE ET VILAINE	285 438 €	185 822 €	5 775 €	1 029 536 €	132 337 €	95 224 €	1 747 932 €		
36	INDRE	58 138 €	108 629 €	9 632 €	251 210 €	45 040 €	29 787 €	548 962 €		
37	INDRE ET LOIRE	129 473 €	124 684 €	9 632 €	820 371 €	126 372 €	81 631 €	1 490 293 €		
38	ISERE	365 253 €	204 359 €	7 254 €	1 360 493 €	97 387 €	77 093 €	2 282 353 €		
39	JURA	55 065 €	184 294 €	10 503 €	193 003 €	80 096 €	34 728 €	557 888 €		
40	LANDES	101 580 €	77 813 €	11 984 €	343 134 €	90 948 €	39 690 €	665 059 €		
41	LOIR ET CHER	116 821 €	173 089 €	6 022 €	265 094 €	30 545 €	99 224 €	910 890 €		
42	LOIRE	85 878 €	281 460 €	11 147 €	863 072 €	141 864 €	39 690 €	1 452 811 €		
43	HAUTE LOIRE	38 875 €	0 €	8 607 €	174 376 €	56 339 €	69 397 €	943 995 €		
44	LOIRE ATLANTIQUE	389 153 €	219 855 €	24 634 €	1 553 698 €	86 407 €	50 610 €	1 545 030 €		
45	LOIRET	247 636 €	189 269 €	10 810 €	683 144 €	174 866 €	29 787 €	2 283 414 €		
46	LOT	47 652 €	169 283 €	7 091 €	156 487 €	66 670 €	54 705 €	490 788 €		
47	LOT ET GARONNE	38 769 €	89 066 €	16 089 €	369 218 €	103 885 €	29 787 €	673 549 €		
48	LOZERE	4 050 €	98 071 €	18 293 €	79 287 €	16 901 €	34 026 €	250 637 €		
49	MAINE ET LOIRE	183 282 €	190 786 €	24 822 €	786 640 €	33 478 €	82 895 €	1 301 570 €		
50	MANCHE	126 107 €	131 643 €	7 074 €	418 612 €	95 448 €	42 250 €	894 377 €		
51	MARNE	93 997 €	201 100 €	5 133 €	659 245 €	51 407 €	29 787 €	1 111 571 €		
52	HAUTE MARNE	35 699 €	98 277 €	5 337 €	163 673 €	139 563 €	33 026 €	475 475 €		
53	MAYENNE	79 289 €	64 341 €	8 089 €	228 179 €	12 151 €	47 490 €	438 518 €		
54	MEURTHE ET MOSELLE	116 810 €	259 908 €	5 457 €	1 268 128 €	181 858 €	29 787 €	2 128 768 €		
55	MELUSE	49 749 €	40 709 €	6 300 €	183 813 €	150 772 €	227 837 €	1 278 768 €		
56	MORBHAN	123 084 €	100 468 €	4 907 €	674 427 €	133 731 €	45 165 €	770 591 €		
57	MOSELLE	124 542 €	160 264 €	9 632 €	1 171 145 €	206 357 €	49 854 €	988 269 €		
58	NIÈVRE	124 437 €	161 613 €	3 378 €	298 689 €	84 668 €	37 420 €	1 770 086 €		
59	NORD	701 350 €	364 677 €	10 503 €	4 221 787 €	629 994 €	74 862 €	747 417 €		
60	OISE	147 896 €	136 296 €	7 832 €	792 763 €	56 508 €	61 422 €	5 989 703 €		
61	ORNE	86 572 €	154 268 €	25 724 €	327 278 €	41 028 €	114 105 €	1 363 943 €		
62	PAS DE CALAIS	348 116 €	220 120 €	3 121 €	2 510 417 €	333 118 €	64 903 €	732 988 €		
63	PUY DE DOME	98 027 €	208 316 €	3 121 €	763 466 €	144 226 €	78 624 €	3 599 802 €		
64	PYRENEES ATLANTIQUES	238 009 €	177 431 €	14 492 €	767 014 €	105 129 €	89 302 €	1 306 774 €		
65	HAUTES PYRENEES	77 748 €	211 486 €	6 565 €	277 069 €	53 936 €	34 728 €	1 515 551 €		
66	PYRENEES ORIENTALES	169 459 €	77 640 €	22 632 €	825 415 €	105 075 €	62 607 €	1 287 471 €		
67	BAS RHIN	288 598 €	179 564 €	9 632 €	1 044 865 €	119 028 €	79 670 €	1 721 277 €		
68	HAUT RHIN	98 480 €	152 310 €	16 744 €	610 719 €	116 787 €	49 617 €	1 228 820 €		

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la COEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation ISCA et TIPP)

TRANCHE 2005										
FAJ	CLJC	CODERPA	FSL	Fonds eau-énergie	Convention de restauration	Conservation du patrimoine rural non protégé	Total tranche 2005			
69 RHONE	279 889 €	168 561 €	20 139 €	2 871 022 €	88 241 €	19 081 €	3 136 813 €			
70 HAUTE SAONE	45 831 €	117 759 €	8 348 €	205 134 €	27 317 €	70 772 €	475 202 €			
71 SAONE ET LOIRE	195 012 €	204 231 €	4 384 €	567 053 €	131 727 €	114 108 €	1 333 869 €			
72 SARTHE	163 918 €	274 461 €	21 737 €	565 568 €	86 037 €	117 164 €	1 358 465 €			
73 SAVOIE	66 076 €	138 834 €	8 727 €	468 990 €	49 278 €	67 715 €	789 417 €			
74 HAUTE SAVOIE	80 648 €	55 082 €	18 531 €	631 095 €	87 300 €	60 203 €	1 289 469 €			
75 PARIS	126 797 €	370 055 €	6 057 €	4 810 504 €	191 528 €	0 €	5 503 941 €			
76 SEINE MARITIME	245 363 €	238 625 €	11 841 €	1 792 371 €	528 813 €	116 092 €	3 022 200 €			
77 SEINE ET MARNE	138 404 €	191 478 €	9 893 €	1 134 615 €	263 716 €	200 190 €	1 977 935 €			
78 YVELINES	118 679 €	402 400 €	11 500 €	1 415 461 €	152 284 €	19 845 €	2 381 084 €			
79 DEUX SEVRES	99 277 €	117 149 €	9 830 €	311 886 €	111 449 €	40 447 €	589 637 €			
80 SOMME	110 569 €	207 164 €	3 121 €	855 103 €	92 087 €	29 787 €	1 297 781 €			
81 TARN	79 817 €	135 839 €	10 025 €	390 109 €	66 293 €	43 901 €	725 983 €			
82 TARN ET GARONNE	72 462 €	105 993 €	10 978 €	307 487 €	40 029 €	31 207 €	569 156 €			
83 VAR	195 210 €	245 832 €	14 316 €	1 137 549 €	124 174 €	29 787 €	1 822 500 €			
84 VAUCLUSE	118 821 €	206 684 €	15 891 €	881 741 €	101 748 €	194 708 €	1 385 872 €			
85 VENDEE	238 366 €	109 468 €	22 106 €	339 812 €	75 952 €	33 772 €	1 385 872 €			
86 VIENNE	74 154 €	218 667 €	11 099 €	404 906 €	95 677 €	39 690 €	787 121 €			
87 HAUTE VIENNE	111 789 €	338 948 €	17 713 €	572 077 €	161 730 €	69 582 €	1 304 130 €			
88 VOSGES	56 587 €	192 876 €	3 462 €	438 875 €	16 969 €	39 690 €	842 091 €			
89 YONNE	57 462 €	58 426 €	12 728 €	172 321 €	41 164 €	63 930 €	704 496 €			
90 TERRITOIRE DE BELFORT	195 922 €	268 537 €	10 928 €	1 848 822 €	16 969 €	14 884 €	357 975 €			
91 ESSONNE	89 430 €	264 488 €	9 877 €	1 002 911 €	64 349 €	19 845 €	2 359 021 €			
92 HAUTS DE SEINE	446 768 €	160 484 €	4 205 €	639 221 €	283 244 €	43 020 €	1 495 974 €			
93 SEINE SAINT DENIS	58 068 €	171 108 €	9 632 €	1 808 327 €	160 348 €	0 €	4 566 883 €			
94 VAL DE MARNE	95 614 €	144 634 €	11 810 €	1 928 788 €	88 348 €	0 €	2 361 953 €			
95 VAL D'OISE	13 486 200 €	16 917 484 €	1 033 905 €	80 330 365 €	11 578 405 €	6 843 007 €	1 889 039 €			
Total métropole	60 331 €	101 846 €	20 186 €	408 194 €	39 985 €	5 067 658 €	134 041 998 €			
971 GUADELOUPE	59 603 €	22 641 €	3 830 €	302 472 €	37 629 €	79 836 €	711 377 €			
972 MARTINIQUE	20 483 €	28 299 €	36 717 €	107 926 €	6 954 €	79 836 €	505 710 €			
973 GUYANE	251 294 €	84 713 €	6 954 €	628 716 €	93 131 €	79 836 €	273 591 €			
974 REUNION	391 711 €	247 529 €	67 487 €	1 448 007 €	170 645 €	319 342 €	1 154 044 €			
Total outre-mer	13 857 911 €	17 164 993 €	1 101 392 €	81 778 382 €	11 749 054 €	5 648 007 €	2 844 722 €			
TOTAL						5 387 000 €	136 888 719 €			

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la C.C.F.C.

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANSCHE 2006							
	Compensation suppression vignette automobile	STIF	FARPI	Non titulaires de droit public Education nationale	Crédits de suppléance Education nationale	Emplois aidés Education nationale	Total tranche 2006
01	AJAIN		-1 240 584 €	134 487 €	181 552 €	127 696 €	7 993 €
02	AINISNE		804 822 €	654 520 €	258 881 €	451 633 €	346 544 €
03	ALLIER		-1 268 090 €	-716 613 €	160 082 €	139 705 €	48 825 €
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE		-296 836 €	78 328 €	61 010 €	31 924 €	100 553 €
05	HAUTES ALPES		-246 448 €	19 582 €	44 634 €	31 924 €	58 468 €
06	ALPES MARITIMES		1 880 605 €	582 952 €	331 232 €	456 328 €	74 203 €
07	ARDECHE		-397 833 €	186 885 €	90 849 €	64 788 €	188 386 €
08	ARDENNES		-561 789 €	97 950 €	147 684 €	80 749 €	-143 316 €
09	ARIÈGE		-509 966 €	88 538 €	72 798 €	56 337 €	41 171 €
10	AUBE		-368 659 €	187 428 €	123 452 €	105 162 €	360 082 €
11	AUDE		-604 568 €	-710 978 €	118 956 €	125 818 €	131 977 €
12	AVEYRON		-461 591 €	175 244 €	104 571 €	22 535 €	285 285 €
13	BOUCHES DU RHONE		-3 103 873 €	470 233 €	602 718 €	734 256 €	2 810 093 €
14	CALVAIDOS		-1 382 331 €	470 233 €	258 387 €	172 767 €	593 480 €
15	CANTAL		-333 125 €	148 069 €	78 927 €	20 687 €	170 440 €
16	CHARENTE		-939 881 €	302 402 €	139 801 €	101 406 €	128 758 €
17	CHARENTE MARITIME		-1 465 116 €	444 752 €	221 940 €	208 569 €	204 333 €
18	CHER		-835 941 €	133 725 €	118 980 €	74 177 €	213 163 €
19	CORREZE		-647 728 €	258 858 €	120 878 €	48 825 €	148 013 €
20	CORSE DU SUD		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
21	HAUTE CORSE		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
22	COTE D'OR		1 303 948 €	1 134 635 €	186 634 €	198 198 €	73 238 €
23	COTES D'ARMOR		-1 251 212 €	247 851 €	214 108 €	7 512 €	625 382 €
24	CREUSE		1 655 988 €	358 669 €	59 948 €	28 168 €	-48 027 €
25	DORDOGNE		-300 412 €	266 522 €	143 648 €	110 795 €	262 950 €
26	DOUBS		-1 100 874 €	179 930 €	177 173 €	28 168 €	182 459 €
27	DROME		-804 053 €	192 781 €	150 312 €	65 726 €	652 059 €
28	EURE		-1 444 066 €	351 107 €	234 349 €	163 377 €	-38 784 €
29	EURE ET LOIR		-823 463 €	297 756 €	171 261 €	71 380 €	346 881 €
30	GARD		-1 647 622 €	390 964 €	265 735 €	101 406 €	638 491 €
31	HAUTE GARONNE		-1 298 048 €	337 448 €	219 849 €	339 839 €	454 418 €
32	HERAULT		-3 226 968 €	972 635 €	495 850 €	437 549 €	387 390 €
33	GERS		-538 126 €	97 514 €	117 969 €	22 535 €	-12 489 €
34	GIRONDE		-3 303 945 €	1 203 720 €	447 662 €	503 276 €	1 848 410 €
			-1 678 964 €	237 403 €	286 708 €	394 337 €	804 855 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2006							Total tranche 2006
Compensation suppression vignette automobile	STIF	FARPI	Non titulaires de droit public Education nationale	Crédits de suppléance Education nationale	Emplois aidés Education nationale	Total tranche 2006	
35 ILLE ET VILAINE		-1 602 103 €	487 468 €	276 806 €	33 802 €	1 154 133 €	
36 INDRRE		400 380 €	-458 348 €	93 840 €	36 880 €	141 354 €	
37 INDRRE ET LOIRE		1 268 013 €	-1 234 126 €	231 410 €	198 301 €	75 115 €	
38 ISERE		2 347 137 €	-2 363 660 €	332 083 €	389 722 €	202 813 €	
39 JURRA		360 154 €	-667 507 €	159 023 €	105 399 €	-11 267 €	
40 LANDES		552 676 €	-779 280 €	198 948 €	109 876 €	239 841 €	
41 LOIR ET CHER		528 293 €	-682 615 €	208 700 €	119 788 €	75 115 €	
42 LOIRE		1 336 157 €	-1 082 396 €	370 436 €	204 325 €	227 226 €	
43 HAUTE LOIRE		278 788 €	-315 925 €	148 089 €	78 073 €	16 901 €	
44 LOIRE ATLANTIQUE		1 728 195 €	-1 831 483 €	164 219 €	305 442 €	148 475 €	
45 LOIRET		1 527 025 €	-1 585 475 €	477 040 €	264 217 €	161 498 €	
46 LOT		252 760 €	-442 338 €	166 662 €	98 248 €	41 314 €	
47 LOT ET GARONNE		428 585 €	-623 256 €	148 308 €	103 111 €	108 646 €	
48 LOZERE		103 130 €	-127 253 €	147 253 €	44 305 €	73 238 €	
49 MAINE ET LOIRE		1 383 532 €	-1 899 725 €	59 858 €	44 305 €	18 901 €	
50 MANCHE		454 816 €	-1 173 609 €	344 390 €	193 231 €	112 673 €	
51 MARNE		1 605 140 €	-948 621 €	671 773 €	220 628 €	238 615 €	
52 HAUTE MARNE		292 938 €	-478 425 €	117 492 €	222 378 €	246 004 €	
53 MAYENNE		560 669 €	-544 417 €	28 374 €	106 232 €	33 802 €	
54 MEURTHE ET MOSELLE		272 744 €	-1 212 483 €	206 301 €	260 529 €	28 290 €	
55 MEUSE		1 071 174 €	-376 183 €	40 662 €	78 392 €	71 360 €	
56 MORBIHAN		1 921 113 €	-1 045 453 €	235 882 €	177 489 €	82 627 €	
57 MOSELLE		332 583 €	-488 743 €	38 164 €	411 570 €	16 901 €	
58 NIEVRE		5 633 409 €	-3 842 278 €	1 408 407 €	92 455 €	99 628 €	
59 NORD		483 €	-1 988 052 €	717 173 €	837 885 €	20 667 €	
60 OISE		481 311 €	-624 917 €	330 602 €	325 533 €	1 237 632 €	
61 ORNE		1 762 215 €	-2 174 778 €	525 542 €	124 338 €	370 884 €	
62 PAS DE CALAIS		1 207 219 €	-1 208 240 €	245 489 €	543 284 €	101 406 €	
63 PUY DE DOME		378 986 €	-1 148 543 €	166 791 €	239 361 €	905 145 €	
64 PYRENEES ATLANTIQUES		481 076 €	-462 765 €	29 374 €	171 563 €	95 772 €	
65 HAUTES PYRENEES		2 656 498 €	-734 784 €	147 283 €	108 129 €	82 627 €	
66 PYRENEES ORIENTALES		1 182 777 €	-1 988 256 €	345 456 €	134 109 €	45 089 €	
67 BAS RHIN			-1 005 958 €	509 639 €	298 143 €	202 813 €	
68 HAUT RHIN				208 807 €	65 726 €	189 011 €	
						828 981 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2006							
	Compensation suppression vignette automobile	STIF	FARPI	Non titulaires de droit public Education nationale	Crédits de suppléance Education nationale	Emplois aidés Education nationale	Total tranche 2006
68 RHONE	7 192 163 €		-2 330 247 €	557 101 €	480 815 €	84 505 €	5 964 337 €
70 HAUTE SAONE	222 990 €		-614 174 €	29 374 €	95 618 €	9 389 €	-258 803 €
71 SAONE ET LOIRE	851 033 €		-1 221 963 €	186 596 €	220 675 €	84 505 €	120 846 €
72 SARTHE	1 027 874 €		-1 226 574 €	98 023 €	189 581 €	101 405 €	190 110 €
73 SAVOIE	1 059 259 €		-968 913 €	432 565 €	144 822 €	39 436 €	708 889 €
74 HAUTE SAVOIE	1 245 820 €	26 289 860 €	-1 453 530 €	317 301 €	227 877 €	71 380 €	408 728 €
75 PARIS	8 356 817 €		-3 981 503 €	688 347 €	324 712 €	159 621 €	33 858 654 €
76 SEINE MARITIME	235 €		-2 850 058 €	704 710 €	485 828 €	415 014 €	-1 244 273 €
77 SEINE ET MARNE	2 477 095 €	551 239 €	-3 029 893 €	760 395 €	528 851 €	523 932 €	1 809 549 €
78 YVELINES	5 850 528 €	1 378 098 €	-2 874 263 €	786 786 €	548 842 €	172 787 €	5 862 796 €
79 DEUX SEVRES	898 919 €		-534 384 €	211 862 €	125 885 €	76 115 €	477 397 €
80 SOMME	732 569 €		-1 035 375 €	498 533 €	245 458 €	147 415 €	588 700 €
81 TARN	442 016 €		-762 419 €	88 122 €	137 319 €	108 917 €	13 956 €
82 TARN ET GARONNE	333 321 €		-470 319 €	29 374 €	82 528 €	11 287 €	-13 828 €
84 VAUCLUSE	979 328 €		-2 014 000 €	372 275 €	360 064 €	364 311 €	229 593 €
85 VENDEE	1 141 165 €		-864 936 €	107 704 €	189 631 €	152 109 €	543 834 €
86 VIENNE	638 721 €		-892 485 €	39 244 €	130 684 €	76 993 €	505 571 €
87 HAUTE VIENNE	903 051 €		-671 219 €	207 908 €	135 763 €	13 145 €	24 318 €
88 VOSGES	567 325 €		-891 714 €	315 731 €	150 381 €	41 314 €	528 743 €
89 YONNE	2 712 €		-808 178 €	148 866 €	186 178 €	105 182 €	207 354 €
90 TERRITOIRE DE BELFORT	125 939 €		-835 824 €	366 241 €	147 977 €	84 505 €	-234 389 €
91 ESSONNE	2 987 289 €	848 060 €	-2 14 842 €	58 748 €	44 522 €	15 023 €	29 690 €
92 HAUTS DE SEINE	14 564 463 €	6 698 674 €	-3 459 439 €	665 038 €	482 201 €	204 891 €	1 757 841 €
93 SEINE SAINT DENIS	3 791 719 €	3 243 830 €	-2 002 168 €	1 138 972 €	478 381 €	58 214 €	20 935 538 €
94 VAL DE MARNE	2 969 988 €	2 807 784 €	-1 528 960 €	1 372 680 €	640 705 €	471 352 €	7 865 276 €
95 VAL D'OISE	2 504 898 €	784 455 €	-2 301 215 €	875 890 €	445 395 €	322 986 €	4 856 924 €
	129 861 222 €	42 403 000 €	-115 713 690 €	30 412 211 €	21 158 096 €	14 918 917 €	123 039 796 €
971 GUADELOUPE	364 287 €		-87 418 €	27 418 €	153 232 €	923 923 €	1 401 444 €
972 MARTINIQUE	524 156 €		-450 657 €	276 403 €	184 063 €	454 450 €	968 435 €
973 GUYANE	285 664 €		-250 939 €	472 161 €	90 314 €	405 625 €	1 002 805 €
974 REUNION	1 459 772 €	0 €	-2 454 634 €	0 €	284 366 €	689 353 €	-16 917 €
	2 633 879 €	0 €	-3 223 668 €	775 980 €	702 025 €	2 467 551 €	3 355 767 €
TOTAL	132 495 100 €	42 403 000 €	-118 937 318 €	31 188 191 €	21 860 121 €	17 386 468 €	126 395 562 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement forcées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et T.I.P.P.)

		TRANCHE 2007									
		Personnels TOS					Personnels TOS				
	Routes Transfert 1er Janvier 2006 (gestion en 2006)	Assistants maternels	Forfait d'externat	TOS ayant opté au 31 août 2006	GTOS ayant opté au 31 août 2006	Action sociale ANT et titulaires ayant opté	1 % formation (GTOS et TOS)	Emplois vacants TOS 2006	Emplois vacants GTOS 2006		
01	AIN	3 889 422 €	361 893 €	1 138 366 €	5 689 418 €	23 907 €	21 785 €	36 327 €	546 651 €	32 482 €	
02	AISNE	2 661 054 €	272 546 €	698 750 €	3 211 405 €	62 549 €	12 732 €	20 526 €	453 505 €	0 €	
03	ALLIER	1 286 707 €	78 968 €	411 147 €	5 408 389 €	34 314 €	19 857 €	33 291 €	369 816 €	0 €	
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	1 315 461 €	26 216 €	114 045 €	1 248 327 €	0 €	4 867 €	7 510 €	184 823 €	32 387 €	
05	HAUTES ALPES	1 546 083 €	31 311 €	92 882 €	1 689 544 €	0 €	6 223 €	10 767 €	30 804 €	16 183 €	
06	ALPES MARITIMES	4 610 201 €	166 405 €	1 458 709 €	11 731 394 €	91 776 €	44 841 €	74 722 €	643 397 €	34 367 €	
07	ARDECHES	2 222 849 €	88 398 €	1 129 372 €	3 824 552 €	0 €	15 271 €	24 227 €	210 521 €	34 586 €	
08	ARDENNES	1 161 537 €	83 123 €	362 865 €	4 190 777 €	0 €	15 922 €	28 847 €	380 073 €	61 180 €	
09	ARIÈGE	178 055 €	37 405 €	179 135 €	1 688 883 €	0 €	6 359 €	10 488 €	11 605 €	9 084 €	
10	AUBE	2 924 828 €	69 535 €	89 676 €	329 166 €	1 713 429 €	16 677 €	30 850 €	290 880 €	28 485 €	
11	AUDE	2 132 174 €	88 736 €	491 696 €	4 947 721 €	36 359 €	12 902 €	21 194 €	162 468 €	32 003 €	
12	AVEYRON	758 282 €	358 707 €	4 057 425 €	3 318 423 €	0 €	81 977 €	150 774 €	1 344 767 €	266 768 €	
13	BOUCHES DU RHONE	3 161 739 €	282 138 €	1 054 063 €	3 318 423 €	0 €	12 802 €	13 918 €	165 182 €	0 €	
14	CALVAIDOS	1 277 356 €	66 338 €	1 510 585 €	6 446 209 €	28 808 €	25 603 €	40 989 €	798 959 €	0 €	
15	CANTAL	211 347 €	0 €	323 127 €	2 407 189 €	34 314 €	8 693 €	13 918 €	165 182 €	0 €	
16	CHARENTE	1 798 438 €	80 478 €	481 204 €	2 060 254 €	0 €	8 693 €	12 845 €	22 893 €	31 838 €	
17	CHARENTE MARITIME	335 368 €	335 368 €	674 035 €	6 747 894 €	0 €	27 021 €	43 453 €	415 705 €	64 603 €	
18	CHER	1 257 794 €	131 078 €	277 843 €	3 685 572 €	0 €	12 426 €	20 750 €	359 579 €	70 271 €	
19	CORREZE	2 126 738 €	76 249 €	252 818 €	3 153 558 €	68 811 €	13 098 €	21 118 €	201 727 €	0 €	
20	CORSE DU SUD	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
21	HAUTE CORSE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
22	COTE D'OR	3 164 892 €	258 789 €	723 333 €	5 979 423 €	107 705 €	25 478 €	43 445 €	400 079 €	20 729 €	
23	COTES D'ARMOR	838 105 €	246 491 €	2 052 253 €	5 609 847 €	63 080 €	21 333 €	35 381 €	338 910 €	72 654 €	
24	CREUSE	538 044 €	28 453 €	24 622 €	428 715 €	0 €	1 876 €	2 729 €	180 711 €	32 788 €	
25	DORDOGNE	1 319 194 €	96 309 €	481 407 €	4 683 785 €	33 089 €	18 071 €	29 760 €	208 562 €	64 539 €	
26	DUBAIS	1 474 776 €	216 918 €	909 584 €	4 619 348 €	33 089 €	18 071 €	30 325 €	938 961 €	0 €	
27	DROME	604 005 €	163 358 €	1 269 847 €	5 544 733 €	0 €	19 575 €	22 372 €	36 337 €	43 184 €	
28	EURE ET LOIR	2 707 217 €	239 377 €	800 327 €	3 986 339 €	0 €	13 496 €	20 533 €	675 808 €	67 212 €	
29	FINISTERE	1 560 685 €	174 078 €	742 833 €	2 883 489 €	0 €	11 713 €	18 012 €	205 883 €	52 286 €	
30	GARD	335 522 €	206 687 €	3 775 421 €	5 568 112 €	28 907 €	22 263 €	35 725 €	488 365 €	135 400 €	
31	HAUTE GARONNE	1 273 267 €	134 276 €	1 515 670 €	9 771 180 €	36 359 €	37 709 €	62 538 €	836 294 €	65 380 €	
32	GEERS	2 134 763 €	404 424 €	1 459 664 €	18 193 403 €	175 611 €	70 043 €	118 385 €	1 242 524 €	37 853 €	
33	GIRONDE	206 786 €	50 993 €	314 349 €	1 824 320 €	0 €	6 772 €	11 075 €	162 796 €	16 468 €	
34	HERAULT	2 479 113 €	513 282 €	2 229 233 €	8 045 312 €	31 042 €	35 230 €	51 959 €	253 385 €	32 732 €	
		3 472 768 €	234 822 €	1 567 445 €	9 702 582 €	81 825 €	37 807 €	63 178 €	693 512 €	65 390 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

		TRANCHE 2007									
		Personnels TOS					Personnels TOS				
	Routes Transfert 1er janvier 2006 (gestion en 2006)	Assistants maternels	Forfait d'externat	TOS ayant opté au 31 août 2006	GTOS ayant opté au 31 août 2006	Action sociale ANT et titulaires ayant opté	1 % formation (GTOS et TOS)	Emplois vacants 2006	Emplois vacants GTOS 2006		
35	ILLE ET VILAINE	1 346 138 €	4 104 130 €	11 621 578 €	128 159 €	45 319 €	75 045 €	333 780 €	46 234 €		
36	INDRE	1 519 108 €	80 885 €	218 996 €	0 €	1 510 €	2 115 €	232 986 €	32 098 €		
37	INDRE ET LOIRE	3 328 833 €	254 786 €	1 069 683 €	3 520 577 €	33 762 €	13 505 €	350 991 €	16 050 €		
38	ISERE	6 248 324 €	546 692 €	1 989 938 €	14 828 713 €	0 €	58 158 €	1 054 289 €	134 103 €		
39	JURA	2 395 689 €	113 814 €	855 682 €	3 179 684 €	33 099 €	12 810 €	20 689 €	0 €		
40	LANDES	2 830 228 €	87 759 €	380 361 €	1 645 254 €	34 069 €	10 816 €	75 581 €	0 €		
41	LOIR ET CHER	1 856 973 €	153 617 €	589 623 €	1 494 911 €	0 €	6 268 €	34 244 €	37 235 €		
42	LOIRE	1 668 568 €	0 €	316 825 €	2 203 443 €	8 162 956 €	59 103 €	31 668 €	9 884 €		
43	HAUTE LOIRE	1 376 660 €	74 330 €	1 107 353 €	1 190 488 €	0 €	4 621 €	6 900 €	0 €		
44	LOIRE ATLANTIQUE	612 870 €	5 400 109 €	12 677 311 €	57 672 €	47 747 €	81 921 €	103 587 €	38 153 €		
45	LOIRET	4 345 403 €	307 234 €	887 219 €	6 179 834 €	57 767 €	23 708 €	37 837 €	375 622 €		
46	LOT	1 841 568 €	47 156 €	296 202 €	1 635 600 €	28 156 €	6 592 €	10 301 €	7 974 €		
47	LOT ET GARONNE	1 010 842 €	99 437 €	628 121 €	1 745 974 €	28 603 €	6 963 €	11 065 €	0 €		
48	LOZERE	1 185 647 €	16 525 €	325 759 €	1 311 435 €	0 €	5 170 €	7 839 €	11 845 €		
49	MAINE ET LOIRE	2 806 068 €	335 688 €	3 823 859 €	7 815 793 €	0 €	29 052 €	49 747 €	369 583 €		
50	MANCHE	278 991 €	207 167 €	1 319 324 €	4 483 395 €	0 €	17 935 €	28 720 €	808 953 €		
51	MARNE	1 983 950 €	179 193 €	1 184 000 €	3 583 623 €	31 733 €	16 178 €	23 319 €	31 823 €		
52	HAUTE MARNE	873 269 €	97 989 €	1 191 319 €	1 351 903 €	0 €	5 307 €	8 440 €	121 808 €		
53	MAYENNE	1 848 345 €	132 357 €	268 288 €	1 204 983 €	0 €	13 039 €	22 453 €	16 122 €		
54	MEURTHE ET MOSELLE	1 726 559 €	204 290 €	1 202 847 €	8 486 735 €	98 387 €	31 313 €	52 927 €	298 874 €		
55	MEUSE	2 480 207 €	73 372 €	240 222 €	1 038 349 €	0 €	3 880 €	6 676 €	0 €		
56	MORBIHAN	1 298 931 €	241 536 €	3 878 958 €	7 176 589 €	87 259 €	27 607 €	46 217 €	498 268 €		
57	MOSELLE	1 633 916 €	401 087 €	1 324 780 €	4 950 583 €	65 178 €	20 873 €	31 685 €	908 335 €		
58	NIEVRE	2 480 207 €	86 789 €	219 788 €	3 608 844 €	35 157 €	13 753 €	23 790 €	188 740 €		
59	NORD	6 087 951 €	1 366 609 €	9 009 747 €	35 054 818 €	287 872 €	133 539 €	222 072 €	1 868 812 €		
60	OISE	3 105 936 €	384 762 €	1 365 577 €	8 833 590 €	57 445 €	35 255 €	96 687 €	735 990 €		
61	ORNE	2 034 653 €	84 881 €	751 729 €	2 858 676 €	29 248 €	12 175 €	18 676 €	187 704 €		
62	PAS DE CALAIS	4 451 308 €	531 026 €	2 951 761 €	23 380 091 €	54 881 €	85 710 €	148 217 €	831 498 €		
63	PUY DE DOME	2 443 477 €	251 608 €	1 313 396 €	2 977 706 €	38 969 €	11 859 €	18 477 €	344 209 €		
64	PYRENEES ATLANTIQUES	1 902 202 €	167 624 €	2 076 596 €	3 909 571 €	0 €	14 823 €	24 788 €	348 384 €		
65	HAUTES PYRENEES	892 351 €	44 918 €	426 785 €	2 073 731 €	34 631 €	7 094 €	12 216 €	23 209 €		
66	PYRENEES ORIENTALES	1 718 598 €	76 568 €	702 285 €	1 775 628 €	0 €	7 274 €	11 472 €	274 028 €		
67	BAS RHIN	3 265 302 €	433 986 €	1 290 146 €	13 100 600 €	135 272 €	50 702 €	84 725 €	978 481 €		
68	HAUT RHIN	1 978 274 €	188 784 €	1 320 718 €	9 975 952 €	0 €	40 287 €	65 241 €	583 787 €		

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHÉ 2007									
	Personnels TOS					Personnels Equipement			
	Emplois vacants TOS 2007	Recrutement	Chômage (ANT et suppléance)	Dépenses de fonctionnement	Postes vacants intermédiaires	Postes vacants 07 (RD/RNIL/Ponts)	Total tranche 2007		
01 AIN	48 819 €	2 809 €	15 101 €	5 469 €	213 795 €	545 356 €	12 568 729 €		
02 AISNE	93 086 €	3 221 €	22 418 €	6 554 €	314 625 €	541 988 €	8 374 954 €		
03 ALLIER	80 325 €	2 131 €	14 283 €	5 429 €	187 945 €	520 237 €	3 458 045 €		
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	62 231 €	938 €	6 676 €	2 871 €	243 982 €	531 531 €	3 781 724 €		
05 HAUTES ALPES	41 491 €	698 €	3 078 €	1 436 €	170 768 €	384 563 €	4 025 752 €		
06 ALPES MARITIMES	118 489 €	5 480 €	45 126 €	14 483 €	717 658 €	819 565 €	20 572 612 €		
07 ARDECHE	18 937 €	1 406 €	13 891 €	2 701 €	174 966 €	510 485 €	8 072 362 €		
08 ARDENNES	78 885 €	2 278 €	11 697 €	4 422 €	0 €	282 039 €	6 629 743 €		
09 ARIEGE	35 166 €	848 €	5 919 €	3 948 €	189 772 €	237 282 €	2 770 798 €		
10 AUBE	119 295 €	1 905 €	14 946 €	2 114 €	180 306 €	657 248 €	6 472 723 €		
11 AUDE	38 813 €	1 849 €	14 256 €	4 133 €	484 285 €	782 144 €	8 216 875 €		
12 AVEYRON	124 335 €	1 540 €	13 289 €	2 793 €	351 574 €	667 072 €	8 588 672 €		
13 BOUCHES DU RHONE	189 633 €	9 330 €	46 555 €	22 968 €	288 326 €	511 087 €	34 566 787 €		
14 CALVADOS	180 006 €	3 998 €	36 121 €	3 310 €	265 049 €	550 841 €	11 426 810 €		
15 CANTAL	58 330 €	1 260 €	11 031 €	3 216 €	212 840 €	428 555 €	3 945 772 €		
16 CHARENTE	89 236 €	2 260 €	21 580 €	2 312 €	192 845 €	525 515 €	3 542 034 €		
17 CHARENTE MARITIME	169 013 €	3 425 €	32 134 €	4 824 €	123 444 €	520 088 €	10 859 015 €		
18 CHER	32 939 €	1 611 €	11 425 €	5 668 €	144 279 €	398 141 €	6 410 470 €		
19 CORREZE	160 818 €	1 920 €	18 383 €	5 398 €	180 530 €	312 512 €	6 593 473 €		
20 CORSE DU SUD	0 €	0 €	0 €	0 €	122 041 €	194 884 €	341 862 €		
21 COTE D'OR	149 686 €	3 192 €	18 812 €	10 038 €	23 755 €	191 818 €	241 109 €		
22 COTES D'ARMOR	150 543 €	3 324 €	22 177 €	11 363 €	339 047 €	762 229 €	13 008 890 €		
23 CREUSE	98 223 €	925 €	6 166 €	2 351 €	234 898 €	271 548 €	9 973 026 €		
24 DORDOGNE	91 306 €	2 469 €	20 444 €	4 988 €	95 020 €	316 847 €	1 857 573 €		
25 DOUBS	125 889 €	2 757 €	17 165 €	4 918 €	201 818 €	322 908 €	7 557 656 €		
26 DROME	110 470 €	2 181 €	16 044 €	3 395 €	78 706 €	222 510 €	8 062 731 €		
27 Eure	83 571 €	3 626 €	28 175 €	5 222 €	204 024 €	260 287 €	8 460 720 €		
28 Eure et Loir	144 309 €	2 593 €	22 423 €	4 198 €	286 638 €	558 422 €	8 878 363 €		
29 FINISTERE	108 752 €	3 479 €	29 182 €	4 198 €	341 536 €	563 883 €	6 727 794 €		
30 GARD	84 348 €	3 402 €	26 820 €	7 873 €	158 011 €	467 978 €	11 439 842 €		
31 HAUTE GARONNE	457 688 €	6 606 €	38 267 €	26 029 €	283 401 €	290 031 €	14 260 068 €		
32 GERS	69 578 €	1 361 €	8 919 €	1 937 €	84 843 €	585 319 €	25 239 186 €		
33 GIRONDE	357 383 €	6 998 €	80 078 €	19 804 €	968 612 €	477 784 €	14 592 206 €		
34 HERAULT	143 404 €	4 348 €	24 801 €	10 758 €	240 453 €	559 749 €	18 902 736 €		

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHÉ 2007						
	Personnels TOS			Personnels Equipement		Total tranche 2007
	Emplois vacants TOS 2007	Recrutement	Chômage (ANT et suppléance)	Dépenses de fonctionnement	Postes vacants intermédiaires	
35 ILLE ET VILAINE	24 430 €	4 019 €	38 027 €	15 204 €	65 616 €	215 373 €
36 INDRÉ	122 330 €	1 339 €	7 502 €	2 624 €	181 441 €	7 502 €
37 INDRÉ ET LOIRE	76 867 €	3 045 €	20 564 €	4 368 €	394 209 €	373 102 €
38 ISERE	224 055 €	5 094 €	34 730 €	13 278 €	357 903 €	449 499 €
39 JURIA	92 690 €	1 648 €	12 776 €	2 499 €	326 868 €	1 068 876 €
40 LANDES	48 775 €	1 777 €	15 021 €	5 770 €	118 175 €	448 127 €
41 LOIR ET CHER	58 033 €	1 714 €	15 307 €	3 044 €	60 121 €	312 724 €
42 LOIRE	135 778 €	3 162 €	27 705 €	9 569 €	289 543 €	230 889 €
43 HAUTE LOIRE	15 748 €	1 172 €	10 766 €	2 715 €	262 883 €	421 648 €
44 LOIRE ATLANTIQUE	47 772 €	4 708 €	22 313 €	14 115 €	430 495 €	571 698 €
45 LOIRET	127 089 €	3 928 €	35 235 €	9 717 €	122 894 €	639 846 €
46 LOT	120 375 €	1 193 €	11 278 €	3 277 €	243 028 €	481 903 €
47 LOT ET GARONNE	70 851 €	1 595 €	12 090 €	5 770 €	190 040 €	437 089 €
48 LOZERE	89 928 €	684 €	8 297 €	1 248 €	318 153 €	425 744 €
49 MAINE ET LOIRE	111 150 €	3 414 €	27 196 €	5 515 €	261 305 €	413 173 €
50 MANCHE	89 405 €	3 462 €	43 312 €	7 935 €	310 393 €	488 382 €
51 MARNE	8 276 €	1 651 €	10 756 €	4 087 €	223 890 €	722 453 €
52 HAUTE MARNE	50 577 €	1 432 €	5 784 €	4 156 €	190 040 €	315 436 €
53 MAYENNE	149 429 €	3 940 €	21 994 €	8 144 €	167 863 €	383 033 €
54 MEURTHE ET MOSELLE	89 849 €	1 208 €	5 842 €	2 364 €	169 190 €	383 236 €
55 MEUSE	63 041 €	2 665 €	19 689 €	6 787 €	301 543 €	415 049 €
56 MORBIHAN	332 035 €	6 375 €	49 735 €	10 629 €	368 023 €	482 073 €
57 MOSELLE	70 135 €	1 623 €	6 943 €	4 575 €	235 704 €	507 678 €
58 NIEVRE	294 985 €	11 877 €	105 197 €	33 132 €	6 564 €	455 579 €
59 NORD	136 189 €	4 861 €	48 898 €	5 481 €	75 934 €	828 079 €
60 OISE	44 924 €	1 924 €	21 999 €	6 564 €	180 040 €	248 888 €
61 ORNE	230 071 €	6 025 €	50 546 €	20 281 €	535 920 €	299 078 €
62 PAS DE CALAIS	195 353 €	3 468 €	22 518 €	6 429 €	356 325 €	776 537 €
63 PUY DE DOME	143 178 €	2 671 €	15 788 €	4 888 €	67 821 €	580 245 €
64 PYRENEES ATLANTIQUES	84 397 €	1 138 €	4 890 €	3 277 €	121 880 €	300 884 €
65 HAUTES PYRENEES	37 054 €	1 920 €	13 028 €	2 484 €	197 614 €	296 711 €
66 HAUTES PYRENEES ORIENTALES	188 625 €	5 138 €	32 484 €	15 825 €	193 306 €	245 124 €
67 BAS RHIN	37 723 €	3 471 €	35 447 €	8 833 €	142 530 €	487 677 €
68 HAUT RHIN						313 463 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

		TRANCHE 2007					
		Personnels TOS			Personnels Equipement		
	Emplois vacants TOS 2007	Recrutement	Chômage (ANT et suppléance)	Dépenses de fonctionnement	Postes vacants Intermédiaires	Postes vacants 07 Equipement transfert service 07(RD/RNIL/Ponts)	Total tranche 2007
69	RHONE	178 766 €	7 131 €	48 876 €	13 875 €	208 711 €	374 986 €
70	HAUTE SAONE	28 535 €	1 483 €	5 939 €	2 169 €	142 530 €	308 815 €
71	SAONE ET LOIRE	79 905 €	3 638 €	20 183 €	11 413 €	189 857 €	448 369 €
72	SARTHE	61 804 €	3 114 €	14 245 €	5 014 €	314 986 €	485 586 €
73	SAVOIE	89 935 €	2 342 €	28 252 €	4 706 €	628 339 €	13 322 144 €
74	HAUTE SAVOIE	11 046 €	3 526 €	26 213 €	6 887 €	201 121 €	598 223 €
75	PARIS	47 622 €	5 381 €	49 388 €	15 555 €	0 €	15 822 683 €
76	SEINE MARITIME	257 823 €	7 618 €	57 288 €	10 871 €	145 435 €	482 750 €
77	SEINE ET MARNE	17 349 €	6 046 €	61 596 €	23 374 €	203 072 €	17 469 548 €
78	YVELINES	369 513 €	6 412 €	63 990 €	27 984 €	74 170 €	322 334 €
79	DEUX SEVRES	26 586 €	1 939 €	63 990 €	27 984 €	74 170 €	305 473 €
80	SOMME	55 584 €	3 364 €	16 241 €	3 006 €	190 040 €	360 808 €
81	TARN	95 375 €	1 750 €	9 619 €	6 554 €	116 019 €	312 306 €
82	TARN ET GARONNE	164 177 €	1 103 €	4 785 €	3 277 €	236 065 €	476 557 €
83	VAR	111 723 €	5 260 €	34 162 €	15 083 €	90 269 €	281 887 €
84	VAUCLUSE	143 609 €	2 622 €	13 223 €	5 742 €	201 872 €	379 238 €
85	VENDÉE	67 446 €	2 063 €	8 181 €	5 409 €	71 265 €	215 373 €
86	VIENNE	68 834 €	2 084 €	16 487 €	2 312 €	261 305 €	560 297 €
87	HAUTE VIENNE	249 808 €	2 316 €	22 463 €	2 312 €	71 265 €	333 287 €
88	VOGGES	168 304 €	2 507 €	14 768 €	3 898 €	166 285 €	360 908 €
89	YONNE	48 563 €	2 279 €	24 817 €	6 953 €	161 534 €	290 340 €
90	TERRITOIRE DE BELFORT	34 551 €	687 €	4 956 €	2 820 €	47 510 €	419 407 €
91	ESSONNE	165 888 €	7 724 €	56 930 €	27 984 €	47 510 €	118 775 €
92	HAUTS DE SEINE	224 376 €	6 584 €	75 558 €	10 928 €	36 422 €	131 442 €
93	SEINE SAINT DENIS	169 124 €	8 149 €	91 823 €	10 928 €	282 700 €	23 069 253 €
94	VAL DE MARNE	196 704 €	6 748 €	63 288 €	11 488 €	1 017 228 €	282 700 €
95	VAL D'OISE	486 059 €	7 647 €	61 735 €	16 534 €	161 957 €	77 149 €
	Total métropole	11 232 730 €	320 891 €	2 460 537 €	19 795 €	268 679 €	333 696 €
971	GUADELOUPE	153 556 €	2 410 €	8 653 €	789 532 €	21 273 960 €	40 634 559 €
972	MARTINIQUE	314 284 €	2 611 €	21 133 €	4 457 €	74 170 €	150 104 €
973	GUYANE	288 046 €	1 514 €	27 672 €	3 209 €	0 €	47 510 €
974	REUNION	315 044 €	5 316 €	16 136 €	0 €	0 €	10 042 €
	Total outre-mer	1 101 030 €	11 751 €	73 596 €	9 549 €	124 636 €	245 189 €
	TOTAL	12 333 760 €	332 642 €	2 534 155 €	7 867 47 €	21 472 966 €	41 087 404 €
							1 047 214 288 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2008										
Personnels TOS										
TOS ayant opté au 31 août 2007	GTS opté au 31 août 2007	Action sociale tréviaires ayant opté	1 % formation (GTS et TOS)	Emplois vacants TOS (2007)	Emplois vacants GTS (2007)	Frais de changement de résidence	Congés bonifiés	Frais de fonctionnement		
01 AIN	1 794 408 €	0 €	8 170 €	11 312 €	47 844 €	21 230 €	781 €	9 695 €	1 227 €	0 €
02 AISNE	5 859 461 €	0 €	20 436 €	36 959 €	338 103 €	45 988 €	1 283 €	0 €	2 961 €	0 €
03 ALLIER	7 48 604 €	34 112 €	2 558 €	4 828 €	118 611 €	30 357 €	1 590 €	0 €	1 790 €	0 €
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	1 413 062 €	0 €	4 899 €	8 800 €	72 086 €	3 057 €	411 €	0 €	218 €	0 €
05 ALPES ALPES	284 079 €	0 €	998 €	1 772 €	98 002 €	9 170 €	306 €	0 €	652 €	0 €
06 ALPES MARITIMES	4 428 221 €	0 €	14 847 €	26 560 €	143 832 €	49 119 €	2 040 €	24 082 €	2 400 €	0 €
07 ARDECHE	2 277 618 €	0 €	961 €	1 775 €	23 854 €	0 €	449 €	0 €	0 €	0 €
08 ARDENNES	2 868 213 €	0 €	9 921 €	17 825 €	244 880 €	10 219 €	1 032 €	0 €	619 €	0 €
09 ARIEGE	670 178 €	0 €	2 225 €	4 129 €	46 851 €	28 931 €	477 €	0 €	0 €	0 €
10 AUBE	3 895 573 €	0 €	13 807 €	24 395 €	106 148 €	34 078 €	864 €	1 177 €	1 763 €	0 €
11 AUDE	1 775 554 €	0 €	2 503 €	4 568 €	59 062 €	14 314 €	1 433 €	0 €	944 €	0 €
12 AVEYRON	1 147 933 €	0 €	3 883 €	7 173 €	94 036 €	30 287 €	869 €	0 €	1 776 €	0 €
13 BOUCHES DU RHONE	4 568 637 €	0 €	14 865 €	26 934 €	264 090 €	117 159 €	4 066 €	8 114 €	6 414 €	0 €
14 CALVADOS	3 996 988 €	0 €	13 823 €	25 240 €	271 851 €	100 618 €	2 826 €	5 084 €	5 422 €	0 €
15 CANTAL	786 144 €	0 €	2 614 €	4 794 €	94 351 €	30 357 €	633 €	1 534 €	1 750 €	0 €
16 CHARENTE	4 168 651 €	0 €	14 385 €	26 012 €	70 654 €	41 245 €	667 €	1 180 €	1 926 €	0 €
17 CHARENTE MARITIME	3 182 990 €	0 €	11 050 €	20 002 €	234 735 €	40 537 €	1 019 €	1 224 €	2 105 €	0 €
18 CHER	1 029 465 €	0 €	3 439 €	6 249 €	47 025 €	7 063 €	1 224 €	1 534 €	1 354 €	0 €
19 CORREZE	2 078 618 €	0 €	7 088 €	13 093 €	187 072 €	0 €	3 524 €	3 031 €	0 €	0 €
20 CORSE DU SUD	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
21 HAUTE CORSE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
22 COTE D'OR	2 802 402 €	0 €	9 460 €	17 332 €	247 512 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
23 COTES D'ARMOR	4 138 263 €	0 €	14 067 €	25 422 €	243 319 €	0 €	973 €	2 721 €	0 €	0 €
24 CREUSE	1 495 826 €	0 €	5 289 €	9 678 €	164 353 €	0 €	3 185 €	1 525 €	0 €	0 €
25 DORDOGNE	1 673 685 €	0 €	5 871 €	10 756 €	189 284 €	14 650 €	1 698 €	0 €	0 €	0 €
26 DOUBS	3 904 073 €	0 €	11 652 €	21 126 €	212 368 €	32 188 €	414 €	3 068 €	944 €	0 €
27 DROME	1 148 378 €	0 €	3 931 €	7 104 €	212 883 €	14 972 €	697 €	1 533 €	974 €	0 €
28 EURE ET LOIR	6 638 581 €	0 €	22 384 €	40 131 €	331 240 €	91 931 €	719 €	14 705 €	5 932 €	0 €
29 FINISTERE	2 086 630 €	0 €	7 227 €	13 080 €	235 459 €	48 208 €	1 872 €	24 807 €	4 451 €	0 €
30 GARD	4 388 733 €	0 €	15 174 €	27 282 €	203 159 €	0 €	3 933 €	0 €	0 €	0 €
31 HAUTE GARONNE	1 863 338 €	62 732 €	6 516 €	11 951 €	399 237 €	62 307 €	2 635 €	0 €	1 228 €	0 €
32 GERS	2 252 064 €	28 182 €	7 791 €	14 417 €	70 277 €	16 278 €	768 €	12 781 €	4 548 €	0 €
33 GIRONDE	7 981 282 €	53 702 €	27 621 €	50 545 €	732 217 €	0 €	7 527 €	3 904 €	847 €	0 €
34 HERAULT	2 544 319 €	0 €	8 890 €	16 268 €	185 373 €	19 180 €	3 968 €	0 €	1 265 €	0 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la COEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHÉES 2008										
Personnels TOS										
	TOS ayant opté au 31 août 2007	GTOS ayant opté au 31 août 2007	Action sociale titulaires ayant opté	1 % formation (GTOS et TOS)	Emplois vacants TOS (2007)	Emplois vacants GTOS (2007)	Frais de changement de résidence	Compés bonifiés	Frais de fonctionnement	
35	ILLE ET VILAINE	959 807 €	0 €	3 223 €	5 758 €	59 384 €	0 €	3 851 €	0 €	0 €
36	INDRE	1 432 016 €	0 €	4 865 €	8 971 €	211 946 €	1 018 €	0 €	0 €	3 339 €
37	INDRE ET LOIRE	4 227 340 €	0 €	14 852 €	26 896 €	141 074 €	2 315 €	1 183 €	10 383 €	4 113 €
38	ISERE	3 734 108 €	0 €	12 848 €	23 324 €	70 961 €	1 947 €	10 383 €	0 €	2 338 €
39	JURA	1 120 973 €	0 €	3 951 €	7 131 €	188 420 €	26 335 €	0 €	0 €	1 479 €
40	LANDES	2 701 866 €	0 €	8 300 €	17 020 €	118 219 €	1 911 €	1 536 €	0 €	0 €
41	LOIR ET CHER	2 582 578 €	0 €	8 004 €	16 396 €	184 987 €	1 303 €	1 534 €	2 720 €	3 458 €
42	LOIRE	880 357 €	31 858 €	2 915 €	5 471 €	141 922 €	0 €	2 720 €	0 €	1 790 €
43	HAUTE LOIRE	2 281 972 €	0 €	7 616 €	13 915 €	23 588 €	875 €	0 €	0 €	1 790 €
44	LOIRE ATLANTIQUE	2 387 233 €	34 432 €	8 346 €	15 277 €	204 129 €	1 898 €	4 734 €	1 898 €	1 898 €
45	LOIRET	3 877 293 €	33 585 €	13 403 €	24 400 €	330 512 €	43 426 €	2 985 €	17 618 €	2 625 €
46	LOT	1 440 567 €	0 €	4 990 €	9 176 €	94 036 €	673 €	0 €	0 €	1 692 €
47	LOT ET GARONNE	2 000 342 €	0 €	6 758 €	12 437 €	118 554 €	0 €	1 715 €	1 538 €	0 €
48	LOZERE	348 176 €	0 €	1 210 €	2 199 €	82 667 €	0 €	0 €	0 €	944 €
49	MAINE ET LOIRE	1 898 036 €	0 €	6 399 €	11 624 €	185 595 €	0 €	0 €	0 €	1 519 €
50	MANCHE	4 540 949 €	0 €	15 727 €	28 678 €	158 018 €	2 419 €	2 723 €	5 436 €	3 950 €
51	MARNE	5 484 448 €	0 €	19 515 €	34 918 €	189 451 €	1 565 €	1 177 €	2 703 €	2 440 €
52	HAUTE MARNE	3 217 963 €	31 377 €	11 032 €	19 751 €	7 389 €	749 €	0 €	0 €	1 020 €
53	MAYENNE	570 893 €	34 432 €	2 075 €	3 797 €	47 433 €	308 €	2 718 €	2 703 €	949 €
54	MEURTHE ET MOSELLE	3 710 810 €	0 €	12 725 €	22 856 €	424 088 €	28 515 €	856 €	1 181 €	3 314 €
55	MEUSE	2 507 934 €	0 €	8 405 €	15 238 €	212 175 €	262 €	1 531 €	1 531 €	1 790 €
56	MORBHAN	879 179 €	0 €	2 013 €	3 613 €	118 118 €	0 €	2 544 €	1 177 €	0 €
57	MOSELLE	8 729 434 €	0 €	28 794 €	53 803 €	589 375 €	88 952 €	1 385 €	5 075 €	6 534 €
58	NIEVRE	1 222 010 €	0 €	4 229 €	7 809 €	176 412 €	0 €	456 €	0 €	0 €
59	NORD	2 224 861 €	35 330 €	7 444 €	13 582 €	428 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €
60	OISE	3 588 746 €	0 €	12 738 €	22 826 €	376 301 €	1 815 €	130 €	1 184 €	2 186 €
61	ORNE	1 985 503 €	0 €	6 777 €	12 341 €	96 333 €	376 301 €	1 815 €	6 252 €	5 711 €
62	PAS DE CALAIS	2 692 908 €	0 €	8 770 €	16 089 €	120 896 €	18 510 €	1 355 €	1 537 €	961 €
63	PIY DE DOMIE	7 387 861 €	29 783 €	25 487 €	45 460 €	452 354 €	87 €	1 184 €	1 184 €	1 391 €
64	PYRENEES ATLANTIQUES	2 735 864 €	0 €	9 511 €	17 342 €	282 919 €	2 989 €	2 586 €	1 534 €	3 581 €
65	HAUTES PYRENEES	1 080 572 €	0 €	3 784 €	7 020 €	70 611 €	21 740 €	642 €	1 184 €	1 888 €
66	PYRENEES ORIENTALES	2 631 404 €	0 €	8 788 €	16 021 €	106 311 €	34 638 €	4 264 €	0 €	2 577 €
67	BAS RHIN	2 138 071 €	0 €	7 112 €	13 075 €	269 184 €	604 €	6 988 €	0 €	2 286 €
68	HAUT RHIN	485 885 €	0 €	1 654 €	3 006 €	70 686 €	29 730 €	408 €	8 878 €	1 181 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2008										
Personnels TOS										
TOS ayant opté au 31 août 2007	GROS ayant opté au 31 août 2007	Action sociale Mutualités ayant opté	1 % formation (GROS et TOS)	Emplois vacants TOS (2007)	Emplois vacants GTOS (2007)	Frais de changement de résidence	Congés bonifiés	Frais de fonctionnement		
69 RHONE	5 403 742 €	55 486 €	18 578 €	34 190 €	978 795 €	59 004 €	1 983 €	41 883 €	4 796 €	
70 HAUTE SAONE	1 887 857 €	0 €	6 886 €	12 133 €	141 315 €	26 335 €	230 €	0 €	1 473 €	
71 SAONE ET LOIRE	2 748 538 €	0 €	9 460 €	17 265 €	165 009 €	0 €	1 043 €	1 536 €	0 €	
72 SARTHE	1 363 139 €	0 €	4 471 €	8 161 €	363 197 €	26 397 €	671 €	3 551 €	0 €	
73 SAVOIE	562 124 €	0 €	1 930 €	3 499 €	118 288 €	0 €	748 €	1 533 €	1 898 €	
74 HAUTE SAVOIE	500 703 €	0 €	1 868 €	3 019 €	0 €	-1 947 €	1 127 €	7 867 €	1 947 €	
75 PARIS	6 018 483 €	0 €	19 793 €	36 163 €	147 730 €	175 183 €	14 529 €	309 468 €	16 088 €	
76 SEINE MARITIME	13 467 107 €	0 €	44 651 €	80 003 €	402 149 €	71 366 €	1 472 €	10 962 €	3 955 €	
77 SEINE ET MARNE	12 141 186 €	34 218 €	40 242 €	72 892 €	320 133 €	44 153 €	7 095 €	45 860 €	7 170 €	
78 YVELINES	12 464 690 €	0 €	42 002 €	75 983 €	985 370 €	42 030 €	4 425 €	58 841 €	7 868 €	
79 DEUX SEVRES	1 073 854 €	0 €	3 741 €	6 731 €	93 781 €	17 510 €	588 €	1 180 €	875 €	
80 SOMME	2 059 942 €	0 €	7 131 €	13 002 €	227 959 €	40 836 €	1 340 €	5 450 €	2 861 €	
81 TARN	2 108 730 €	34 590 €	7 495 €	13 818 €	117 129 €	117 129 €	987 €	5 450 €	444 €	
82 TARN ET GARONNE	631 311 €	0 €	2 166 €	4 002 €	187 498 €	16 399 €	622 €	0 €	2 308 €	
83 VAR	5 963 107 €	0 €	18 161 €	33 184 €	311 580 €	29 344 €	1 959 €	12 396 €	2 400 €	
84 VAUCLUSE	4 082 724 €	0 €	13 459 €	24 369 €	263 069 €	38 018 €	1 148 €	1 527 €	2 397 €	
85 VENDEE	1 553 778 €	28 789 €	5 316 €	9 622 €	192 271 €	-1 898 €	445 €	2 367 €	1 898 €	
86 VIENNE	3 910 064 €	0 €	13 617 €	24 471 €	187 855 €	36 035 €	620 €	2 711 €	1 751 €	
87 HAUTE VIENNE	4 151 001 €	39 321 €	14 555 €	27 047 €	350 759 €	0 €	4 198 €	4 289 €	0 €	
88 VOSGES	3 965 802 €	0 €	13 500 €	24 551 €	589 375 €	96 653 €	545 €	1 181 €	3 133 €	
89 YONNE	1 978 684 €	0 €	6 801 €	11 979 €	117 720 €	0 €	652 €	1 536 €	0 €	
90 TERRITOIRE DE BELFORT	75 953 €	0 €	275 €	480 €	70 658 €	0 €	106 €	3 068 €	0 €	
91 ESSONNE	7 365 104 €	0 €	23 972 €	43 771 €	418 569 €	57 976 €	4 083 €	78 162 €	5 745 €	
92 HAUTS DE SEINE	10 898 165 €	0 €	35 585 €	64 400 €	542 379 €	104 021 €	3 483 €	88 560 €	15 552 €	
93 SEINE SAINT DENIS	14 929 939 €	0 €	49 815 €	89 938 €	468 163 €	103 148 €	7 111 €	119 360 €	13 958 €	
94 VAL DE MARNE	10 804 071 €	0 €	35 744 €	64 430 €	370 377 €	48 076 €	5 830 €	135 222 €	7 550 €	
95 VAL D'OISE	14 401 403 €	28 443 €	48 329 €	87 035 €	961 949 €	56 550 €	4 022 €	54 115 €	11 127 €	
Total métropole	322 118 700 €	630 472 €	1 094 354 €	1 966 871 €	20 826 499 €	2 964 809 €	174 868 €	1 208 930 €	242 705 €	
971 GUADELOUPE	2 716 450 €	0 €	7 073 €	12 858 €	273 472 €	47 239 €	28 837 €	0 €	0 €	
972 MARTINIQUE	6 182 470 €	0 €	19 368 €	29 984 €	811 450 €	85 372 €	27 696 €	0 €	0 €	
973 GUYANE	2 181 502 €	0 €	5 674 €	10 183 €	62 549 €	65 034 €	22 510 €	0 €	0 €	
974 REUNION	2 921 579 €	0 €	9 974 €	16 906 €	587 189 €	39 377 €	20 954 €	0 €	2 410 €	
Total outre-mer	14 002 000 €	0 €	39 096 €	69 831 €	1 734 660 €	232 022 €	99 998 €	0 €	2 410 €	
TOTAL	336 120 700 €	630 472 €	1 133 440 €	2 036 802 €	22 561 159 €	3 216 832 €	274 866 €	1 208 930 €	245 115 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la COECC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

		TRANCHÉ 2008										
		Personnels Equipement										
Routes Transfert 1er janvier 2007 (gestion en 2007)	Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2007 (transfert services 07 RDR/NIL/FSL)	ISF	Dépenses de formation	Action sociale	Charges de vacations	Personnels non titulaires	Vacants intermédiaires (FSL, RD, RNIL, voies d'eau)					
01 AIN	0 €	6 732 844 €	611 298 €	38 008 €	23 432 €	102 847 €	33 148 €	621 894 €				
02 AISNE	0 €	2 286 350 €	456 708 €	27 950 €	7 510 €	17 057 €	0 €	550 224 €				
03 ALLIER	0 €	8 066 868 €	338 331 €	30 041 €	28 365 €	18 759 €	54 959 €	317 560 €				
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	0 €	3 103 640 €	380 323 €	28 187 €	10 689 €	115 422 €	3 177 €	723 973 €				
05 HAUTES ALPES	0 €	2 324 571 €	288 618 €	20 348 €	7 002 €	64 755 €	6 093 €	688 856 €				
06 ALPES MARITIMES	182 861 €	11 285 685 €	532 907 €	40 447 €	36 036 €	43 414 €	179 628 €	903 537 €				
07 ARDECHE	55 662 €	7 519 558 €	408 495 €	33 105 €	25 149 €	49 905 €	38 245 €	538 176 €				
08 ARDENNES	0 €	5 487 175 €	405 319 €	20 944 €	17 753 €	23 455 €	20 520 €	333 197 €				
09 ARIEGE	0 €	3 182 975 €	367 685 €	19 608 €	10 730 €	11 814 €	16 448 €	633 500 €				
10 AUBE	0 €	4 587 194 €	117 777 €	28 141 €	15 021 €	16 898 €	47 587 €	1 103 584 €				
11 AUDE	0 €	8 482 771 €	292 684 €	31 613 €	29 207 €	19 869 €	22 391 €	340 076 €				
12 AVEYRON	43 368 €	8 505 640 €	439 709 €	36 129 €	28 708 €	24 128 €	21 594 €	545 119 €				
13 BOUCHES DU RHONE	0 €	10 796 487 €	165 096 €	39 665 €	35 309 €	25 753 €	200 783 €	1 083 081 €				
14 CALVADOS	0 €	2 532 337 €	272 073 €	34 278 €	8 118 €	21 173 €	0 €	737 744 €				
15 CANTAL	0 €	1 854 973 €	288 901 €	28 818 €	5 987 €	19 032 €	0 €	256 542 €				
16 CHARENTE	0 €	8 308 242 €	80 174 €	24 127 €	20 848 €	15 035 €	0 €	208 038 €				
17 CHARENTE MARITIME	0 €	8 642 161 €	185 897 €	34 042 €	28 254 €	22 199 €	10 872 €	366 090 €				
18 CHER	0 €	7 581 688 €	83 684 €	25 283 €	21 612 €	18 214 €	20 529 €	535 421 €				
19 CORREZE	0 €	3 883 437 €	31 588 €	30 065 €	25 370 €	24 816 €	0 €	295 809 €				
20 CORSE DU SUD	0 €	4 300 267 €	106 102 €	28 338 €	13 801 €	9 382 €	177 317 €	348 134 €				
21 HAUTE CORSE	0 €	7 263 665 €	652 158 €	28 338 €	13 801 €	9 382 €	0 €	186 379 €				
22 COTE D'OR	0 €	10 061 461 €	174 577 €	21 192 €	34 172 €	53 073 €	17 821 €	909 989 €				
23 COTES D'ARMOR	0 €	2 182 356 €	240 848 €	29 266 €	23 568 €	18 386 €	-12 770 €	521 576 €				
24 CREUSE	0 €	6 408 885 €	165 312 €	34 939 €	21 831 €	13 323 €	4 941 €	460 070 €				
25 DORDOGNE	0 €	6 987 962 €	687 731 €	26 426 €	23 468 €	18 087 €	74 810 €	374 483 €				
26 DOUBS	186 735 €	9 425 152 €	307 846 €	30 647 €	31 243 €	35 568 €	80 257 €	459 535 €				
27 EURE	273 237 €	4 800 510 €	205 181 €	28 827 €	15 874 €	21 957 €	71 149 €	729 490 €				
28 EURE ET LOIR	0 €	5 137 385 €	183 328 €	14 789 €	15 874 €	17 015 €	34 308 €	422 287 €				
29 FINISTERE	0 €	7 780 588 €	184 390 €	15 384 €	16 846 €	19 803 €	57 977 €	542 049 €				
30 GARD	0 €	10 050 282 €	44 846 €	35 920 €	25 370 €	18 828 €	0 €	272 809 €				
31 HAUTE GARONNE	13 581 €	12 880 572 €	67 884 €	47 007 €	34 442 €	22 841 €	12 104 €	413 785 €				
32 GERS	0 €	5 688 675 €	39 923 €	20 682 €	43 633 €	30 151 €	67 768 €	321 071 €				
33 GIRONDE	513 208 €	12 470 522 €	69 288 €	47 091 €	19 548 €	13 602 €	38 318 €	186 074 €				
34 HERAULT	0 €	8 108 901 €	85 234 €	33 973 €	26 182 €	21 207 €	51 564 €	758 318 €				
							0 €	713 224 €				

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation ISCA et TIPP)

		Personnels Equipement									
Routes		Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2007 (transfert services 07 RDR/NIL/FSL)	ISF	Dépenses de formation	Action sociale	Charges de vacations	Personnels non titulaires	Vacants intermédiaires (FSL, RD, RNIL, voies d'eau)			
Transfert 1er janvier 2007 (gestion en 2007)											
35	ILLE ET VILAINE	216 159 €	7 881 090 €	109 989 €	27 889 €	25 269 €	17 545 €	0 €	273 781 €		
36	INDRE	0 €	2 863 801 €	152 048 €	25 692 €	8 800 €	16 210 €	42 630 €	277 156 €		
37	INDRE ET LOIRE	248 791 €	5 135 387 €	98 875 €	25 633 €	17 556 €	16 487 €	68 074 €	742 687 €		
38	ISERE	0 €	12 356 716 €	1 041 005 €	49 590 €	39 998 €	273 963 €	47 637 €	679 203 €		
39	JURA	0 €	3 471 960 €	630 840 €	27 850 €	12 488 €	32 209 €	27 195 €	283 135 €		
40	LAINDRES	0 €	7 540 585 €	145 650 €	26 949 €	24 034 €	16 785 €	20 087 €	435 116 €		
41	LOIR ET CHER	0 €	187 165 €	14 108 €	18 734 €	14 108 €	12 187 €	0 €	350 403 €		
42	LOIRE	0 €	8 599 569 €	33 148 €	27 426 €	27 426 €	64 158 €	8 851 €	484 694 €		
43	HAUTE LOIRE	0 €	6 820 234 €	718 714 €	29 655 €	22 934 €	17 910 €	0 €	373 648 €		
44	LOIRE ATLANTIQUE	0 €	11 513 888 €	73 028 €	41 395 €	38 178 €	27 878 €	108 388 €	712 074 €		
45	LOIRET	79 774 €	2 435 913 €	253 211 €	24 694 €	8 524 €	18 508 €	70 745 €	638 108 €		
46	LOT	78 694 €	6 487 417 €	287 562 €	27 202 €	21 332 €	17 387 €	31 288 €	484 935 €		
47	LOT ET GARONNE	0 €	2 581 113 €	113 831 €	18 984 €	9 133 €	12 142 €	0 €	271 395 €		
48	LOZERE	0 €	2 971 858 €	460 725 €	20 745 €	10 788 €	55 581 €	187 €	480 429 €		
49	MAINE ET LOIRE	0 €	4 848 758 €	127 221 €	20 745 €	16 005 €	23 103 €	59 307 €	534 347 €		
50	MANCHE	20 969 €	6 960 708 €	12 817 €	37 365 €	24 291 €	23 103 €	15 984 €	222 536 €		
51	MARNE	0 €	4 012 576 €	225 510 €	23 543 €	15 628 €	14 807 €	0 €	613 432 €		
52	HAUTE MARNE	0 €	4 012 576 €	267 892 €	23 710 €	12 786 €	34 119 €	34 385 €	765 387 €		
53	MAYENNE	0 €	3 792 588 €	51 891 €	20 716 €	12 786 €	13 809 €	0 €	672 550 €		
54	MEURTHE ET MOSELLE	0 €	6 642 988 €	322 476 €	26 131 €	22 186 €	74 063 €	16 356 €	743 337 €		
55	MELISE	0 €	2 517 048 €	378 577 €	20 682 €	8 403 €	13 207 €	19 407 €	388 428 €		
56	MORBHAN	0 €	8 931 431 €	138 678 €	31 835 €	28 518 €	20 035 €	34 365 €	363 038 €		
57	MOSELLE	300 827 €	6 092 377 €	410 152 €	33 878 €	19 986 €	64 408 €	0 €	387 200 €		
58	NIEVRE	0 €	7 206 453 €	248 521 €	27 260 €	23 311 €	32 286 €	51 345 €	681 571 €		
59	NORD	41 186 €	11 248 545 €	488 252 €	43 758 €	38 025 €	29 898 €	187 873 €	1 351 390 €		
60	OISE	0 €	5 059 611 €	203 388 €	18 744 €	20 185 €	17 057 €	0 €	653 851 €		
61	ORNE	0 €	6 056 782 €	161 930 €	27 013 €	20 185 €	18 342 €	28 983 €	557 344 €		
62	PAS DE CALAIS	0 €	10 624 483 €	344 609 €	51 113 €	34 503 €	33 423 €	74 687 €	1 176 317 €		
63	PUY DE DOME	0 €	16 629 179 €	504 198 €	57 854 €	53 784 €	90 331 €	11 394 €	682 184 €		
64	PYRENEES ATLANTIQUES	0 €	6 328 363 €	255 989 €	30 684 €	21 981 €	30 377 €	36 290 €	627 508 €		
65	HAUTES PYRENEES	0 €	5 692 108 €	440 084 €	27 177 €	19 586 €	30 817 €	1 508 €	717 766 €		
66	PYRENEES ORIENTALES	0 €	6 878 973 €	337 302 €	22 769 €	21 848 €	14 166 €	76 320 €	192 025 €		
67	BAS RHIN	0 €	7 638 825 €	402 572 €	31 871 €	25 471 €	31 173 €	0 €	491 580 €		
68	HAUT RHIN	0 €	5 383 809 €	335 273 €	22 183 €	17 888 €	44 001 €	49 033 €	235 353 €		

Les montants figurent en gras correspondant aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation_TSCA et TIPP)

		Personnels Equipement									
		Personnels des DIDE ayant opté au 31 août 2007 (transfert services 07 RD/RNIL/FSL)	ISF	Dépenses de formation	Action sociale	Charges de vacations	Personnels non titulaires	Vacants intermédiaires (FSL, RD, RNIL, votes d'eau)			
Routes Transfert 1er janvier 2007 (gestion en 2007)											
69 RHONE	0 €	6 130 439 €	445 303 €	35 277 €	28 781 €	93 588 €	0 €	2 009 837 €			
70 HAUTE SAONE	0 €	3 123 351 €	308 612 €	18 601 €	10 712 €	11 585 €	16 377 €	381 038 €			
71 SAONE ET LOIRE	67 048 €	8 232 234 €	397 898 €	31 248 €	27 055 €	19 515 €	0 €	225 280 €			
72 SARTHE	0 €	5 823 402 €	179 568 €	30 084 €	18 219 €	20 483 €	12 055 €	790 217 €			
73 SAVOIE	9 218 €	10 217 411 €	803 908 €	45 127 €	33 969 €	178 687 €	80 153 €	535 193 €			
74 HAUTE SAVOIE	0 €	9 620 359 €	1 052 084 €	38 539 €	31 459 €	220 506 €	0 €	630 448 €			
75 PARIS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			
76 SEINE MARITIME	0 €	6 888 555 €	149 335 €	38 607 €	22 427 €	25 068 €	0 €	1 034 287 €			
77 SEINE ET MARNE	415 814 €	7 712 201 €	223 398 €	34 443 €	25 296 €	23 543 €	11 764 €	678 668 €			
78 YVELINES	0 €	2 312 892 €	285 265 €	15 355 €	7 205 €	11 231 €	0 €	708 672 €			
79 DEUX SEVRES	0 €	6 490 542 €	85 894 €	24 628 €	22 407 €	16 322 €	16 938 €	419 278 €			
80 SOMME	0 €	1 860 252 €	507 834 €	26 088 €	5 886 €	17 071 €	0 €	410 131 €			
81 TARN	0 €	7 829 987 €	181 751 €	29 746 €	28 548 €	19 280 €	41 645 €	277 365 €			
82 TARN ET GARONNE	0 €	4 186 785 €	30 100 €	19 521 €	13 700 €	10 388 €	1 185 €	51 749 €			
83 VAR	0 €	9 100 739 €	131 088 €	31 132 €	27 547 €	21 310 €	14 455 €	737 074 €			
84 VAUCLUSE	0 €	4 987 039 €	155 932 €	19 211 €	16 744 €	11 863 €	0 €	409 187 €			
85 VENDEE	0 €	5 150 960 €	160 508 €	29 670 €	23 868 €	19 078 €	84 483 €	224 205 €			
86 VIENNE	0 €	7 111 289 €	160 508 €	22 165 €	17 267 €	14 035 €	58 408 €	577 180 €			
87 HAUTE VIENNE	0 €	5 273 553 €	272 927 €	83 415 €	17 860 €	12 885 €	0 €	206 410 €			
88 YONNES	0 €	6 938 987 €	361 480 €	23 892 €	22 545 €	222 465 €	50 840 €	245 225 €			
89 YONNE	0 €	4 735 147 €	211 336 €	29 874 €	16 194 €	18 165 €	34 748 €	901 742 €			
90 TERRITOIRE DE BELFORT	0 €	1 061 787 €	144 388 €	5 971 €	3 953 €	18 133 €	18 136 €	89 445 €			
91 ESSONNE	0 €	2 315 120 €	157 580 €	12 321 €	7 307 €	9 126 €	28 939 €	886 846 €			
92 HAUTS DE SEINE	0 €	1 546 574 €	107 039 €	9 722 €	4 973 €	7 413 €	304 508 €	556 002 €			
93 SEINE SAINT DENIS	3 188 028 €	31 491 €	0 €	0 €	101 €	615 €	0 €	1 017 228 €			
94 VAL DE MARNE	0 €	1 460 167 €	288 898 €	14 873 €	5 581 €	12 272 €	542 442 €	588 911 €			
95 VAL D'OISE	0 €	859 418 €	318 864 €	17 073 €	2 841 €	11 744 €	190 045 €	784 083 €			
Total métropole	5 943 168 €	586 928 705 €	27 447 413 €	2 683 380 €	1 942 287 €	3 281 880 €	4 017 292 €	62 331 249 €			
971 GUADELOUPE		0 €	277 947 €	10 474 €	101 €	7 205 €	0 €	6 948 €			
972 MARTINIQUE		45 923 €	40 278 €	2 688 €	101 €	1 584 €	102 333 €	78 692 €			
973 GUYANE		609 844 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			
974 REUNION		655 567 €	318 226 €	11 449 €	1 522 €	7 677 €	0 €	147 718 €			
TOTAL	5 943 168 €	587 584 271 €	27 765 639 €	2 708 002 €	1 943 911 €	3 289 358 €	4 119 626 €	62 564 806 €			

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

	Personnels Equipement				Personnels Aménagement foncier				Total tranche 2008
	Postes vacants entre 1er janvier et 31 août 08 transferts service 07(RD/RNIL)	Provision Postes vacants entre 1er janvier et 31 août 08 transferts service 08(RD/RNIL/voies d'eau)	Dépenses de fonctionnement (personnels FSL, RD, RNIL et ports)	Fraction d'emplois	Action sociale	Frais de fonctionnement	Postes vacants (postes vacants intermédiaires et postes vacants 2008)		
01 AIN	351 293 €	0 €	208 247 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 615 780 €	
02 AISNE	465 874 €	0 €	158 584 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 275 560 €	
03 ALLIER	96 884 €	0 €	109 300 €	24 614 €	338 €	11 480 €	8 205 €	10 046 955 €	
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	145 890 €	0 €	134 541 €	1 452 €	0 €	0 €	0 €	6 159 403 €	
05 HAUTES ALPES	92 021 €	0 €	166 838 €	15 786 €	0 €	0 €	0 €	4 078 867 €	
06 ALPES MARITIMES	88 135 €	0 €	370 418 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 361 967 €	
07 ARDECHE	135 654 €	0 €	148 039 €	6 818 €	0 €	0 €	0 €	9 264 178 €	
08 ARDENNES	148 463 €	0 €	153 176 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 733 712 €	
09 ARIEGE	0 €	0 €	50 741 €	18 431 €	0 €	0 €	0 €	5 082 200 €	
10 AUBE	90 511 €	0 €	218 122 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 422 054 €	
11 AUDE	24 216 €	0 €	150 355 €	0 €	0 €	0 €	81 723 €	11 250 383 €	
12 AVEYRON	165 228 €	0 €	152 832 €	0 €	0 €	0 €	0 €	17 683 658 €	
13 BOUCHES DU RHONE	72 948 €	0 €	262 390 €	5 148 €	0 €	0 €	0 €	8 409 422 €	
14 CALVADOS	288 587 €	0 €	83 253 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 686 997 €	
15 CANTAL	242 160 €	0 €	88 465 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 957 281 €	
16 CHARENTE	48 432 €	0 €	53 661 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 045 120 €	
17 CHARENTE MARITIME	98 884 €	24 216 €	140 805 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 275 169 €	
18 CHER	24 216 €	0 €	132 637 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 940 109 €	
19 CORREZE	24 216 €	0 €	229 558 €	5 627 €	0 €	0 €	38 990 €	4 400 780 €	
20 CORSE DU SUD	48 432 €	0 €	4 638 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 673 376 €	
21 COTES D'ARMOR	24 216 €	0 €	210 811 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 066 920 €	
22 CREUSE	28 569 €	0 €	81 945 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 562 781 €	
23 DORDOGNE	171 089 €	0 €	78 857 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 862 992 €	
24 DOUBS	58 110 €	0 €	117 768 €	13 635 €	0 €	0 €	0 €	9 208 277 €	
25 DROME	359 439 €	0 €	100 852 €	0 €	0 €	0 €	27 635 €	12 653 118 €	
26 EURE	173 679 €	0 €	78 077 €	0 €	242 €	8 200 €	0 €	12 205 733 €	
27 EURE ET LOIR	285 172 €	0 €	108 481 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 348 108 €	
28 FINISTERE	222 297 €	0 €	129 378 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 745 664 €	
29 GARD	85 543 €	0 €	73 745 €	9 587 €	0 €	0 €	0 €	13 083 903 €	
30 HAUTE GARONNE	98 454 €	0 €	132 576 €	13 817 €	121 €	4 100 €	0 €	11 558 560 €	
31 GERS	199 472 €	0 €	164 574 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 282 869 €	
32 GIROUDE	0 €	0 €	52 699 €	20 115 €	0 €	0 €	0 €	8 480 222 €	
33 HERAULT	125 663 €	0 €	196 026 €	0 €	0 €	0 €	0 €	23 159 727 €	
34	158 569 €	0 €	165 668 €	26 591 €	0 €	0 €	0 €	12 098 226 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

	Personnels Equipement				Personnels Aménagement foncier				Total tranche 2008
	Postes vacants entre 1er janvier et 31 août 08 (07(RD/RNIL))	Provision Postes vacants entre 1er janvier et 31 août 08 transferts service (08(RD/RNIL/Voies d'eau))	Dépenses de fonctionnement (personnels FSL, RD, RNIL et ports)	Fraction d'emplois	Action sociale	Frais de fonctionnement	Postes vacants intermédiaires et postes vacants 2008)		
35 ILLE ET VILAINE	48 432 €	0 €	95 345 €	0 €	339 €	11 480 €	0 €	9 749 170 €	
36 INDRÉ	189 318 €	0 €	126 298 €	0 €	242 €	8 200 €	0 €	5 211 428 €	
37 INDRÉ ET LOIRE	207 311 €	0 €	244 068 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 272 973 €	
38 ISERE	141 714 €	0 €	318 467 €	24 030 €	0 €	0 €	0 €	18 863 353 €	
39 JURA	185 924 €	0 €	155 508 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 185 280 €	
40 LANDES	78 578 €	0 €	189 509 €	18 925 €	0 €	0 €	0 €	11 348 089 €	
41 LOIR ET CHER	117 520 €	0 €	151 496 €	21 544 €	73 €	2 460 €	0 €	7 848 283 €	
42 LOIRE	152 803 €	0 €	153 501 €	22 022 €	0 €	0 €	0 €	11 705 617 €	
43 HAUTE LOIRE	183 728 €	0 €	42 581 €	0 €	242 €	8 200 €	0 €	10 572 751 €	
44 LOIRE ATLANTIQUE	39 454 €	0 €	393 165 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 552 711 €	
45 LOIRET	311 355 €	0 €	327 876 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 512 323 €	
46 LOT	76 716 €	0 €	170 871 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 259 459 €	
47 LOT ET GARONNE	334 813 €	0 €	65 438 €	15 108 €	0 €	0 €	0 €	5 563 059 €	
48 LOZERE	323 514 €	0 €	101 888 €	14 992 €	0 €	0 €	0 €	4 890 536 €	
49 MAINE ET LOIRE	244 750 €	0 €	185 995 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 959 418 €	
50 MANCHE	208 825 €	0 €	57 095 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 415 880 €	
51 MARNE	195 305 €	0 €	124 551 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 681 459 €	
52 HAUTE MARNE	217 944 €	0 €	78 989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 747 078 €	
53 MAYENNE	24 216 €	46 010 €	53 483 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 383 327 €	
54 MEURTHE ET MOSELLE	51 022 €	0 €	116 421 €	4 102 €	0 €	0 €	0 €	12 218 925 €	
55 MEUSE	146 873 €	0 €	102 494 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 370 491 €	
56 MORBIHAN	79 591 €	0 €	44 276 €	29 818 €	0 €	0 €	0 €	10 443 832 €	
57 MOSELLE	274 655 €	0 €	203 441 €	0 €	242 €	8 200 €	28 248 €	17 280 887 €	
58 NIEVRE	48 137 €	0 €	53 086 €	5 113 €	0 €	0 €	0 €	9 898 301 €	
59 NORD	197 796 €	0 €	487 484 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 860 374 €	
60 OISE	96 864 €	0 €	182 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 378 149 €	
61 ORNE	75 238 €	0 €	129 181 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 230 009 €	
62 PAS DE CALAIS	275 381 €	0 €	408 852 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 220 806 €	
63 PUY DE DOME	72 194 €	0 €	217 079 €	0 €	0 €	0 €	0 €	26 007 799 €	
64 PYRENEES ATLANTIQUES	189 519 €	0 €	114 323 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 701 983 €	
65 HAUTES PYRENEES	125 433 €	0 €	107 030 €	1 105 €	242 €	8 200 €	0 €	8 362 185 €	
66 PYRENEES ORIENTALES	86 073 €	0 €	138 265 €	4 102 €	0 €	0 €	0 €	10 352 759 €	
67 BAS RHIN	231 643 €	0 €	232 788 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 562 437 €	
68 HAUT RHIN	147 888 €	0 €	165 207 €	0 €	242 €	8 200 €	0 €	7 010 464 €	

Les montants figurent en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation ISCA et TIPP)

	Personnels Equipement				Personnels Aménagement foncier				Total tranche 2008
	Postes vacants entre 1er janvier et 31 août 08 transfert service 07(RD/RNIL)	Provision Postes vacants entre 1er janvier et 31 août 08 transfert service 08(RD/RNIL/Voies d'eau)	Dépenses de fonctionnement (personnels FS, RD, RNIL et ports)	Fraction d'emplois	Action sociale	Frais de fonctionnement	Postes vacants/postes intermédiaires et postes vacants 2008)		
69 RHONE	175 617 €	0 €	459 182 €	0 €	121 €	4 100 €	0 €	17 328 741 €	
70 HAUTE SAONE	217 844 €	0 €	30 447 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 194 712 €	
71 SAONE ET LOIRE	296 711 €	0 €	188 627 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 410 517 €	
72 SARTHE	151 228 €	0 €	288 325 €	0 €	121 €	4 100 €	0 €	8 872 295 €	
73 SAVOIE	473 786 €	0 €	324 141 €	5 149 €	0 €	0 €	0 €	13 392 223 €	
74 HAUTE SAVOIE	48 432 €	0 €	328 973 €	4 103 €	0 €	0 €	0 €	12 489 686 €	
75 PARIS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 735 436 €	
76 SEINE MARITIME	343 377 €	0 €	200 282 €	11 054 €	0 €	0 €	41 023 €	22 845 677 €	
77 SEINE ET MARNE	195 305 €	0 €	255 181 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 286 850 €	
78 YVELINES	293 679 €	0 €	96 993 €	0 €	0 €	0 €	0 €	17 411 900 €	
79 DEUX SEVRES	25 793 €	0 €	108 204 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 407 047 €	
80 SOMME	267 147 €	0 €	128 311 €	18 442 €	121 €	4 100 €	0 €	5 610 212 €	
81 TARN	48 492 €	0 €	123 240 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 879 183 €	
82 TARN ET GARONNE	77 001 €	0 €	97 365 €	0 €	121 €	4 100 €	0 €	5 343 267 €	
83 VAR	83 203 €	0 €	263 106 €	0 €	121 €	4 100 €	0 €	16 511 788 €	
84 VAUCLUSE	24 216 €	0 €	98 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 149 291 €	
85 VENDEE	128 351 €	0 €	143 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 715 441 €	
86 VIENNE	217 844 €	0 €	172 522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 682 512 €	
87 HAUTE VIENNE	133 877 €	0 €	43 978 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 383 975 €	
88 VOSGES	24 216 €	0 €	100 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 338 679 €	
89 YONNE	135 610 €	0 €	137 693 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 623 901 €	
90 TERRITOIRE DE BELFORT	75 238 €	0 €	47 167 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 612 367 €	
91 ESSONNE	28 569 €	0 €	235 753 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 678 935 €	
92 HAUTS DE SEINE	101 031 €	0 €	129 771 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 319 178 €	
93 SEINE SAINT DENIS	0 €	128 023 €	15 788 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 162 506 €	
94 VAL DE MARNE	37 503 €	0 €	272 841 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 484 591 €	
95 VAL D'OISE	127 650 €	0 €	226 991 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 191 393 €	
Total métropole	13 885 630 €	188 249 €	15 042 611 €	359 032 €	2 807 €	95 120 €	243 625 €	1 065 669 771 €	
971 GUADELOUPE	98 864 €	0 €	76 996 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 557 365 €	
972 MARTINIQUE	72 649 €	0 €	6 460 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 504 054 €	
973 GUYANE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 347 463 €	
974 REUNION	122 558 €	0 €	20 388 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 530 245 €	
Total outre-mer	293 070 €	0 €	103 844 €	10 903 €	0 €	0 €	0 €	17 939 125 €	
TOTAL	14 177 700 €	188 249 €	15 146 455 €	369 935 €	2 807 €	95 120 €	243 626 €	1 083 608 896 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2008											
Personnels TOS											
TOS ayant opté au 27 décembre 2007	GTOS ayant opté au 27 décembre 2007	Action sociale titulaires ayant opté	1 % formation (GTOS et TOS)	TOS détachés d'office	Action sociale détachés d'office	1 % formation (détachés d'office)	Postes vacants 2008 (optants et détachés)	Clause de sauvegarde "Postes disparus" 31/12/2002 - 31/12/2004	Personnels Aménagement foncier		
									Personnels ayant opté au 31 août 2008	Convention CNASEA	ANT (1er janvier 2008 mais payé en gestion en 2008)
01 AIN	219 543 €	0 €	1 302 €	1 498 478 €	4 030 €	7 406 €	-21 149 €	0 €	0 €	0 €	0 €
02 AISNE	313 291 €	1 007 €	1 804 €	554 818 €	1 538 €	2 935 €	133 784 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €
03 ALLIER	353 283 €	0 €	1 180 €	155 585 €	458 €	826 €	33 634 €	60 080 €	45 618 €	0 €	0 €
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	0 €	0 €	0 €	34 420 €	101 €	179 €	197 287 €	0 €	0 €	0 €	0 €
05 ALPES ALPES	31 280 €	92 €	163 €	278 485 €	814 €	1 449 €	34 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €
06 ALPES MARITIMES	497 446 €	1 608 €	2 897 €	1 213 818 €	3 504 €	2 897 €	189 869 €	0 €	0 €	0 €	0 €
07 ARDECHE	244 182 €	0 €	778 €	1 402 €	283 €	528 €	67 435 €	0 €	0 €	0 €	0 €
08 ARDENNES	68 937 €	238 €	419 €	6 149 €	18 €	35 €	-62 267 €	67 057 €	0 €	0 €	0 €
09 ARIEGE	0 €	0 €	0 €	308 735 €	908 €	1 650 €	33 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €
10 AUBE	81 322 €	275 €	488 €	352 019 €	988 €	1 756 €	86 216 €	23 949 €	0 €	0 €	0 €
11 AUDE	0 €	0 €	0 €	185 128 €	540 €	984 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
12 AVEYRON	51 277 €	183 €	333 €	280 868 €	824 €	1 500 €	83 506 €	0 €	0 €	0 €	0 €
13 BOUCHES DU RHONE	796 354 €	2 521 €	4 485 €	1 170 264 €	3 422 €	6 082 €	518 817 €	121 680 €	0 €	0 €	0 €
14 CALVAIDOS	1 015 592 €	3 561 €	6 487 €	488 366 €	1 455 €	2 842 €	371 368 €	0 €	0 €	0 €	0 €
15 CANTAL	580 300 €	1 784 €	3 269 €	288 276 €	842 €	1 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
16 CHARENTE	519 386 €	1 771 €	3 174 €	476 475 €	1 418 €	2 541 €	7 162 €	68 846 €	0 €	0 €	0 €
17 CHARENTE MARITIME	198 787 €	641 €	1 148 €	199 812 €	595 €	1 066 €	152 950 €	0 €	0 €	0 €	0 €
18 CHER	148 785 €	430 €	792 €	188 297 €	467 €	842 €	50 508 €	0 €	0 €	0 €	0 €
19 CORREZE	150 526 €	0 €	636 €	786 874 €	2 306 €	4 213 €	-73 831 €	119 082 €	0 €	0 €	0 €
20 CORSE DU SUD	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
21 COTE D'OR	222 181 €	732 €	1 327 €	148 927 €	430 €	780 €	77 966 €	88 472 €	0 €	0 €	0 €
22 COTES D'ARMOR	433 151 €	1 464 €	2 613 €	595 895 €	1 784 €	3 186 €	33 891 €	0 €	0 €	0 €	0 €
23 CREUSE	381 282 €	1 360 €	2 486 €	480 745 €	1 409 €	2 576 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
24 DORDOGNE	377 374 €	1 281 €	2 328 €	804 565 €	2 381 €	4 273 €	189 700 €	0 €	0 €	0 €	0 €
25 DOUBS	102 415 €	366 €	680 €	367 145 €	1 080 €	1 943 €	97 992 €	508 547 €	0 €	0 €	0 €
26 DROME	219 318 €	841 €	1 155 €	9 398 €	27 €	49 €	19 273 €	0 €	0 €	0 €	0 €
27 EURE	137 282 €	458 €	815 €	1 342 018 €	3 989 €	7 121 €	101 107 €	0 €	0 €	0 €	0 €
28 EURE ET LOIR	1 338 804 €	4 538 €	8 264 €	1 884 049 €	5 554 €	10 027 €	223 208 €	0 €	0 €	0 €	0 €
29 FINISTERE	188 570 €	641 €	1 144 €	713 201 €	2 132 €	3 783 €	64 448 €	0 €	0 €	0 €	0 €
30 GARD	25 896 €	92 €	167 €	43 929 €	128 €	234 €	-67 373 €	0 €	0 €	0 €	0 €
31 HAUTE GARONNE	25 639 €	92 €	167 €	240 127 €	705 €	1 285 €	167 012 €	0 €	0 €	0 €	76 175 €
32 GERS	25 639 €	82 €	167 €	318 091 €	933 €	1 708 €	16 701 €	0 €	0 €	0 €	0 €
33 GIROINDE	3 600 785 €	11 849 €	21 577 €	2 557 146 €	7 503 €	13 587 €	295 728 €	0 €	0 €	0 €	0 €
34 HERAULT	206 685 €	732 €	1 334 €	1 427 681 €	4 163 €	7 589 €	-16 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement forés par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

	Personnels TOS										Personnels Aménagement foncier			
	TOS ayant opté au 27 décembre 2007	GTOS ayant opté au 27 décembre 2007	Action sociale titulaires ayant opté	1 % formation (GTOS et TOS)	TOS détachés d'office	Action socialisées/détachées d'office	1 % formation (détachés d'office)	Postes vacants 2008 (optants et détachés)	Clause de sauvegarde "Postes disparus" 31/12/2002 - 31/12/2004	Personnels ayant opté au 31 août 2008	Convention CNASEA	ANT (1er janvier 2008 mais payé en gestion en 2008)		
35 ILLE ET VILAINE	138 265 €	0 €	458 €	819 €	217 327 €	650 €	1 153 €	4 088 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
36 ANDRE	1 635 623 €	0 €	5 384 €	9 757 €	825 629 €	2 434 €	4 394 €	44 692 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
37 ANDRE ET LOIRE	1 148 900 €	0 €	3 726 €	6 157 €	810 110 €	2 388 €	4 311 €	184 630 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
38 ISERE	903 984 €	0 €	2 745 €	4 949 €	256 815 €	750 €	1 353 €	139 708 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
39 JURA	385 287 €	0 €	1 313 €	2 378 €	370 257 €	1 089 €	1 965 €	23 986 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
40 LANDES	611 227 €	0 €	1 739 €	3 156 €	633 050 €	1 857 €	3 364 €	329 175 €	43 179 €	0 €	0 €	0 €		
41 LOIRE ET CHER	816 224 €	0 €	2 816 €	5 094 €	549 385 €	1 620 €	2 924 €	139 857 €	122 131 €	0 €	0 €	0 €		
42 LOIRE	242 604 €	0 €	798 €	1 445 €	118 371 €	3 455 €	6 262 €	108 025 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
43 HAUTE LOIRE	283 996 €	0 €	869 €	1 577 €	284 494 €	778 €	1 405 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
44 LOIRE ATLANTIQUE	363 172 €	0 €	1 177 €	2 126 €	355 309 €	1 043 €	1 885 €	102 454 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
45 LOIRET	1 240 381 €	0 €	3 986 €	7 208 €	856 668 €	2 525 €	4 559 €	213 287 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
46 LOT	179 470 €	0 €	641 €	1 166 €	495 847 €	1 455 €	2 650 €	21 473 €	138 382 €	0 €	0 €	0 €		
47 LOT ET GARONNE	766 392 €	0 €	2 654 €	4 834 €	626 813 €	1 839 €	3 331 €	227 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
48 LOZERE	25 538 €	0 €	92 €	167 €	276 123 €	805 €	1 468 €	33 896 €	64 866 €	0 €	0 €	0 €		
49 MAINE ET LOIRE	533 987 €	0 €	1 700 €	3 071 €	504 912 €	1 482 €	2 878 €	43 479 €	18 909 €	0 €	0 €	0 €		
50 MANCHE	682 190 €	0 €	2 280 €	4 154 €	984 184 €	2 873 €	5 218 €	188 535 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
51 MARNE	830 648 €	0 €	2 088 €	3 730 €	884 607 €	2 663 €	4 731 €	126 929 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
52 HAUTE MARNE	381 155 €	-31 377 €	1 182 €	2 063 €	713 226 €	2 123 €	3 772 €	54 048 €	138 903 €	0 €	0 €	0 €		
53 MAYENNE	227 381 €	0 €	732 €	1 322 €	289 207 €	878 €	1 587 €	31 401 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
54 MEURTHE ET MOSELLE	230 107 €	0 €	824 €	1 479 €	229 864 €	677 €	1 216 €	114 682 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
55 MEUSE	180 884 €	0 €	548 €	986 €	251 630 €	741 €	1 331 €	16 842 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
56 MORBIHAN	212 433 €	0 €	732 €	1 299 €	257 120 €	769 €	1 364 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
57 MOSELLE	3 918 783 €	0 €	12 490 €	22 430 €	3 445 151 €	10 147 €	18 224 €	-141 505 €	43 220 €	0 €	0 €	0 €		
58 NIEVRE	89 487 €	0 €	275 €	505 €	168 696 €	494 €	898 €	-23 805 €	38 250 €	0 €	0 €	0 €		
59 NORD	381 548 €	0 €	1 266 €	2 323 €	779 842 €	2 286 €	4 133 €	226 324 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
60 OISE	268 815 €	0 €	889 €	1 558 €	945 019 €	2 791 €	5 002 €	85 615 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
61 ORNE	635 685 €	0 €	2 137 €	3 880 €	383 588 €	1 061 €	1 928 €	84 287 €	65 006 €	0 €	0 €	0 €		
62 PAS DE CALAIS	128 565 €	0 €	458 €	827 €	486 979 €	1 459 €	2 628 €	191 276 €	19 370 €	0 €	0 €	0 €		
63 PUY DE DOME	845 174 €	0 €	2 031 €	3 713 €	336 083 €	988 €	1 785 €	136 937 €	62 730 €	0 €	0 €	0 €		
64 PYRENEES ATLANTIQUES	812 816 €	0 €	2 502 €	4 759 €	1 060 280 €	3 111 €	5 634 €	33 618 €	129 433 €	0 €	0 €	0 €		
65 HAUTES PYRENEES	102 554 €	0 €	368 €	667 €	617 470 €	1 812 €	3 289 €	0 €	76 340 €	0 €	0 €	0 €		
66 PYRENEES ORIENTALES	595 010 €	0 €	2 013 €	3 869 €	1 098 216 €	3 203 €	5 838 €	33 886 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
67 BAS RHIN	295 608 €	0 €	902 €	1 653 €	418 495 €	1 217 €	2 215 €	150 253 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
68 HAUT RHIN	27 061 €	0 €	79 €	143 €	9 440 €	271 €	50 €	-16 789 €	0 €	0 €	0 €	0 €		

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

	Personnels TOS										Personnels Aménagement foncier		
	TOS ayant opté au 27 décembre 2007	GIOS ayant opté au 27 décembre 2007	Action sociale titulaires ayant opté	1% formation (GTOS et TOS)	TOS détachés d'office	Action sociale/détachés d'office	1% formation (détachés d'office)	Postes vacants 2008 (cédants et détachés)	Clause de sauvegarde "Postes disparus" 31/12/2002 - 31/12/2004	Personnels ayant opté au 31 août 2008	Convention CNASEA	ANT (1er janvier 2008 mais payé en gestion en 2008)	
69 RHONE	1 888 353 €	0 €	6 533 €	11 825 €	3 615 310 €	10 513 €	19 036 €	655 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
70 HAUTE SAONE	0 €	0 €	0 €	0 €	357 811 €	1 052 €	1 889 €	50 375 €	93 554 €	0 €	0 €	0 €	
71 SAONE ET LOIRE	353 085 €	0 €	1 164 €	2 117 €	697 293 €	1 887 €	3 384 €	49 137 €	90 863 €	0 €	0 €	0 €	
72 SARTHE	441 358 €	0 €	1 438 €	2 598 €	0 €	0 €	0 €	-7 248 €	2 415 €	0 €	0 €	0 €	
73 SAVOIE	219 318 €	0 €	641 €	1 155 €	122 191 €	357 €	643 €	67 455 €	488 540 €	0 €	0 €	0 €	
74 HAUTE SAVOIE	31 331 €	0 €	92 €	165 €	231 850 €	617 €	1 221 €	228 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
75 PARIS	1 692 789 €	0 €	5 175 €	9 399 €	1 107 329 €	3 111 €	5 650 €	95 295 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
76 SEINE MARITIME	30 710 €	0 €	92 €	183 €	1 295 933 €	3 881 €	6 876 €	178 141 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
77 SEINE ET MARNE	2 612 061 €	0 €	8 470 €	15 130 €	4 180 384 €	11 941 €	21 330 €	530 134 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
78 YVELINES	3 395 278 €	0 €	10 925 €	19 535 €	3 488 657 €	9 659 €	17 801 €	398 593 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
79 DEUX SEVRES	0 €	0 €	0 €	0 €	110 685 €	329 €	590 €	-33 423 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
80 SOMME	234 802 €	0 €	824 €	1 476 €	557 718 €	1 647 €	2 952 €	50 169 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
81 TARN	87 428 €	0 €	312 €	568 €	343 039 €	1 007 €	1 833 €	66 805 €	42 946 €	0 €	0 €	0 €	
82 TARN ET GARONNE	0 €	0 €	0 €	0 €	489 610 €	1 437 €	2 616 €	33 402 €	45 532 €	0 €	0 €	0 €	
83 VAR	554 966 €	0 €	1 769 €	3 168 €	2 402 279 €	6 936 €	12 500 €	428 382 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
84 VAL DE LOISE	150 359 €	0 €	549 €	977 €	369 228 €	1 080 €	1 921 €	236 269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
85 VENDÉE	385 274 €	0 €	1 139 €	2 083 €	274 273 €	805 €	1 455 €	200 485 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
86 VIENNE	534 890 €	0 €	1 739 €	3 115 €	30 740 €	92 €	164 €	187 115 €	119 368 €	0 €	0 €	0 €	
87 HAUTE VIENNE	698 819 €	0 €	2 355 €	4 302 €	590 005 €	1 726 €	3 162 €	150 043 €	61 923 €	0 €	0 €	0 €	
88 VOISGES	107 768 €	0 €	366 €	657 €	6 213 €	19 €	33 €	53 082 €	45 621 €	0 €	0 €	0 €	
89 YONNE	245 251 €	0 €	856 €	1 553 €	165 571 €	459 €	879 €	50 214 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
90 TERRITOIRE DE BELFORT	0 €	0 €	0 €	0 €	46 671 €	137 €	248 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
91 ESSONNE	502 248 €	0 €	1 634 €	2 922 €	1 680 189 €	4 785 €	8 573 €	489 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
92 HAUTS DE SEINE	3 613 117 €	0 €	11 873 €	21 230 €	2 135 520 €	6 084 €	10 896 €	452 387 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
93 SEINE SAINT DENIS	4 716 280 €	0 €	15 730 €	28 126 €	3 418 115 €	9 754 €	17 441 €	588 064 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
94 VAL DE MARNE	2 913 598 €	0 €	9 980 €	17 255 €	3 443 611 €	9 636 €	17 571 €	210 329 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
95 VAL D'OISE	2 739 102 €	0 €	8 330 €	15 773 €	2 813 941 €	7 466 €	13 337 €	376 980 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total métropole	60 143 842 €	-31 377 €	197 703 €	356 290 €	74 678 824 €	217 558 €	381 155 €	11 592 476 €	3 041 594 €	145 965 €	45 618 €	78 175 €	
971 GUADELLOUPE	3 376 046 €	0 €	8 318 €	15 056 €	3 537 772 €	8 061 €	14 590 €	3 702 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
972 MARTINIQUE	1 481 788 €	0 €	3 843 €	6 974 €	1 594 876 €	3 724 €	6 756 €	-21 393 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
973 GUYANE	1 346 735 €	0 €	3 385 €	6 121 €	1 500 589 €	3 340 €	6 038 €	89 198 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
974 REUNION	4 588 801 €	0 €	9 882 €	18 027 €	22 859 019 €	47 763 €	87 133 €	471 048 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total outre-mer	10 803 348 €	-31 377 €	25 423 €	46 178 €	29 337 265 €	62 888 €	114 519 €	642 848 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
TOTAL	70 947 190 €	-31 377 €	223 132 €	402 468 €	104 011 080 €	280 246 €	505 674 €	12 135 022 €	3 041 594 €	145 965 €	45 618 €	78 175 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixés par arrêtés soumis à la COEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

		TRANCHE 2009						
		Personnels Equipement						
Routes Transfert 1er janvier 2008 (gestion en 2008)	Personnels non titulaires	Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2008 (transfert services 07 RD/RNIL/FSL)	Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2008 (transfert services 08 RD/RNIL/voies d'eau)	Charges de vacation (RD et voies d'eau)	ISF (RD et voies d'eau)	Fonctionnement (RD et voies d'eau)		
01 AIN	0 €	2 317 454 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
02 AISNE	0 €	3 204 449 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
03 ALLIER	222 112 €	1 40 156 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	0 €	3 109 990 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
05 HAUTES ALPES	0 €	1 571 808 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
06 ALPES MARITIMES	285 497 €	318 957 €	0 €	277 €	35 929 €	12 518 €	0 €	
07 ARDECHE	0 €	1 639 186 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
08 ARDENNES	0 €	312 886 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
09 ARIEGE	0 €	1 439 416 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
10 AUBE	0 €	1 001 321 €	0 €	187 €	0 €	0 €	0 €	
11 AUDE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	111 €	0 €	
12 AVEYRON	0 €	874 071 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
13 BOUCHES DU RHONE	0 €	328 494 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
14 CALVADOS	0 €	4 159 049 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
15 CANTAL	0 €	3 111 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
16 CHARENTE	0 €	339 607 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
17 CHARENTE MARITIME	188 870 €	770 938 €	205 988 €	645 €	365 €	381 €	0 €	
18 CHER	314 987 €	166 301 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
19 CORREZE	8 607 €	836 421 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
20 CORSE DU SUD	0 €	161 639 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
28 HAUTE CORSE	0 €	190 132 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
21 COTE D'OR	155 079 €	405 598 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
22 COTES D'ARMOR	0 €	163 542 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
23 CREUSE	0 €	2 766 952 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
24 DORDOGNE	0 €	585 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
25 DOUBS	54 735 €	408 308 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
26 DROME	0 €	454 742 €	0 €	12 €	394 €	368 €	0 €	
27 Eure	0 €	1 762 477 €	0 €	175 €	3 078 €	4 439 €	0 €	
28 Eure et Loir	0 €	1 342 758 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
29 FINISTERE	0 €	435 878 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
30 GARD	189 606 €	389 734 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
31 HAUTE GARONNE	0 €	451 336 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
32 GERS	0 €	279 177 €	0 €	5 €	639 €	205 €	0 €	
33 GIRONDE	0 €	255 493 €	0 €	482 €	9 307 €	16 096 €	0 €	
34 HERAULT	0 €	135 896 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

		TRANCHE 2009						
		Personnels Equipement						
Routes Transfert 1er Janvier 2008 (gestion en 2008)	Personnels non titulaires	Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2008 (transfert services 07 RD/RNIL/VSLS)	Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2008 (transfert services 08 RD/RNIL/voies d'eau)	Charges de vacation (RD et voies d'eau)	ISF (RD et voies d'eau)	Fonctionnement (RD et voies d'eau)		
35 ILLE ET VILAINE	0 €	116 986 €	0 €	96 €	1 991 €	2 442 €		
36 INDRÉ	0 €	1 374 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
37 INDRÉ ET LOIRE	0 €	975 161 €	0 €	366 €	12 180 €	14 894 €		
38 ISÈRE	0 €	1 347 840 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
39 JURA	0 €	2 144 530 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
40 LANDES	0 €	101 838 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
41 LOIR ET CHER	0 €	626 015 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
42 LOIRE	0 €	875 951 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
43 HAUTE LOIRE	197 870 €	980 210 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
44 LOIRE ATLANTIQUE	14 029 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
45 LOIRET	0 €	0 €	0 €	48 €	0 €	0 €		
46 LOT	0 €	752 867 €	0 €	0 €	0 €	1 111 €		
47 LOT ET GARONNE	0 €	1 166 264 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
48 LOZÈRE	0 €	1 122 601 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
49 MAINE ET LOIRE	880 176 €	1 822 741 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
50 MANCHE	0 €	1 673 483 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
51 MARNE	0 €	758 840 €	0 €	18 €	417 €	433 €		
52 HAUTE MARNE	0 €	1 287 381 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
53 MAYENNE	0 €	1 125 349 €	405 193 €	897 €	9 147 €	581 €		
54 MEURTHE ET MOSELLE	0 €	279 753 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
55 MEUSE	0 €	2 324 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
56 MORBIHAN	0 €	325 098 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
57 MOSELLE	0 €	1 875 406 €	0 €	254 €	0 €	0 €		
58 NIEVRE	0 €	85 878 €	0 €	0 €	0 €	8 153 €		
59 NORD	0 €	531 413 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
60 OISE	0 €	1 290 708 €	0 €	0 €	465 €	286 €		
61 ORNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
62 PAS DE CALAIS	0 €	2 131 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
63 PIY DE DOME	31 857 €	687 832 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
64 PYRENEES ATLANTIQUES	0 €	1 628 784 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
65 HAUTES PYRENEES	0 €	1 012 689 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
66 PYRENEES ORIENTALES	0 €	103 519 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
67 BAS RHIN	0 €	1 092 080 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
68 HAUT RHIN	0 €	766 710 €	0 €	0 €	0 €	0 €		

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

		Personnels Equipement						
Routes Transfert 1er Janvier 2008 (gestion en 2008)		Personnels non titulaires	Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2008/transfert services 07 RDRNLI/FSL)	Personnels des DDE ayant opté au 31 août 2008 (transfert services 08 RDRNLI/voies d'eau)	Charges de vacation (RD et voies d'eau)	RSF (RD et voies d'eau)	Fonctionnement (RD et voies d'eau)	
69	RHONE	0 €	91 855 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
70	HAUTE SAONE	66 991 €	1 158 047 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
71	SAONE ET LOIRE	0 €	520 561 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
72	SARTHE	0 €	2 048 881 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
73	SAVOIE	0 €	1 425 049 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
74	HAUTE SAVOIE	0 €	998 452 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
75	PARIS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
76	SEINE MARITIME	0 €	1 785 214 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
77	SEINE ET MARNE	0 €	1 503 130 €	88 001 €	534 €	18 860 €	16 276 €	
78	YVELINES	0 €	1 101 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
79	DEUX SEVRES	0 €	210 497 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
80	SOMME	26 940 €	2 850 921 €	863 362 €	3 404 €	25 989 €	2 228 €	
81	TARN	0 €	388 059 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
82	TARN ET GARONNE	0 €	988 662 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
83	VAR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
84	VAUCLUSE	131 727 €	74 308 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
85	VENDÉE	0 €	819 485 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
86	VIENNE	175 746 €	163 504 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
87	HAUTE VIENNE	0 €	128 213 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
88	VOSGES	0 €	165 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
89	YONNE	0 €	2 115 888 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
90	TERRITOIRE DE BELFORT	0 €	158 617 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
91	ESSONNE	0 €	309 335 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
92	HAUTS DE SEINE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
93	SEINE SAINT DENIS	0 €	2 273 204 €	0 €	4 640 €	16 967 €	300 015 €	
94	VAL DE MARNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
95	VAL D'OISE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total métropole		2 595 689 €	338 749 €	86 611 413 €	3 830 348 €	135 728 €	378 535 €	
971	GUADELOUPE	0 €	0 €	898 849 €	0 €	0 €	0 €	
972	MARTINIQUE	0 €	0 €	82 930 €	0 €	0 €	0 €	
973	GUYANE	537 771 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
974	REUNION	0 €	0 €	968 062 €	0 €	0 €	0 €	
Total outre-mer		537 771 €	0 €	1 349 841 €	0 €	0 €	0 €	
TOTAL		3 433 460 €	338 749 €	87 961 254 €	3 830 348 €	135 728 €	378 535 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2009							
Personnels Affaires sociales (RMI et LRL)							
ANT (RMI et LRL)	Personnels ayant optés au 31 août 2008 (RMI et LRL)	Fractions d'emplois (RMI et LRL)	Vacants intermédiaires (RMI et LRL)	frais de fonctionnement (RMI et LRL)	chômage (RMI et LRL)	action sociale (RMI et LRL)	
01 AIN	0 €	34 445 €	0 €	0 €	1 500 €	0 €	201 €
02 AISNE	38 789 €	373 895 €	0 €	0 €	22 850 €	1 233 €	2 435 €
03 ALLIER	0 €	0 €	0 €	35 189 €	0 €	0 €	0 €
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	20 130 €	0 €	0 €	0 €	4 050 €	842 €	181 €
05 HAUTES ALPES	0 €	0 €	0 €	0 €	1 500 €	0 €	0 €
06 ALPES MARITIMES	0 €	0 €	0 €	209 841 €	0 €	0 €	0 €
07 ARDECHE	17 527 €	108 459 €	56 234 €	50 048 €	8 970 €	732 €	825 €
08 ARDENNES	0 €	86 118 €	0 €	70 538 €	4 050 €	0 €	543 €
09 ARIEGE	23 893 €	28 429 €	50 153 €	3 869 €	6 375 €	1 022 €	402 €
10 AUBE	0 €	79 926 €	0 €	19 924 €	4 200 €	0 €	563 €
11 AUDE	0 €	0 €	0 €	50 308 €	0 €	0 €	0 €
12 AVEYRON	0 €	28 908 €	0 €	0 €	1 500 €	0 €	201 €
13 BOUCHES DU RHONE	0 €	453 727 €	0 €	214 170 €	25 050 €	0 €	2 758 €
14 CALVADOS	25 362 €	26 385 €	0 €	5 384 €	5 700 €	1 048 €	402 €
15 CANTAL	0 €	50 151 €	10 344 €	37 802 €	4 725 €	0 €	362 €
16 CHARENTE	0 €	31 441 €	0 €	0 €	3 900 €	0 €	201 €
17 CHARENTE MARITIME	107 182 €	0 €	0 €	84 072 €	4 635 €	3 810 €	822 €
18 CHER	0 €	52 804 €	23 742 €	12 717 €	3 600 €	0 €	322 €
19 CORREZE	22 004 €	0 €	0 €	8 631 €	3 000 €	1 022 €	201 €
20 CORSE DU SUD	0 €	142 532 €	0 €	45 719 €	82 831 €	0 €	805 €
21 COTE D'OR	0 €	0 €	0 €	52 608 €	0 €	0 €	0 €
22 COTES D'ARMOR	0 €	206 205 €	0 €	85 438 €	0 €	0 €	0 €
23 CREUSE	0 €	33 091 €	0 €	20 073 €	8 850 €	0 €	1 187 €
24 DORDOGNE	21 317 €	0 €	22 765 €	29 801 €	5 400 €	0 €	201 €
25 DOUBS	33 789 €	30 152 €	9 548 €	4 820 €	10 950 €	920 €	181 €
26 DROME	0 €	36 863 €	0 €	98 087 €	1 204 €	0 €	388 €
27 EURE	0 €	67 795 €	0 €	21 360 €	5 250 €	0 €	161 €
28 EURE ET LOIR	52 883 €	57 762 €	0 €	18 845 €	5 700 €	2 220 €	402 €
29 FINISTERE	57 081 €	123 159 €	0 €	30 258 €	12 960 €	2 887 €	765 €
30 GARD	0 €	267 181 €	5 754 €	21 881 €	13 800 €	0 €	1 336 €
31 HAUTE GARONNE	0 €	236 996 €	0 €	28 130 €	14 550 €	0 €	1 811 €
32 GERS	0 €	29 349 €	83 833 €	48 958 €	14 550 €	0 €	1 348 €
33 GIRONDE	0 €	141 821 €	0 €	146 808 €	6 600 €	0 €	201 €
34 HERAULT	125 947 €	205 896 €	0 €	12 412 €	22 200 €	5 207 €	885 €
							2 394 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation ISCA et TIPP)

TRANCHE 2009							
Personnels Affaires sociales (RMI et LRL)							
ANT (RMI et LRL)	Personnels ayant opté au 31 août 2008 (RMI et LRL)	Fractions d'emplois (RMI et LRL)	Vacants intermédiaires (RMI et LRL)	frats de fonctionnement (RMI et LRL)	chômage (RMI et LRL)	action sociale (RMI et LRL)	
35 ILLE ET VILAINE	0 €	25 510 €	155 371 €	5 745 €	0 €	804 €	
36 INDRÉ	0 €	23 930 €	103 227 €	2 700 €	0 €	181 €	
37 INDRÉ ET LOIRE	0 €	136 371 €	40 363 €	5 400 €	0 €	724 €	
38 ISERE	42 997 €	50 815 €	0 €	5 400 €	2 050 €	0 €	
39 JURÀ	21 370 €	52 140 €	0 €	5 400 €	1 048 €	523 €	
40 LANDES	36 238 €	96 550 €	0 €	8 250 €	1 533 €	805 €	
41 LOIR ET CHER	0 €	98 777 €	0 €	108 333 €	4 200 €	604 €	
42 LOIRE	0 €	48 935 €	6 083 €	24 491 €	2 655 €	563 €	
43 HAUTE LOIRE	134 824 €	192 372 €	0 €	124 840 €	14 820 €	322 €	
44 LOIRE ATLANTIQUE	0 €	0 €	0 €	62 627 €	2 400 €	0 €	
45 LOIRET	0 €	0 €	0 €	26 346 €	0 €	0 €	
46 LOT	27 558 €	0 €	0 €	27 730 €	3 000 €	0 €	
47 LOT ET GARONNE	0 €	0 €	5 935 €	15 141 €	300 €	201 €	
48 LOZERE	49 000 €	0 €	0 €	84 978 €	8 250 €	0 €	
49 MAINE ET LOIRE	19 169 €	58 896 €	0 €	19 891 €	5 850 €	402 €	
50 MANCHE	8 237 €	0 €	0 €	142 120 €	3 500 €	583 €	
51 MARNE	22 939 €	0 €	0 €	53 670 €	2 850 €	409 €	
52 HAUTE MARNE	0 €	0 €	0 €	54 373 €	0 €	181 €	
53 MAYENNE	65 287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
54 MEURTHE ET MOSELLE	0 €	76 670 €	0 €	0 €	5 670 €	0 €	
55 MEUSE	0 €	81 313 €	0 €	21 538 €	3 450 €	761 €	
56 MORBIHAN	0 €	225 778 €	0 €	26 341 €	11 100 €	463 €	
57 MOSELLE	22 247 €	176 467 €	0 €	87 987 €	16 850 €	1 488 €	
58 NIEVRE	0 €	123 879 €	8 077 €	2 859 €	4 800 €	1 288 €	
59 NORD	45 407 €	296 822 €	0 €	287 821 €	18 000 €	583 €	
60 ORSE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 414 €	
61 ORNE	40 150 €	0 €	0 €	17 499 €	2 180 €	0 €	
62 PAS DE CALAIS	112 025 €	530 051 €	0 €	51 196 €	37 500 €	1 233 €	
63 PUY DE DOME	0 €	355 710 €	14 201 €	40 347 €	15 150 €	3 604 €	
64 PYRENEES ATLANTIQUES	30 384 €	0 €	26 300 €	88 905 €	4 365 €	1 932 €	
65 HAUTES PYRENEES	80 944 €	0 €	27 460 €	0 €	5 880 €	201 €	
66 PYRENEES ORIENTALES	0 €	0 €	0 €	15 312 €	4 950 €	583 €	
67 BAS RHIN	0 €	172 191 €	0 €	26 822 €	9 750 €	0 €	
68 HAUT RHIN	34 678 €	51 734 €	0 €	35 431 €	4 200 €	1 046 €	
						563 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2009							
Personnels Affaires sociales (RMI et LRL)							
ANT (RMI et LRL)	Personnels ayant opté au 31 août 2008 (RMI et LRL)	Fractions d'emplois (RMI et LRL)	Vacants intermédiaires (RMI et LRL)	Frais de fonctionnement (RMI et LRL)	chômage (RMI et LRL)	action sociale (RMI et LRL)	
68 RHONE	0 €	69 595 €	0 €	45 660 €	2 700 €	0 €	382 €
70 HAUTE SAONE	0 €	0 €	0 €	11 775 €	3 900 €	0 €	0 €
71 SAONE ET LOIRE	0 €	0 €	0 €	41 812 €	4 200 €	0 €	0 €
72 SARTHE	0 €	26 488 €	0 €	69 280 €	8 150 €	0 €	201 €
73 SAVOIE	69 641 €	36 615 €	15 837 €	641 €	5 520 €	2 220 €	836 €
74 HAUTE SAVOIE	0 €	34 216 €	0 €	0 €	1 500 €	0 €	201 €
75 PARIS	23 481 €	0 €	0 €	393 431 €	2 535 €	907 €	179 €
76 SEINE MARITIME	39 011 €	305 402 €	0 €	16 523 €	25 100 €	1 233 €	2 092 €
77 SEINE ET MARNE	0 €	28 890 €	0 €	144 474 €	3 000 €	0 €	201 €
78 YVELINES	0 €	0 €	0 €	210 805 €	0 €	0 €	0 €
78 DEUX SEVRES	58 492 €	0 €	0 €	88 438 €	6 800 €	2 068 €	402 €
80 SOMME	30 984 €	107 107 €	0 €	0 €	13 200 €	1 233 €	1 006 €
81 TARN	0 €	0 €	0 €	65 051 €	0 €	0 €	0 €
82 TARN ET GARONNE	0 €	28 300 €	0 €	0 €	1 500 €	0 €	201 €
83 VAR	0 €	57 308 €	0 €	71 119 €	2 700 €	0 €	362 €
84 VAUCLUSE	26 936 €	33 693 €	0 €	0 €	2 970 €	1 025 €	388 €
85 VENDEE	55 056 €	0 €	0 €	37 258 €	8 700 €	2 068 €	402 €
86 VIENNE	20 929 €	53 330 €	5 214 €	0 €	8 225 €	1 022 €	604 €
87 HAUTE VIENNE	0 €	28 603 €	0 €	0 €	1 500 €	0 €	201 €
88 YONNES	24 104 €	111 631 €	0 €	0 €	8 700 €	1 022 €	1 008 €
89 YONNE	0 €	28 214 €	0 €	813 €	1 500 €	0 €	201 €
90 TERRITOIRE DE BELFORT	0 €	99 431 €	0 €	0 €	4 500 €	0 €	604 €
91 ESSONNE	18 404 €	49 258 €	0 €	248 656 €	4 985 €	869 €	469 €
92 HAUTS DE SEINE	21 956 €	0 €	0 €	153 588 €	5 670 €	1 001 €	197 €
93 SEINE SAINT DENIS	0 €	0 €	0 €	298 977 €	0 €	0 €	0 €
94 VAL DE MARNE	67 189 €	88 710 €	0 €	42 201 €	8 340 €	2 616 €	1 119 €
95 VAL D'OISE	119 533 €	13 450 €	0 €	250 883 €	8 775 €	4 732 €	976 €
95 VAL D'OISE	1 854 243 €	7 249 022 €	395 408 €	5 449 019 €	659 961 €	73 232 €	59 338 €
971 GUADELOUPE	0 €	0 €	0 €	94 791 €	0 €	0 €	0 €
972 MARTINIQUE	0 €	0 €	0 €	41 874 €	0 €	0 €	0 €
973 GUYANE	0 €	0 €	0 €	56 162 €	0 €	0 €	0 €
974 REUNION	0 €	0 €	0 €	28 922 €	3 000 €	0 €	0 €
TOTAL	1 894 243 €	7 249 022 €	395 408 €	5 968 767 €	662 961 €	73 232 €	59 338 €

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixés par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

- TRANCHE 2009

	Personnels Préfectures (RMI)						Total tranche 2009	TOTAL tranche 2006 à 2009
	Personnels ayant opté au 31 août 2008 (RMI préfectures)	Vacants intermédiaires (RMI préfectures)	frais de fonctionnement RMI préfectures)	chômage(RMI préfectures)	action sociale(RMI préfectures)			
01 AIN	0€	0€	0€	0€	0€	3 971 960 €	28 031 921 €	
02 AISNE	0€	0€	0€	0€	0€	4 594 898 €	25 108 172 €	
03 ALLIER	0€	0€	0€	0€	0€	1 105 736 €	20 377 956 €	
04 ALPES DE HAUTE PROVENCE	0€	0€	0€	0€	0€	3 366 989 €	14 019 359 €	
05 ALPES ALPES	0€	0€	0€	0€	0€	1 919 700 €	10 392 823 €	
06 ALPES MARITIMES	0€	0€	0€	0€	0€	2 778 595 €	44 396 154 €	
07 ARDECHE	0€	0€	0€	0€	0€	2 297 888 €	20 397 946 €	
08 ARDENNES	0€	0€	0€	0€	0€	555 717 €	17 498 254 €	
09 ARIEGE	0€	0€	0€	0€	0€	1 898 073 €	10 487 417 €	
10 AUBE	0€	0€	0€	0€	0€	1 833 223 €	19 638 302 €	
11 AUDE	0€	0€	0€	0€	0€	236 990 €	20 724 518 €	
12 AVEYRON	0€	0€	0€	0€	0€	1 244 850 €	19 949 128 €	
13 BOUCHES DU RHONE	0€	0€	0€	0€	0€	3 524 150 €	64 758 178 €	
14 CALVADOS	0€	25 978 €	0€	0€	0€	8 148 757 €	28 224 823 €	
15 CANTAL	0€	0€	0€	0€	0€	4 068 821 €	12 340 606 €	
16 CHARENTE	0€	0€	0€	0€	0€	1 454 223 €	16 921 830 €	
17 CHARENTE MARITIME	0€	21 840 €	0€	0€	0€	1 918 306 €	27 392 442 €	
18 CHER	0€	0€	0€	0€	0€	958 435 €	16 812 639 €	
19 CORREZE	0€	0€	0€	0€	0€	1 870 152 €	20 119 671 €	
2A CORSE DU SUD	0€	0€	0€	0€	0€	413 325 €	5 587 455 €	
2B HAUTE CORSE	0€	0€	0€	0€	0€	242 741 €	5 821 016 €	
21 COTE D'OR	0€	0€	0€	0€	0€	1 784 529 €	31 198 853 €	
22 COTES D'ARMOR	0€	0€	0€	0€	0€	1 472 917 €	25 353 320 €	
23 CREUSE	0€	0€	0€	0€	0€	3 674 882 €	10 912 726 €	
24 DORDOGNE	0€	0€	0€	0€	0€	2 082 938 €	19 951 231 €	
25 DOUBS	0€	0€	0€	0€	0€	1 845 072 €	23 839 023 €	
26 DROME	0€	0€	0€	0€	0€	849 613 €	23 175 177 €	
27 EURE	0€	0€	0€	0€	0€	3 450 082 €	28 490 707 €	
28 EURE ET LOIR	0€	0€	0€	0€	0€	4 955 396 €	21 722 933 €	
29 FINISTERE	0€	0€	0€	0€	0€	1 636 887 €	28 546 988 €	
30 GARD	0€	0€	0€	0€	0€	951 054 €	28 095 487 €	
31 HAUTE GARONNE	0€	0€	0€	0€	0€	1 188 233 €	45 325 688 €	
32 GERS	0€	0€	0€	0€	0€	787 130 €	12 813 105 €	
33 GIRONDE	0€	25 978 €	0€	0€	0€	6 951 448 €	50 073 784 €	
34 HERAULT	0€	0€	0€	0€	0€	2 141 293 €	34 650 147 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement notés par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2009

	Personnels Préfectures (RMI)							Total tranche 2009	TOTAL tranche 2005 à 2009
	Personnels ayant opté au 31 août 2008 (RMI préfectures)	Vacants intermédiaires (RMI préfectures)	fraîs de fonctionnement RMI (RMI préfectures)	chômages(RMI préfectures)	action sociale(RMI préfectures)				
35 ILLE ET VILAINE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	767 428 €	31 927 195 €	
36 INDRE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 032 426 €	13 103 082 €	
37 INDRE ET LOIRE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 346 011 €	26 278 401 €	
38 ISERE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 780 229 €	50 292 871 €	
39 JURA	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 054 442 €	17 311 796 €	
40 LAINDES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 398 152 €	19 563 860 €	
41 LOIRE ET CHER	0 €	1 717 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 940 789 €	15 924 786 €	
42 LOIRE	0 €	2 681 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 795 402 €	30 670 118 €	
43 HAUTE LOIRE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 315 975 €	16 209 405 €	
44 LOIRE ATLANTIQUE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 394 780 €	41 221 199 €	
45 LOIRET	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 820 295 €	26 289 599 €	
46 LOT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 859 107 €	16 273 079 €	
47 LOT ET GARONNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 547 120 €	13 472 481 €	
48 LOZERE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 955 020 €	10 584 249 €	
49 MAINE ET LOIRE	0 €	18 185 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 626 219 €	30 058 918 €	
50 MANCHE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 579 584 €	25 188 056 €	
51 MARNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 633 057 €	25 011 868 €	
52 HAUTE MARNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 158 059 €	15 820 264 €	
53 MAYENNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 009 425 €	14 893 525 €	
54 MEURTHE ET MOSELLE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 303 356 €	28 825 993 €	
55 MEUSE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 170 834 €	14 061 221 €	
56 MORBIHAN	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 537 204 €	25 831 912 €	
57 MOSELLE	32 575 €	25 978 €	1 185 €	0 €	0 €	0 €	560 509 €	41 438 737 €	
58 NIEVRE	31 552 €	88 569 €	11 181 €	0 €	0 €	0 €	2 892 006 €	17 158 717 €	
60 OISE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 596 377 €	86 254 723 €	
61 ORNE	0 €	12 213 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 248 837 €	29 258 707 €	
62 PAS DE CALAIS	429 940 €	51 956 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 294 244 €	18 298 749 €	
63 PUY DE DOME	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 263 €	59 898 944 €	
64 PYRENEES ATLANTIQUES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 403 447 €	36 828 204 €	
65 HAUTES PYRENEES	0 €	1 157 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 768 177 €	25 518 638 €	
66 PYRENEES ORIENTALES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 953 828 €	15 211 344 €	
67 BAS RHIN	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 855 416 €	18 832 413 €	
68 HAUT RHIN	0 €	14 487 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 172 402 €	37 338 520 €	
							962 428 €	24 935 667 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TIPP)

TRANCHE 2009

	Personnels Préfectures (RMI)							Total tranche 2009	TOTAL tranche 2009 à 2009
	Personnels ayant opté au 31 août 2008 (RMI préfectures)	Vacants intermédiaires (RMI préfectures)	Frais de fonctionnement(RMI préfectures)	chômage(RMI préfectures)	action sociale(RMI préfectures)	Total tranche 2009	TOTAL tranche 2009 à 2009		
69 RHONE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 397 737 €	55 724 933 €	
70 HAUTE SAONE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 745 403 €	11 979 180 €	
71 SAONE ET LOIRE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 705 483 €	28 673 003 €	
72 SARTHE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 591 540 €	27 852 564 €	
73 SAVOIE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 454 558 €	30 675 231 €	
74 HAUTE SAVOIE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 528 548 €	34 840 572 €	
75 PARIS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 339 239 €	65 259 973 €	
76 SEINE MARITIME	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 694 371 €	45 787 523 €	
77 SEINE ET MARNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 175 816 €	51 414 019 €	
78 DEUX SEVRES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 654 079 €	48 045 039 €	
79 YVELINES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 443 858 €	17 805 490 €	
80 SOMME	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 773 339 €	24 836 899 €	
81 TARN	7 071 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 004 118 €	16 381 251 €	
82 TARN ET GARONNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 172 060 €	12 054 563 €	
83 VAR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 541 458 €	36 959 242 €	
84 VAUCLUSE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 041 455 €	20 234 588 €	
85 VENDEE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 788 496 €	25 057 434 €	
86 VIENNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 293 788 €	18 131 537 €	
87 HAUTE VIENNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 670 854 €	17 131 555 €	
88 VOSGES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	505 610 €	20 679 142 €	
89 YONNE	64 752 €	0 €	750 €	0 €	0 €	154 €	2 674 762 €	20 031 849 €	
90 TERRITOIRE DE BELFORT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	310 208 €	5 618 543 €	
91 ESSONNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 322 709 €	42 174 759 €	
92 HAUTS DE SEINE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 433 580 €	54 748 237 €	
93 SEINE SAINT DENIS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 997 121 €	53 020 730 €	
94 VAL DE MARNE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 830 035 €	39 775 072 €	
95 VAL D'OISE	38 053 €	15 099 €	2 123 €	0 €	0 €	142 €	6 229 195 €	40 848 479 €	
Total métropole	584 872 €	311 650 €	15 239 €	0 €	0 €	1 834 €	281 763 931 €	2 621 828 833 €	
971 GUADELOUPE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 957 198 €	16 024 850 €	
972 MARTINIQUE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 211 351 €	14 242 643 €	
973 GUYANE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 548 328 €	9 577 298 €	
974 REUNION	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 319 657 €	37 233 255 €	
Total outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 037 533 €	77 078 087 €	
TOTAL	694 872 €	311 650 €	15 239 €	0 €	0 €	1 834 €	304 801 464 €	2 898 706 919 €	

Les montants figurant en gras correspondent aux compensations des transferts définitivement fixées par arrêtés soumis à la CCEC

Annexe N° 4

Ministère décentralisateur		Date du décret en Conseil d'Etat	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur du décret
Education Nationale		26 décembre 2005	27 décembre 2005	1 ^{er} janvier 2006
Equipement	RD	6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
	RNIL			
	FSL			
	Ports départementaux			
Agriculture (lycées agricoles)		23 décembre 2006	30 décembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Culture (services de l'inventaire)		4 janvier 2007	6 janvier 2007	1 ^{er} février 2007
Equipement	Equipement (lycées maritimes)	10 mai 2007	11 mai 2007	1 ^{er} septembre 2007
	RNIL résiduelles RD SSD	15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
	Aérodromes			
	Ports d'intérêt national			
	Ports loi 1983 I			
	Voies d'eau I			
Agriculture (aménagement foncier I)		26 décembre 2007	1 ^{er} janvier 2008	1 ^{er} janvier 2008
Affaires sociales I		20 août 2008	21 août 2008	1 ^{er} janvier 2009
Equipement	Ports loi 1983 II	19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
	Voies d'eau II	19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
	RNIL Guyane et Réunion + 10 départements	19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
<i>Affaires sociales II</i>		<i>A paraître</i>	<i>A paraître</i>	
<i>Agriculture (aménagement foncier II et III)</i>		<i>A paraître</i>	<i>A paraître</i>	

ANNEXE N°5

ARRETES DE COMPENSATION SOUMIS A LA CCEC

Transfert aux régions				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Voirie nationale à la Région Martinique	10 mars 2005	28 avril 2005	27 mai 2005	3 025 928 € (valeur 2003)
Formations des travailleurs sociaux	1 ^{er} décembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	134 430 000 € (valeur 2004)
Aides aux étudiants suivant une formation sociale	1 ^{er} décembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	20 857 011 € (valeur 2004)
Aides aux étudiants suivant une formation paramédicale ou de sages-femmes	1 ^{er} décembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	63 089 544 € (valeur 2004)
Inventaire général du patrimoine culturel	1 ^{er} décembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	2 246 239 € (valeur 2004)
Indemnité compensatrice forfaitaire	1 ^{er} décembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	691 536 500 € (valeur 2002)
Lycées à sections binationales ou internationale et lycée d'Etat de Font-Romeu	14 juin 2006	17 août 2006	16 septembre 2006	4 526 969 € (valeur 2004)
Fonctionnement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes	14 juin 2006	17 août 2006	16 septembre 2006	535 875 160 € (valeur 2005)
Augmentation des barèmes des redevances d'utilisation du réseau ferré national (services régionaux de voyageurs)	14 juin 2006	10 mai 2007	11 mai 2007	227 513 495 € (valeur 2004)
Syndicat des transports d'Ile-de-France	14 juin 2006	27 décembre 2006	10 janvier 2007	230 910 400 €
Transports scolaires au STIF	6 octobre 2005	27 décembre 2006	10 janvier 2007	114 019 000 € (valeur 2004)
Agents non titulaires de droit public de l'éducation nationale	14 novembre 2006	29 mars 2007	2 mai 2007	39 449 898 € (valeur 2006)

Transfert aux régions				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Crédits de suppléance de l'éducation nationale	14 novembre 2006	29 mars 2007	2 mai 2007	23 349 487 € (valeur 2004)
Emplois aidés relevant de l'éducation nationale	14 novembre 2006	29 mars 2007	16 mai 2007	14 710 475 € (valeur 2004)
Organisation du réseau des centres et points d'information et de conseil sur la validation des acquis de l'expérience	30 novembre 2006	10 mai 2007	11 mai 2007	6 395 422 € (valeur 2005)
Organisation et du financement des actions de formation professionnelle mises en œuvre par l'AFPA dans la région Centre	30 novembre 2006	12 janvier 2007	22 mars 2007	24 143 912 € (valeur 2005)
Forfait d'externat	13 mars 2007	11 mai 2007	16 mai 2007	115 794 592 € (valeur 2006)
Organisation et du financement des actions de formation professionnelle mises en œuvre par l'AFPA dans 17 régions ayant anticipé le transfert au 1 ^{er} janvier 2007	18 décembre 2007	5 mai 2008	6 juin 2008	481 925 560 € (valeur 2006)
Cotisations d'assurance chômage des agents non titulaires de droit public de l'éducation nationale	11 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	3 046 362 € (valeur 2006)
Frais de fonctionnement afférents aux emplois de gestionnaires de TOS de l'éducation nationale	11 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	802 231 € (valeur 2004)
Frais de recrutement des personnels de l'éducation nationale	11 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	368 357 € (valeur 2004)
Agents non titulaires de droit public et cotisations chômage des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel	18 décembre 2007	En cours de publication		560 713 € (valeur 2006)
Compte épargne temps des personnels services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel	18 décembre 2007	En cours de publication		63 816 € (valeur 2007)
Frais de recrutement des personnels services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel	18 décembre 2007	En cours de publication		33 000 € (valeur 2004)

Transfert aux régions				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Frais de fonctionnement des personnels services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel	18 décembre 2007	En cours de publication		2 056 929 € (valeur 2004)
Agents non titulaires de droit public du ministère de l'agriculture	18 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	3 325 780,54 € (valeur 2007)
Cotisations chômage des Agents non titulaires de droit public du ministère de l'agriculture	18 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	160 113,45 € (valeur 2007)
Frais de fonctionnement liés à la gestion des personnels TOS du ministère de l'agriculture	18 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	26 880 € (valeur 2004)
Frais de recrutement la personnels TOS du ministère de l'agriculture	18 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	53 403,89 € (valeur 2004)
Recomposition de l'offre SRV résultant de la mise en service du TGV Est	18 décembre 2007	21 novembre 2008	3 décembre 2008	44 185 510 € (valeur 2007)
Agents non titulaires de droit public des lycées maritimes	13 novembre 2008	En cours de signature		500 961,63 € (valeur 2007)
Forfait d'externat (compensation de la région Franche-Comté)	13 novembre 2008	En cours de signature		1 349 394 € pour la région Franche-Comté (valeur 2006)
Agents non titulaires de droit public du ministère de l'agriculture (lycées agricoles)	27 novembre 2008	En cours de signature		3 594 430,24 € (valeur 2007)
Arrêté abrogeant l'arrêté du 26 mai 2008				
Cotisation d'assurance chômage des agents non titulaires de droit public du ministère de l'agriculture (lycées agricoles)	27 novembre 2008	En cours de signature		173 046,32 € (valeur 2007)
Arrêté abrogeant l'arrêté du 26 mai 2008				
Transfert de l'organisation et du financement des actions de formation professionnelle mises en œuvre par l'AFPA (régions Champagne-Ardenne et Franche-Comté)	27 novembre 2008	En cours de signature		17 173 362 € pour la région Champagne-Ardenne et 13 145 751 € pour la région Franche-Comté

Transfert aux régions				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Transfert de la formation professionnelle de la validation des acquis de l'expérience (régions Champagne et Franche-Comté) Arrêté modificatif	27 novembre 2008	En cours de signature		133 578 € pour la région Champagne-Ardenne et 201 362 € pour la région Franche-Comté
Transfert de la formation professionnelle des jeunes de moins de 26 ans en Alsace	27 novembre 2008	En cours de signature		210 607 € (valeur 1998)
Fonctionnement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes Arrêté abrogeant l'arrêté du 17 août 2006	27 novembre 2008	En cours de signature		556 699 934 €
Aides aux étudiants des formations des travailleurs sociaux Arrêté abrogeant l'arrêté du 6 avril 2006	27 novembre 2008	En cours de signature		26 021 226 € (valeur 2008)
Aides aux étudiants des écoles et des instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes Arrêté abrogeant l'arrêté du 6 avril 2006	27 novembre 2008	En cours de signature		82 401 991 € (valeur 2008)

Transfert aux départements				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Diminution de charges résultant de la création de la couverture maladie universelle	10 mars 2005	28 avril 2005	27 mai 2005	1 365 418 010 € (valeur 2000)
Fonds de solidarité pour le logement (y compris l'aide à la médiation locative et l'aide à l'acquittement des impayés des fournitures d'eau et d'énergie)	9 novembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	93 527 420 € (valeur 2004)
Conventions de restauration	9 novembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	5 637 469 € (valeur 2004)
Centres locaux d'informations et de coordination	9 novembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	17 164 993 € (valeur 2004)
Comités départementaux des retraités et personnes âgées	9 novembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	1 101 392 € (valeur 2004)
Fonds d'aide aux jeunes	9 novembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	13 857 911 € (valeur 2004)
Collèges à sections binationales ou internationale et collège d'Etat de Font Romeu	14 juin 2006	17 août 2006	16 septembre 2006	3 174 582 € (valeur 2004)
Revenu minimum d'insertion et revenu minimum d'activité	9 novembre 2005 et 14 juin 2006	17 août 2006	16 septembre 2006	4 941 824 606 €
Voirie nationale	5 octobre 2006	30 novembre 2006	12 décembre 2006	191 551 384 € (valeur 2005)
Agents non titulaires de droit public de l'éducation nationale	14 novembre 2006	29 mars 2007	16 mai 2007	31 188 191 € (valeur 2006)
Crédits de suppléance de l'éducation nationale	14 novembre 2006	29 mars 2007	2 mai 2007	21 860 121 € (valeur 2004)
Emplois aidés relevant de l'éducation nationale	14 novembre 2006	29 mars 2007	16 mai 2007	17 386 468 € (valeur 2004)
Forfait d'externat	13 mars 2007	3 juillet 2007	18 juillet 2007	136 251 900 € (valeur 2006)

Transfert aux départements				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Cotisations d'assurance chômage des agents non titulaires de droit public de l'éducation nationale	11 décembre 2007	26 mai 2008	4 juin 2008	2 534 155 € (valeur 2006)
Frais de fonctionnement afférents aux emplois de gestionnaires de TOS de l'éducation nationale	11 décembre 2007	26 mai 2008	3 juin 2008	490 539 € (valeur 2004)
Frais de recrutement des personnels de l'éducation nationale	11 décembre 2007	26 mai 2008	5 juin 2008	332 642 € (valeur 2004)
Indemnités de service fait des services du ministère de l'équipement. <i>Routes départementales (RD)</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	19 558 950 € (valeur 2005)
Indemnités de service fait des services du ministère de l'équipement. <i>Ports départementaux</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	114 290 € (valeur 2005)
Frais de fonctionnement des services du ministère de l'équipement. <i>RD</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	9 182 581 € (valeur 2005)
Frais de fonctionnement des services du ministère de l'équipement. <i>Ports départementaux</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	11 278 € (valeur 2005)
Frais de fonctionnement des services du ministère de l'équipement. <i>FSL</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	99 779 € (valeur 2005)
Compte épargne temps des personnels des services du ministère de l'équipement. <i>RD</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	3 059 451 € (valeur 2007)
Compte épargne temps des personnels des services du ministère de l'équipement. <i>Ports départementaux</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	1 392 € (valeur 2007)
Voirie nationale (portions transférées au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	13 mai 2008	31 mai 2008	5 943 158 € (valeur 2006)

Transfert aux départements				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Convention de restauration (département de l'Indre) Arrêté modificatif	11 décembre 2007	26 mai 2008	4 juin 2008	46 446€ (valeur 2004)
Agents non titulaires de droit public du MEEDAT <i>Routes départementales</i>	13 novembre 2008	En cours de signature		6 324 533 € (valeur 2007)
Agents non titulaires de droit public du MEEDAT <i>Ports départementaux</i>	13 novembre 2008	En cours de signature		161 142 € (valeur 2007)
Frais de fonctionnement des services du MEEDAT <i>Ports départementaux</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		44 616 € (valeur 2004)
Frais de fonctionnement des services du MEEDAT <i>RD et RNIL</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		27 171 € en valeur 2005 pour les RD et 341 870 € en valeur 2006 pour les routes transférées en 2007
Frais de fonctionnement des services du MEEDAT <i>Voies d'eau</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		93 623 € en valeur 2005 pour les voies d'eau transférées en 2006 et 41 139 € pour les voies d'eau transférées en 2007
CET des personnels des services du MEEDAT <i>RNIL et RD</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		24 384 € (valeur 2008)
Indemnité de service fait des services du MEEDAT <i>Ports départementaux</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		8 969 € (valeur 2006)
Indemnité de service fait des services du MEEDAT <i>RNIL-RD</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		145 597 € (valeur 2006)
Indemnité de service fait des services du MEEDAT <i>Voies d'eau</i> (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		35 501 € (valeur 2006)

Transfert aux départements				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Forfait d'externat (compensation du département de la Haute-Saône) Arrêté modificatif	13 novembre 2008	En cours de signature		313 279 € pour le département de la Haute-Saône (valeur 2006)
CET des services de l'aménagement foncier du ministère de l'agriculture (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		3 367 € (valeur 2008)
Agents non titulaires de droit public des services de l'aménagement foncier du ministère de l'agriculture (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		78 175 € (valeur 2008)
Dépenses de fonctionnement des services de l'aménagement foncier du ministère de l'agriculture (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		95 120 € (valeur 2008)

Transfert communs aux régions départements, communes et EPCI				
Transfert	Date de l'examen en CCEC	Date de l'arrêté	Date de la publication au journal officiel	Montant
Suppression partielle de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (départements collectivité territoriale de Corse)	9 novembre 2005	6 avril 2006	21 avril 2006	208 827 427 € (valeur 2001) 601 740 € (valeur 2001) pour la collectivité territoriale de Corse
Aérodromes	13 mars 2007	2 mai 2007	15 mai 2007	578 009€ pour les aérodromes transférés en 2006 (valeur 2005) 1 735 931 pour les aérodromes transférés en 2007 (valeur 2006)
Ports maritimes	13 mars 2007	2 mai 2007	15 mai 2007	1 959 855€ pour les ports transférés en 2006 (valeur 2005) 14 874 338€ pour les ports transférés en 2007 (valeur 2006)
Suppression définitive de la de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (départements et collectivité territoriale de Corse)	11 décembre 2007	21 juillet 2008	2 août 2008	132 495 103€ (valeur 2004) 516 502 € (valeur 2004) pour la collectivité territoriale de Corse (DGD)
Indemnités de service fait des services du ministère de l'équipement. <i>Routes nationales d'intérêt local (RNIL) (Services transférés au 1^{er} janvier 2007)</i>	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	9 150 523 € (valeur 2005)
Frais de fonctionnement des services du ministère de l'équipement. <i>RNIL (Services transférés au 1^{er} janvier 2007)</i>	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	12 563 322 € (valeur 2005)

Compte épargne temps des personnels des services du ministère de l'équipement. RNIL (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2007)	11 décembre 2007	6 novembre 2008	18 novembre 2008	898 475 € (valeur 2007)
Agents non titulaires de droit public du MEEDAT RNIL	13 novembre 2008	En cours de signature		1 464 833,99 € (valeur 2007)-
Frais de fonctionnement des services du MEEDAT Aérodromes (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		34 643 € en valeur 2005 pour les aérodromes transférés en 2006 et 117 687 € pour les aérodromes transférés en 2007
Frais de fonctionnement des services du MEEDAT Ports d'intérêt national (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		58 191 € en valeur 2005 pour les ports d'intérêt national transférés en 2006 et 1 026 924 € en valeur 2006 pour les ports d'intérêt national transférés en 2007
CET de personnels des services du MEEDAT Ports (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		30 195 € (valeur 2008)
Indemnité de service fait des services du MEEDAT Port d'intérêt national (Services transférés au 1 ^{er} janvier 2008)	13 novembre 2008	En cours de signature		593 272 € (valeur 2006)
Transfert des RNIL de Guyane et de La Réunion et de portions résiduelles concernant 15 départements au 1 ^{er} janvier 2008	13 novembre 2008	En cours de signature		13 906 052 € (valeur 2007)